



No. 200
Novembre
1941

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

LE CAIRE

Revue de la Société Fouad I^{er}
d'Économie Politique,
de Statistique et de Législation

XXXII^e ANNÉE



LE CAIRE
IMPRIMERIE NATIONALE, BOULAC
1941

Prix P.T. 20

Les numéros non réclamés par les Membres et Abonnés dans le délai d'un mois à partir de la date de leur publication, ne leur seront remis que contre paiement du prix.

Les opinions émises par les collaborateurs n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente Revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit remis à "L'Egypte Contemporaine" devient la propriété de la Société.

SOMMAIRE :

For translation see corresponding page of back cover

ETUDES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES

	PAGES
Dr. AHMED MATTAR EL RAYED HAY.—La sévérité des contrats par le juge. L'esprit du législateur moderne favorable au débiteur	640-672
CHARLES ISSAWI & FELIX ROSENFIELD.—Company profits in Egypt 1929-1939	673-686
A. FOURNET.—Statistique artisanale	687-698
Dr. IL LEWY.—Quelques considérations sur l'exploration et l'exploitation des mines (suite)	699-712
TARLA AVIEL.—Nécessité d'une réforme pour les pensions de retraite des fonctionnaires de l'Etat (en arabe)	713-762

ACTUALITÉS

ANALYSES ET COMPTES RENDUS.—MOHAMMED AHMED RAHIM ANSAR.—Le problème du divorce en Egypte ..	763-799
---	---------

DOCUMENTS ET STATISTIQUES

Dr. KAMEL MOURSEY BEY, Secrétaire Général.—Rapport sur les travaux de la Société Égypte des Économistes Politiques, de Statistique et de Législation pour l'année 1949	791-794
L. VAN DAMME, Trésorier.—Rapport sur la situation financière de la Société au 31 décembre 1949	795-798

IN MEMORIAM

Président FRANCIS PETER

C'est avec une profonde émotion que nous avons appris le décès de notre ancien **Président Francis Peter** survenue brusquement à Alexandrie le 20 mai 1941 dans la 65ème année de sa vie laborieuse.

Doné d'une vaste et solide culture, fin lettré, homme du monde dans le sens élevé et universel du terme, juriste nourri de science et plein de bon sens, magistrat d'une droiture exemplaire, **Francis Peter** ne laisse que des amis tout comme son affabilité et son humanisme le portaient à être l'ami de tout le monde.

Que sa veuve et ses enfants séparés du cher disparu par la guerre et si cruellement éprouvés veuillent trouver ici l'hommage de la vive sympathie et du fidèle souvenir du Conseil et de tous les membres de la Société Foud 1^{er} d'Economie Politique, de Statistique et de Législation, dont il dirigea les travaux de 1922 à 1938 avec une courtoisie et une autorité parfaites.



ETUDES ECONOMIQUES ET JURIDIQUES

LA REVISION DES CONTRATS PAR LE JUGE

L'Esprit du législateur moderne favorable au débiteur ⁽¹⁾

PAR

S.E. DR. ABDEL FATTAH EL SAYED BEY

Conseiller à la Cour de Cassation

La revision du contrat par le juge est un problème qui a préoccupé et préoccupe à l'heure actuelle bien des pays. Le juge peut-il, quand l'exécution stricte du contrat lui paraît inique, modifier les termes formels de la convention. Voilà la question qu'on se pose et l'on tâche de lui donner une solution.

Dans cette importante question, deux intérêts se trouvent en opposition l'un de l'autre : celui du débiteur qui, pour être fidèle à ses engagements, s'expose à un grave préjudice ou même à la ruine, et celui du créancier qui, pour exiger l'exécution textuelle du contrat, se montre cruel et dépourvu d'humanité.

La question a déjà été posée à l'occasion de la grande guerre de 1914-1918 et se pose encore aujourd'hui pendant la guerre actuelle qui paraît hélas prendre une plus grande envergure et avoir des conséquences plus affreuses.

Beaucoup de pays furent obligés, en vue d'éviter des iniquités frappantes, de légiférer en faveur du débiteur ; d'autres ont pu utiliser des textes préexistants. Le Conseil d'Etat, en France, dans son cadre d'activité juridique, a pu, grâce à la nature de ses fonctions, combler les lacunes de la loi.

Il me semble utile avant d'entrer dans l'examen approfondi du sujet, de vous donner un exposé de l'état de la question dans certaines législations anciennes, après quoi j'aborderai les solutions adoptées dans certaines législations modernes et je terminerai par un exposé de l'état de notre législation dans ce domaine.

(1) Conférence prononcée le 21 mars 1941 à la Section Juridique de la Société Française d'Economie Politique, de Statistique et de Législation.

DROIT ROMAIN

En droit romain positif on ne trouve rien de précis sur la matière. C'est à l'autorité du prêteur qu'il faut recourir pour éviter le mal. Ce magistrat romain avait le pouvoir de remédier, aux imperfections et aux lacunes de la loi civile. Dans tel et tel cas, dit-il, je donnerai une action. Il disposait en outre de certains moyens non prévus par la loi: la *pœscriptio*, l'*exceptio*, les moyens provenant de son pouvoir propre de magistrat et qu'on appelle *imperium*. On peut citer en particulier la *restitutio in integrum* qui permet de rescinder un acte juridique accompli.⁽¹⁾ Mais les mesures que peut prendre le prêteur supposent l'équité méconnue au moment de la formation du contrat. Cependant on peut signaler en droit romain deux institutions dans lesquelles une modification peut être apportée par le juge au contrat. Ce sont le bénéfice de compétence qui a pour but de limiter la dette du débiteur à ses ressources et la cession des biens. Ces deux institutions, comme on l'a bien remarqué, se bornent à limiter dans des cas particuliers l'effet de l'inexécution d'un contrat et n'ont pas pour résultat d'en corriger l'injustice.⁽²⁾

DROIT CANONIQUE

Le droit canonique permet au juge de réviser le contrat dont l'exécution, pour des circonstances postérieures à sa formation, est de nature à être préjudiciable à l'une des parties contractantes. Les canonistes condamnent tout enrichissement sans cause de l'un des contractants aux dépens de l'autre comme contraire à la morale chrétienne. Ils exigent aussi pour la lésion, l'examen du contrat d'après les changements intervenus à sa formation.⁽³⁾

DROIT MUSULMAN

Le droit musulman connaît la théorie de l'imprévision; notre jurisprudence moderne ainsi que la doctrine lui ont même emprunté la terminologie: "التواتر". Avant d'énumérer quelques principaux

(1) Voir sur les détails de cette question A. ACCARIAS, T. I, pp. 52, 774, 940 etc. T. II, pp. 583, 896, 942 etc.

(2) Rapport de Mr. Lalou à la "Semaine juridique internationale de Paris", 1937.

(3) PLANCHET et RIVIER: *Traité de Droit Civil*, T. VI, No. 331.

cas où le chèrei fait de cette théorie une juste et équitable application, je trouve de mon devoir de vous parler de l'usurpation et de la lésion qui possèdent des particularités spéciales en droit islamique.

Le changement de circonstances survenues après l'usurpation n'a en principe aucun effet sur la responsabilité découlant de ce fait illicite. L'usurpateur doit répondre même des cas fortuits, par le seul fait de s'être mis en possession de la chose d'autrui. Le fait illicite peut consister dans l'inexécution ou même dans l'exécution abusive du contrat. La perte de la chose dans ces cas sera mise à la charge du contrevenant, même si elle est survenue sans son fait ⁽¹⁾.

La lésion pure et simple n'affecte pas en principe le contrat. La justification qu'on donne à cette règle est que les contrats bilatéraux, où il s'agit de prestations et de contre-prestations, doivent être autant que possible maintenus.

Cependant le contrat conclu par le représentant d'un incapable, un faillit ou une personne dans sa dernière maladie, peut être annulé et ce en cas de lésion quel que soit le montant de cette dernière.

Lorsque la lésion est excessive, c'est-à-dire dépassant 5 pour cent pour les denrées, 10 pour cent pour les animaux, 20 pour cent pour les immeubles, la lésion n'affecte le contrat que si la partie lésée est un incapable, un wakf ou le bêt et mal (caisse publique). D'après l'opinion qui a prédominé, si la conclusion de l'acte a été accompagnée de tromperie, la partie lésée, quelle qu'elle soit, peut demander la résiliation de l'acte à condition que la tromperie ait été commise par l'autre partie contractante ou le courtier. Si la tromperie est l'œuvre d'un tiers, elle n'aura pas l'effet sur le contrat ⁽²⁾.

Voici quelques-uns des cas où le droit musulman parle de la surveillance après la formation de l'acte d'événements pouvant affecter ce dernier ⁽³⁾.

(a) *La vente*.—Lorsque la monnaie stipulée comme prix cesse d'avoir cours, le contrat sera annulé. Le prix sera simplement modifié, si la dépréciation a pour cause des événements politiques et imprévus.

(1) *Théorie générale de l'obligation* par CHAFIK CHEHATA, Nos. 219 et suiv.; *Code musulman*, traduction Soignette art. 816 et suiv.

(2) Voir *Le délit de l'acte en droit musulman* par M. ABOT-ZAHRA, p. 402 (en arabe). *La théorie générale de l'obligation* par M. C. CHEHATA, Nos. 159 et suiv.

(3) *L'incapacité en droit anglais* par M. HAMED ZAKI, Paris 1930, pp. 54 et suiv.

(b) *Le contrat de bekr*.—Dans ce contrat il s'agit d'un bail de terrain improductif ordinairement wakf pour une durée indéterminée au profit d'un tiers, ses ayants droit et ayants cause avec faculté au preneur de faire des plantations ou ériger des constructions et à charge par lui de payer un canon annuel variable basé sur la valeur locative⁽¹⁾. Ici la révision est donc admise dans le but de hausser ou de baisser le montant du loyer pour cause de changement de circonstances.

(c) *Le contrat de bail* (2).—Ce contrat peut être résilié toutes les fois que le bailleur ou le possesseur se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses engagements par suite de la survenance de circonstances imprévues. L'article 1121 du code musulman, d'après shâh Khahl, dit à ce sujet : "Le contrat est rescindable si le preneur est expulsé de la chose ou troublé dans sa jouissance ; si le prince ordonne la fermeture des boutiques ; s'il survient à la nourrice une grossesse ou une maladie qui l'empêche de continuer l'allaitement ; si l'esclave loué est reconnu coupable de vol ; si l'esclave loué tombe malade ou déserte comme à l'étranger, à moins qu'il ne revienne avant l'expiration du bail. Dans ce cas le contrat vaudra pour le temps qui reste à courir, contrairement à ce qu'il en est du louage d'un animal qui tombe malade et guérit dans le cours du voyage."

ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Monsieur le professeur Lalou nous fournit à ce sujet des renseignements intéressants. "D'après Pothier, dit-il, l'équité doit régner dans les conventions : d'où il suit que dans les contrats intéressés dans lesquels l'un des contractants donne ou fait quelque autre chose, comme le prix de ce qu'il donne ou de ce qu'il fait, la lésion que souffre l'un des contractants, quand même l'autre n'aurait recours à aucun autre artifice pour le tromper, est seule suffisante par elle-même pour rendre ces contrats viciés, car, l'équité en fait de commerce consistant dans l'égalité, dès que cette égalité est blessée, et que l'un des contractants donne plus qu'il ne reçoit, le contrat est vicié, parce qu'il pèche contre l'équité qui y doit régner."

(1) *Le wakf* No. 337 par EUGÈNE CLAVEL; voir pour les éléments de l'évaluation de bekr, arrêt Cassation 14 juin 1934, Recueil B. Civ., No. 198.

(2) *La théorie de l'acte* par A. SANCOURY REY, No. 862.

(3) V. traduction Solgnette, Paris 1911.

Un auteur a même estimé en 1753 que la clause *rebus sic stantibus* (les choses restant dans le même état) devait, d'après les principes de l'équité, être sous entendue dans chaque contrat. (1)

Cependant la jurisprudence française n'a pas admis la clause *rebus sic stantibus*. Mais la théorie fut adoptée par la doctrine italienne et allemande jusqu'aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. (2)

Cependant pour la lésion, le juge pouvait réviser le contrat pour des raisons d'équité quand la lésion est énorme, c'est-à-dire pour lésion d'autre moitié quand même l'autre partie n'ait pu être trompée.

CODE CIVIL FRANÇAIS

Le Code civil français admet-il la révision des contrats par suite de changement de circonstances ? Eliminons tout d'abord pour l'examen de cette question, les cas où le juge a ce pouvoir en vertu de textes formels de la loi.

Pour la lésion le code a voulu rompre avec le passé. L'article 1118 dispose en effet que la lésion ne vicie les conventions que dans certains contrats ou à l'égard de certaines personnes. En vertu de l'article précité la lésion n'est plus un principe applicable à toutes les conventions quand elle dépasse la moitié. Les cas exceptionnels que la loi prévoit sont : (1) les ventes d'immeubles quand la lésion est de plus des 7/12 (art. 1674); (2) les partages pour lésion de plus de 1/4 (art. 887).

L'article 1244 fait modifié dans un sens favorable au débiteur par les lois des 3 mars et 20 août 1936. Le juge peut, en vertu des nouvelles dispositions, prendre en considération le changement de circonstances pour accorder au débiteur, pour le paiement, des délais ne pouvant dépasser un an et surseoir à l'exécution des poursuites.

Quelques autres dispositions du code reconnaissent au changement de situation pour cause de cas fortuit ou autres un effet sur les engagements du débiteur (v. art. 1188, 1613, 1769, 1773 et 2131).

En dehors de ces textes, le Code civil permet-il la révision ? Deux thèses sont en présence :

1^{ère} thèse.—Cette thèse favorable au débiteur invoque l'article 1150 ainsi conçu : " Le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat ; lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée".

(1) *Traité des prescriptions*, T. III ; Ch. XI, p. 386 par DUNOD DE CHARNAGE.

(2) PLANIOL ET RIPERT, No. 391.

Du rapprochement de cet article et de l'article 1149 C. civ. on estime que le débiteur n'est tenu en cas d'inexécution sans dol que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat et pas davantage. Cette thèse a été adoptée en doctrine pendant assez longtemps.⁽¹⁾

La jurisprudence de la Cour de Cassation marquait au début une tendance en faveur de la clause "*rebus sic stantibus*."⁽²⁾ Cette jurisprudence s'était basée sur l'article 1147 du Code Civil qui ne rend le débiteur responsable des dommages-intérêts que si l'exécution ou le retard est imputable à sa faute.

2^{ème} thèse.—Plusieurs auteurs et des plus autorisés ont présenté une thèse opposée. Ils partent de ce principe que la distinction entre les dommages-intérêts prévus et non prévus ne concerne que la cause du préjudice, mais pas du tout sa quotité. Il suffit pour être tenu, disent ces auteurs, que l'on ait prévu la cause d'où provient le dommage. Si donc le créancier subit un dommage par suite de la privation de la chose due, le débiteur est tenu de réparer le préjudice même si son quantum dépasse ce qu'on pouvait prévoir au jour de la convention. ⁽³⁾

La Cour de Cassation, renouant à sa tendance antérieure et s'appuyant sur les termes de l'article 1134, a décidé en 1876 que la portée absolue de cet article régit les contrats dont l'exécution s'étend à des époques successives, de même que ceux de toute autre nature. ⁽⁴⁾

Pendant un arrêt rendu le 7 juillet 1924 a mis fin à la discussion qui s'était élevée au sujet des dommages-intérêts dus par le débiteur.

(1) LAROMBIÈRE: *Obligations* IV, No. 1234 comp.; AUBRY et RAU, T. IV, p. 167, note 34 et page 171, note 41. Voir aussi *Essai d'une justification nouvelle de la théorie de l'imprévision* par LOUIS FROY, No. 19 et suiv.; *Le principe de la bonne foi* par FRANÇOIS GOSSEL, pp. 68 et suiv.

(2) 20 août 1838, SIREY 28.973.

(3) COCHET DE SARTRE, T.V, No. 66 bis; DEMOLOMME, T. XXIV, Nos. 590 à 593; BASTRY LACANTINIERE et RABIN, T. I, No. 446; LAURENT, T. XVI, Nos. 289 à 291; HUC, T. VII, No. 148; REPERT: *Règle morale dans les obligations*, pp. 138 et suiv.; PIANOL, REPERT et ESMEIN, No. 394.

(4) 6 mars 1876, S. 76.1.161; 4 août 1900, S. 1903.1.46; 10 mars 1909, S. 20.1.165; 7 juillet 1924, S. 25.1.321. Mais en fait déjà un arrêt du 19 novembre 1873, S. 74.1.430 avait décidé que des difficultés provenant soit de la guerre et de l'invasion, soit d'arrêts administratifs, interdisant partiellement le commerce des grains, ne dégageaient pas l'acheteur de l'obligation de prendre livraison, si elles ne revêtaient pas le caractère d'un obstacle absolu qui rend l'exécution du contrat impossible.

La Cour a décidé en effet que "l'article 1150 ne fait aucune allusion à la prévision de la cause du dommage et que loin de mettre à la charge du débiteur de bonne foi des dommages-intérêts dont la quotité dépasserait ses prévisions, il déclare explicitement que, hors le cas de dol, le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont pu être prévus lors du contrat."⁽¹⁾

On estime que les dispositions de cet article ne donnent pas le fondement de la théorie de l'imprévision, mais une des conditions de son application, empruntée au domaine de l'intention des parties; et c'est en vain qu'on a remarqué que la victime de circonstances était ainsi traitée plus sévèrement que le débiteur dont le manquement à l'engagement n'aboutit qu'à un dédommagement restreint.⁽²⁾

Mais le Conseil d'Etat, haute juridiction administrative, n'étant lié dans ses décisions par aucun texte, a suivi depuis la grande guerre de 1914 une jurisprudence opposée; c'est ainsi qu'un arrêt de cette haute juridiction a décidé que: "Lorsque en temps de guerre, par suite de l'occupation par l'ennemi d'une grande partie des régions productives de charbon, et de la difficulté de plus en plus considérable des transports par mer, la hausse survenue dans le prix du charbon dépasse certainement les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du contrat de concession, une compagnie d'éclairage au gaz est bien fondée à soutenir qu'elle ne peut être tenue d'assurer, aux seules conditions prévues à l'origine, le fonctionnement du service."

"Si la compagnie reste tenue d'assurer le service concédé, elle doit supporter seulement au cours de cette période transitoire la part des conséquences onéreuses de la situation de force majeure que l'interprétation raisonnable du contrat de concession permet de laisser à sa charge."

"Et, si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les conditions spéciales dans lesquelles la compagnie pourra continuer le service, il appartient au Conseil de Préfecture de déterminer, en tenant compte de tous les faits de la cause, le montant de l'indemnité à laquelle la compagnie a droit, à raison des circonstances extra-contractuelles dans lesquelles elle aura dû assurer le service pendant la période envisagée."⁽³⁾

(1) SIREY, 1905.1.321.

(2) FRANGUL, RIVET et ESKEIN, No. 396.

(3) Arrêt Conseil d'Etat, 30 MARS 1916, S. 16.3.17.

En vertu de la décision que je viens de citer, et dont je vous ai lu le sommaire, le Conseil a élaboré une théorie basée sur le principe d'équité. Les transactions ordinaires étant faites pendant des périodes de paix et de stabilité, les circonstances extraordinaires provenant de la guerre ne sont pas rentrées dans les prévisions des contractants.

D'autre part cette solution se justifie par cette considération qu'il faut avant tout assurer l'exécution du service public.

C'est ainsi que le juge administratif est parvenu à ne pas interrompre la gestion de l'entreprise, et grâce à la révision du contrat, l'exploitation continue par les soins mêmes du concessionnaire.

Le principe établi par cet important arrêt du Conseil d'Etat, a été confirmé depuis lors par plusieurs autres décisions. ⁽¹⁾

La jurisprudence des tribunaux judiciaires, je le répète, n'a pas réussi à appliquer la théorie de la clause "*rebus sic stantibus*" adoptée par le Conseil d'Etat. ⁽²⁾ Plusieurs arrêts, condamnant ainsi la théorie de l'imprévision, ont décidé formellement qu'aucune considération d'équité n'autorise le juge, quand une convention est claire et précise, à modifier, sous prétexte de les interpréter, les stipulations qu'elle renferme. ⁽³⁾ C'est ainsi encore qu'il a été jugé que la crise des affaires ne constitue pas un cas de force majeure permettant à un patron, obligé de supprimer l'emploi d'un ouvrier, de se soustraire au paiement d'une clause pénale prévue dans un contrat de travail à durée indéterminée. ⁽⁴⁾

Mais le législateur est venu à maintes reprises atténuer la rigueur du principe du Code civil.

La loi du 21 janvier 1918, appelée Loi Failliot, qui permet la résiliation de certains contrats "s'il est établi qu'à raison de l'état de guerre, l'exécution des obligations de l'un des contractants entraînera des charges ou lui causera un préjudice dont l'importance dépassera de beaucoup les prévisions qui pouvaient être raisonnablement faites à l'époque de la convention."

(1) 8 février 1918, S. 1924.1.2; 25 novembre 1921, S. 1923.3.33; 27 mars 1926, D. 1927.3.17.

(2) Je dis à dessein que les tribunaux n'ont pas réussi parce qu'en fait il y a des tentatives de la part de certains tribunaux pour faire admettre la théorie; mais la jurisprudence de la Cour de Cassation y a mis fin. Voir la théorie de l'abus des droits par L. CAMERON, No. 230.

(3) 6 juin 1921, D. 21.1.75; 18 octobre 1926, D. 1927.1.191.

(4) Tribunal Civil de la Seine, 28 novembre 1933; Gazette trib., 12 mai 1934, 1.17.

La loi du 21 juillet 1927 permettant la réduction des charges des fondations dans les établissements hospitaliers.

La loi du 12 juillet 1933 ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision de leurs loyers en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932.

La loi du 29 juin 1935 accordant remise complète des intérêts dus sur un prix de vente de fonds de commerce à l'acquéreur qui, ayant acheté entre le 1^{er} juillet 1926 et le 1^{er} juillet 1933, établit une diminution de plus de 33 pour cent dans le chiffre d'affaires moyen des deux derniers exercices par rapport à celui des deux années qui ont précédé l'acquisition.

Décret-loi du 17 juillet 1935 édictant, à cause de la crise économique, soit une réduction de 10 pour cent sur les loyers ou le montant des intérêts de certaines dettes hypothécaires, soit une revision possible des loyers locaux à usage commercial, industriel ou artisanal.

Nous avons déjà parlé des lois du 25 mars 1936 et du 20 août 1936 qui ont modifié l'article 1244 pour permettre aux magistrats d'accorder des délais aux débiteurs en considération de la position du débiteur et compte tenu de la situation économique.

A part les lois dont je viens de parler, d'autres sont venues permettre la revision des contrats de bail ou en proroger la durée.

Ainsi peut-on constater que l'intervention du législateur français pour permettre la revision des contrats se multiplie et atténue ainsi la rigueur de la règle proclamée par l'article 1134 du Code civil qui ne répond plus aux circonstances dans lesquelles vit le monde à l'époque actuelle.

DRONT BELGE

Ainsi que vous le savez bien, le droit belge était conforme au droit français. Les mêmes dispositions relatives aux contrats et aux causes de leur annulations ou rescissions sont prescrites dans les deux législations par des articles portant les mêmes numéros. La revision était donc étrangère aux dispositions du Code civil, parallèlement à l'opinion adoptée par la jurisprudence des tribunaux de droit commun en France. Le contrat n'avait pas d'autres alternatives que celles de vivre ou de mourir et dans le cadre bien étroit délimité par le code : pas de solution intermédiaire.

On se rappelle que la jurisprudence française a été assez souple dans l'application des dispositions relatives aux dommages-intérêts. La jurisprudence belge a été par contre inflexible et son système a toujours été le respect du contrat et la méconnaissance des circonstances ultérieures. (2)

Cependant la guerre de 1914-1918 fit intervenir dans le pays diverses dispositions légales, mais toutes de circonstances et temporaires ayant pour but d'adapter l'état de droit aux nécessités de l'état de fait.

Les dispositions du code n'étaient pas assez favorables aux débiteurs. L'article 1244 privait le débiteur de pouvoir forcer son créancier à recevoir en partie le paiement de la dette. En outre, le juge, d'après l'opinion qui a prévalu, ne pouvait accorder termes et délais que dans le cas où il n'existait pas encore de jugement de condamnation constatant l'existence de la dette. S'agissant d'un titre exécutoire, consistant en un acte notarié, la jurisprudence était unanime à dire que le juge ne pouvait accorder de délai lorsque des poursuites en paiement étaient engagées. Aussi le législateur a-t-il voté la loi du 27 juillet 1904 d'un caractère temporaire permettant d'accorder termes et délais aux débiteurs hypothécaires. Peuvent bénéficier de cette loi, les débiteurs malheureux de bonne foi, dont la situation donne l'espoir d'une amélioration et dont l'obligation est garantie par une hypothèque ou un privilège sur un immeuble. Le juge ne peut accorder un délai supérieur à trois ans. Il statue en équité et tient compte de la situation du créancier, comme de celle du débiteur; il peut, le cas échéant, subordonner l'octroi du délai à la dation par le débiteur de garanties complémentaires.

L'article 1762 bis (modifié par la loi du 30 mai 1931) repète non écrite la clause résolutoire expresse inscrite dans les baux à loyer.

En outre la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes, instaure dans les articles 593 et suivants un régime de sursis des paiements au profit des commerçants qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, sont contraints de cesser temporairement leurs paiements.

(2) C'est ainsi que le débiteur doit supporter tout le fardeau de ses engagements malgré le changement de circonstances; il doit de même payer l'indemnité conventionnelle stipulée même en cas d'absence de dommage pour inexécution ou exécution tardive. Voir *Droit Civil belge* par HENRI DE PIER, T. 3, Nos. 112 et suiv., 124 et suiv.

Le sursis cependant ne leur sera accordé que s'ils prouvent posséder des biens ou moyens suffisants pour satisfaire les créanciers en principal et intérêts.

La loi du 1^{er} juillet 1938 est venue modifier l'article 1244. En vertu du nouvel article, le paiement intégral de la dette est maintenu, les seules facilités dans le paiement constituant l'exception. Il met sur le même pied la dette fondée sur une obligation mobilière et celle fondée sur une convention sous seing privé ou verbale et celle fondée sur un titre authentique, revêtue de la formule exécutoire. L'article ne sera pas applicable au débiteur hypothécaire qui, ayant sollicité l'application de la loi du 27 juillet 1937 sur le moratoire hypothécaire, aura échoué dans son action; ni en matière de lettres de change, de billets à ordre; ni en cas de vente sur folle enchère.

Enfin, il y a lieu de signaler la loi du 22 mars 1940 en matière de baux à loyer. Cette loi est doublement intéressante. Elle l'est d'abord parce qu'elle vient compléter une mesure antérieure par laquelle il devait être sursis à tout paiement et à toute exécution à charge de citoyens mobilisés. Comme il est résulté de la mobilisation des situations gênantes en matière de loyers, ainsi que des incertitudes tant pour les locataires ignorants de leur sort que pour les propriétaires dans la perspective d'obtenir les arriérés de loyers, la loi du 22 mars 1940 donne la possibilité de mettre fin à ces difficultés. Elle permet aux citoyens mobilisés d'obtenir des réductions de loyers et même la résiliation de leur bail.

La loi est aussi intéressante à raison de ce qu'elle vise en outre le cas de preneurs non mobilisés. Ceux-ci peuvent obtenir des réductions de loyers dans le cas où leurs propres revenus auront subi une certaine diminution. Ils peuvent aussi demander la résiliation du bail. D'autre part, le bailleur lui-même, dans certaines circonstances, peut demander la résiliation du bail.⁽¹⁾

Pour arrêter la multiplicité des procès la nouvelle loi belge prescrit que l'intéressé qui veut obtenir le bénéfice de la loi, fera connaître sa décision par lettre à la partie adverse. C'est seulement si cette partie adverse ne consent pas à la mesure sollicitée qu'il y aurait recours à la justice.

(1) Dans le cas, par exemple, où la réduction de loyer supérieure à 50 pour cent a été imposée au bailleur pendant plus de six mois sans la résiliation ne produisant ses effets qu'à l'expiration du troisième mois qui suit la décision du juge. Le bailleur a le même droit si le preneur est en défaut de payer le loyer conventionnel ou judiciaire. (Art. 7).

DROIT ANGLAIS

La *Common Law*, qui consiste d'après la théorie moderne dans la coutume et la procédure⁽¹⁾, a toujours respecté les contrats. Elle n'a jamais voulu accorder au débiteur le droit de se plaindre de l'exécution onéreuse d'un contrat à raison de changement de circonstances⁽²⁾.

Cependant, ce principe, sous l'influence de la règle d'équité, a été atténué par les tribunaux. Cette évolution s'est accomplie graduellement et ce, grâce aux méthodes spéciales du système anglais : pas de règles générales, mais on solutionne chaque cas selon les circonstances, et la solution devient un principe à suivre dans l'avenir. Le procédé suivi pour atténuer la rigidité des règles de la *Common Law* était le suivant : l'exercice d'un droit ne saurait être admis s'il en résulte la nécessité de prêter la main à une tentative de fraude contre le débiteur.

C'est grâce aux efforts de la Cour de la Chancellerie (*Chancery Court*) que ce principe a prévalu. La mission accomplie par cette haute Cour en Angleterre ressemble à celle du Conseil d'Etat en France. Jusqu'en 1873 les tribunaux royaux appliquaient strictement la *Common Law*⁽³⁾.

Voici les situations déjà admises dans certaines questions⁽⁴⁾.

(a) *La lésion énorme (lavis anormis)*.—La *Common Law* positive respectait à outrance la règle *pacta sunt servanda* et refusait d'intervenir, sauf dans certains cas, entre les parties contractantes. Ces cas exceptionnels sont les suivants : (1) les contrats passés par les mineurs. Ces actes étaient autrefois entachés de nullité absolue et ensuite de nullité relative dans trois cas : les actes que le mineur peut légalement passer, peuvent être par lui répudiés et ce sous réserve de certaines exceptions dont les plus importantes sont les achats de ce qui lui est normalement nécessaire pour assurer sa subsistance et le contrat de travail qui est dans son intérêt ; (2) les tribunaux refusent de sanctionner l'exécution d'un contrat manifestement préjudiciable au mineur ; (3) La loi *Infants' Relief Act 1873* accorde au mineur protection contre tous les actes préjudiciables passés par lui.

(1) STURTEVANT : *Commentaries sur le droit anglais*, T. III (traduction française de Mlle Mitchell), p. 200.

(2) *L'impression en droit anglais*, op. cit. 23 et suiv.

(3) STURTEVANT, T.I, pp. 100 et suiv. et 146.

(4) V. rapport de Mr. Gutteridge à la *Séance juridique internationale de Paris*, 1927.

(b) *Usure*.—Les *money lenders' acts* passés de 1900 à 1927 permettent aujourd'hui aux tribunaux de réduire le taux de l'intérêt à un montant raisonnable, eu égard à toutes les circonstances.

(c) *Abus d'influence*.—C'est une théorie fort ingénieuse par le fait qu'elle assure l'examen d'un contrat d'après les circonstances dans lesquelles il est passé et en commençant par examiner, pour en découvrir l'influence, le lien juridique entre les parties. Il y a présomption d'influence dans les actes passés entre le tuteur et son pupille, le conseil juridique et son client, le supérieur ecclésiastique et son subalterne, le médecin et son malade. Dans tous ces actes celui qui réclame l'exécution d'un contrat frappé par la présomption susdite doit prouver l'absence de tout abus d'influence. La présomption s'aggrave en cas d'inégalité entre les prestations. Cette doctrine n'est pourtant pas admise dans les contrats entre époux. Mais la femme, qui prétend avoir été amenée à s'obliger par contrainte injustifiée de son mari, peut en principe obtenir la nullité du contrat.

Les tribunaux peuvent encore intervenir pour des raisons d'équité dans les contrats passés par les héritiers présomptifs pour disposer de leurs droits successoraux ou les engager : ce sont les contrats de captation (*catching bargains*). Cette théorie se fonde sur la présomption que l'héritier est amené à s'obliger sous la pression de la nécessité et qu'il se trouve en conséquence en état d'infériorité. Cependant, la vente des biens par un héritier au-dessous de leur valeur ne suffira pas, à elle seule, à faire tomber le contrat. (*Law of Property Act* de 1925, art. 74).

(d) *Impossibilité d'exécution*.—Ici encore la *Common Law* a commencé par être bien rigoureuse pour le respect d'une obligation contractuelle. Ce ne fut qu'en 1863 qu'un fameux arrêt ⁽¹⁾ marqua la première dérogation à la règle. Une salle louée pour un concert avait été brûlée avant que le concert ne pût être donné. La Cour, se fondant sur la supposition d'une clause tacite consistant dans l'existence matérielle de l'objet du contrat, a jugé que le locataire devait être exonéré du paiement du loyer. La théorie de la clause tacite évolua et un peu plus tard on en étendit l'application. Les affaires des places au couronnement (*coronation cases*) donnèrent l'occasion pour l'application pure et simple de la clause "*rebus sic stantibus*." Il s'agissait dans ces affaires des places louées pour assister au cortège du couronnement.

(1) TAYLOR et COWDRIE. Voir aussi d'autres renseignements sur cette question dans l'ouvrage de M. Hamed Zaki déjà cité, pp. 186 et suiv.

Il arriva que le Roi Edouard VII, étant tombé malade, le cortège fut retardé. Les litiges qui résultèrent de cet événement furent solutionnés sur la base que le cortège lui-même fut considéré comme étant l'objet essentiel de la conclusion du contrat.

Mais pendant la guerre de 1914-1918 l'exécution de beaucoup de contrats devint extrêmement difficile pour le motif que les circonstances économiques avaient complètement changé, les tribunaux ont eu l'occasion d'appliquer la théorie de l'imprévision. La jurisprudence a considéré que le changement de circonstances constituait une impossibilité exonérant de l'exécution des contrats.

Mais il ne faut pas se faire d'illusion sur le domaine d'application de la clause tacite. Les tribunaux anglais se sont montrés tout de même respectueux des contrats. Un juge anglais a en effet dit: "Il ne suffit pas de démontrer qu'un contrat a été une spéculation malheureuse pour l'une des parties pour l'exonérer de son obligation."

La théorie de l'imprévision, quelque équitable qu'elle soit, n'a pas manqué d'être attaquée. M. Gutteridge dont le précieux rapport m'a fourni beaucoup de renseignements, dit à ce sujet: "La théorie d'une condition tacite adoptée par le droit anglais est exposée à la critique d'être artificielle. Toute tentative de déterminer ce qui aurait pu être l'intention des parties lors de la conclusion du contrat et de supposer une clause pour donner effet à leur intention présumée peut amener à des difficultés, car le critère de l'intention dans ces hypothèses doit toujours être objectif. En d'autres termes la reconnaissance d'une condition tacite constitue nécessairement ce qu'un juge écossais a appelé un mensonge pieux..."

Avant de terminer cette partie je dois vous faire une simple allusion aux lois sur les loyers qui ont eu en Angleterre le même but qu'ailleurs: enrayer la hausse des loyers provoquée par la rareté des logements dans la période d'après-guerre.

LE DROIT ALLEMAND

C'est en Allemagne, peut-être, que la théorie de l'imprévision a acquis une importance toute particulière. La guerre de 1914-1918, qui eut pour elle des conséquences économiques désastreuses, montre combien il est intéressant de savoir comment ce problème y fut résolu. Le point principal à étudier est celui de se rendre compte de la façon dont le juge peut modifier juridiquement les termes clairs et précis d'un contrat.

Avant la grande guerre de 1914, l'article 434 du Code Civil autorisait le juge à réduire une clause pénale, en disproportion avec le dommage subi, à une somme convenable. A cette époque la pratique judiciaire n'avait pas révélé le besoin d'une intervention plus efficace. Bref le Code civil répondait ainsi suffisamment aux besoins des conventions.

Pendant la guerre, la Haute Cour ou Tribunal d'Empire (le Reichsgericht) a refusé de consacrer, aux marchés de fournitures à longue durée, l'extention de la clause *rebus sic stantibus* prévue aux articles 321 et 610 du Code Civil, où il s'agit de conventions visant la position de fortune des co-contractants (1).

Après la guerre, la dévaluation du mark donna lieu à l'importance de la théorie de l'imprévision. Dans les marchés de fournitures, le prix convenu se trouvait insuffisant à l'époque de la livraison. Il fallait donc trouver un remède à cette situation. Au début, la jurisprudence s'attacha au respect absolu du principe "*pacta sunt servanda*". Il en résultait que le paiement en monnaie dévaluée était considéré comme une prestation juridiquement conforme au contrat. Mais lorsque par suite de l'inflation, la dévaluation du mark devint considérable, que sa valeur ne représentait qu'une infime partie du prix convenu, un revirement se produisit dans la jurisprudence. Se basant sur l'article 242 (2), le tribunal d'Empire a décidé que la bonne foi doit présider à l'exécution des conventions. L'exécution ne pouvait donc être exigée si, à raison des circonstances, la prestation contractuelle est devenue tout autre que les parties ne l'avaient primitivement pensé et voulu.

(1) Voici la teneur des deux articles :

321.—Celui qui, dans un contrat synallagmatique s'est obligé à prêter le premier, peut, si depuis la conclusion du contrat il s'est produit une diminution notable dans le patrimoine de l'autre partie, de nature à mettre en péril la contreprestation à recevoir, se refuser à faire la prestation qui lui incombe, jusqu'à ce qu'il ait reçu la contreprestation ou qu'il lui ait été donné caution par cette dernière.

610.—Celui qui a promis de prêter, peut en cas de doute, révoquer sa promesse lorsqu'il se produit dans la situation de fortune de l'autre partie une altération importante qui mettrait en péril le remboursement.

(2) Art. 242.—Le débiteur doit accomplir la prestation ainsi que l'exige la bonne foi, en prenant en considération les usages.

En outre, la Haute Cour s'est référée à l'article 325 (2) pour dire que l'impossibilité de la prestation peut être économique aussi bien que matérielle. Allant encore plus loin le Tribunal d'Empire a admis que si les parties continuaient l'exécution du contrat nonobstant la dévaluation, le juge aurait le droit de modifier les contre-prestations, compte tenu des circonstances nouvelles. Cette Cour Suprême exposa à cet effet ce qui suit : " Le premier et le plus noble devoir du juge est de donner satisfaction, en disant le droit, aux besoins inévitables de la vie. Ces circonstances entièrement nouvelles nées de l'inflation font un devoir au juge d'intervenir dans les contrats existants, lorsque à défaut d'une pareille intervention on devait arriver à des solutions contraires à la bonne foi, à la justice et à l'équité, en un mot intolérables." (2) La conséquence de cette orientation a été d'admettre la modification des clauses d'un contrat lorsque les parties sont d'accord pour en continuer l'exécution. Cependant il faut tenir compte des intérêts réciproques des deux parties en ce sens que le préjudice doit être équitablement réparti entre les deux contractants. Le Tribunal d'Empire a imaginé ainsi une solution ingénieuse dans un cas où les parties ne sont pas d'accord pour continuer l'exécution d'un contrat. S'agissant de la vente de terrains et de fonds de commerce, conclue en 1919 et dont l'exécution était requise en 1922, le Tribunal d'Empire a souligné le point suivant : " Le débiteur qui, à raison de la disproportion de valeurs prestataires, se retire du contrat, doit préalablement fournir à son créancier l'occasion de se déclarer d'accord avec une augmentation équitable de la contre-prestation. Il ne peut se retirer du contrat que lorsque cette tentative de maintenir le contrat, dans une teneur modifiée, a échoué."

(2) Art. 322.—Lorsque la prestation incombant à l'une des parties en vertu d'un contrat synallagmatique est devenue impossible en raison d'un fait dont elle est responsable, l'autre partie peut demander des dommages-intérêts pour l'inexécution ou la résolution. Lorsque l'impossibilité n'est que partielle, elle a le droit, si l'exécution partielle est sans intérêt pour elle, de demander des dommages-intérêts pour inexécution totale, conformément à l'article 280, alinéa 2, ou la résolution entière. Au lieu de dommages-intérêts ou de la résolution, elle peut aussi invoquer les droits concédés dans le cas de l'article 323.

Il en est de même dans le cas de l'article 281 lorsque la prestation n'a pas été exécutée jusqu'à l'expiration du délai en qu'à cette époque elle ne l'a été que partiellement.

(3) *Somme juridique internationale*, Paris 1937, Rapport de M. Volkmar.

La règle "Mark égale Mark" a également fléchi dans le paiement des dettes hypothécaires : selon l'article 242 a-t-on décidé, on examine dans chaque cas particulier la somme que doit verser le débiteur. Il s'agit ici de la réévaluation du mark d'après les circonstances de l'espèce. Enfin, après quelques tâtonnements aussi le Tribunal d'Empire a finalement admis le principe de la réévaluation lorsque la contre-prestation était libellée en une monnaie étrangère. Le tribunal exposait ce qui suit : "La jurisprudence a accordé la réévaluation d'abord pour une diminution des deux tiers de la valeur de la prestation en argent, puis pour une diminution de moitié et enfin pour une diminution du tiers seulement, mais finalement elle s'est ralliée à cette idée que la disproportion entre prestations et contre-prestations—fondement de la réévaluation—ne doit pas être déterminée rigoureusement et numériquement; la réévaluation pourra apparaître comme légitime, pour une diminution modérée de la valeur. Le Tribunal d'Empire en conclut que la partie tenue d'effectuer une prestation et ayant subi une perte de 13 pour cent à la suite de la déévaluation du dollar, peut prétendre à une compensation—sur le fondement de la notion de bonne foi—c'est-à-dire à un partage équitable du risque selon les circonstances du cas d'espèce (décision du 2 avril 1935).

Le Tribunal d'Empire a reconnu, dans sa décision du 30 avril 1935, le droit pour le juge de modifier les rétributions contractuelles si par suite des circonstances l'exploitation productive d'une entreprise se trouve menacée par l'exécution rigoureuse des engagements.

Cependant, le législateur, dans le but de délimiter le champ d'application du système révisionniste dans certaines matières, s'est trouvé obligé d'intervenir à plusieurs reprises.

Une de ces interventions limitant le taux de la réévaluation eut lieu en vertu de la loi du 16 juillet 1925.

La loi du 1^{er} juin 1933 réglementa la révision des dettes agricoles.

La loi du 20 juillet 1934 permit la révision du contrat de travail.

La loi du 2 juillet 1936 réglementa la révision des dettes hypothécaires.

En somme, les interventions judiciaires ou législatives que je viens de citer ne constituent en fait que des exemples choisis parmi tant d'autres cas très nombreux.⁽¹⁾

(1) V. pour toutes ces interventions le rapport de M. Volkmar, op. cit.

Ces multiples interventions étaient nécessitées par le déséquilibre économique qui a ébranlé les contrats synallagmatiques et bouleversé les opérations commerciales.

Voilà, Messieurs, sommairement, l'évolution progressive de la jurisprudence et de la législation en Allemagne, quant à la théorie de l'imprévision. Je n'hésiterai pas à déclarer qu'elle a été beaucoup plus rapide et plus extensive que partout ailleurs.

Je vous ai donné, Messieurs, autant que j'ai pu le faire, des renseignements respectivement séparés sur quatre pays européens au sujet de la situation du débiteur et l'évolution de la théorie de l'imprévision. J'aurai bien voulu vous exposer sur le même plan l'état du problème dans d'autres pays, mais une pareille mission sort du cadre d'une conférence à faire dans un laps de temps qui ne suffirait pas pour aborder tant de détails.

Cependant, il serait peut-être intéressant de vous dire quelques petits renseignements sur d'autres pays. Le juge en Norvège a le droit le plus large d'interpréter et même de compléter un contrat. Il ne s'agit pas dans ce pays de savoir quelle a été l'opinion subjective des deux parties lors de la conclusion du contrat, mais quelle a été la solution la plus rationnelle et la plus opportune du type du cas en présence duquel on se trouve : c'est ce qu'on appelle l'interprétation de la déclaration de volonté. Je dois vous signaler encore la loi du 31 mai 1918 qui prescrit que, en cas d'abus de droit, la partie ayant subi l'influence de son propre état ou de l'autorité de l'autre partie, ne doit pas être liée par la déclaration de volonté. (2)

Le droit polonais à son tour, permet la réduction des dommages-intérêts conventionnels dans deux cas : (1) s'ils sont manifestement excessifs ; (2) si le contrat a été exécuté en partie.

L'article 269 du Code des obligations permet au juge de réviser le contrat en base du changement de circonstances. Le changement doit avoir le caractère d'un événement extraordinaire : guerre, épidémie, perte totale des récoltes et autres cataclysmes naturels. Il faut que le changement de circonstances rende excessive l'exécution de la prestation ou entraîne des pertes extraordinaires pour l'une des parties contractantes. Il faut en outre que les parties n'aient pas pu prévoir ces conséquences lors de la conclusion du contrat. D'autres

(2) V. rapport de M. Arsholm à la Semaine juridique internationale de Paris.

dispositions du même code prévoient encore quelques autres cas où le changement de circonstances imprévisibles peuvent avoir de l'influence sur les termes clairs et précis du contrat (V. notamment art. 490 favorable à l'entrepreneur).

Le Code suisse de son côté ne reconnaît pas en principe la clause *rebus sic stantibus*, mais admet plutôt le principe *pacta sunt servanda*. Mais le juge, s'inspirant de la règle de bonne foi et de quelques dispositions légales éparées permettant dans certains cas la résiliation ou la résolution d'un contrat, peut tenir compte du changement intervenu après la conclusion du contrat.

L'article 21 du Code fédéral des obligations vient remédier à la lésion en donnant à la partie lésée, en cas de disproportion évidente entre la prestation et la contre-prestation, le droit de demander la résiliation du contrat et la répétition dans le délai d'un an de ce qu'elle a payé. Mais la jurisprudence a assoupli la rigueur de cet article en modifiant si possible le contrat au lieu de l'annuler.

Le nouveau Code civil iranien publié en 1928 parle des conséquences pouvant découler de l'inexécution du contrat. Dans un premier cas relatif au retard apporté à l'exécution, l'article 221 cantonne dans des limites raisonnables les dommages-intérêts pouvant être réclamés " Si une personne, dit l'article, s'engage à faire ou à ne pas faire quelque chose, elle sera, en cas d'inexécution de son obligation, responsable du préjudice causé à l'autre partie, à condition que ceci ait été expressément prévu ou que l'engagement lui-même soit considéré par la coutume comme entraînant une stipulation sous-entendue de dédommagement, ou que la loi prescrive que l'inexécution emporte la responsabilité."

Le second cas concerne l'impossibilité dans l'exécution. Le Code iranien s'inspirant ici du principe *لا ضرر ولا ضرار* " il n'y a pas de préjudice en Islam," accorde au créancier le droit de demander la résiliation du contrat. L'article 240, parlant de l'impossibilité absolue, dit à ce sujet: " Si l'exécution de la condition devient impossible après la conclusion du contrat ou s'il apparaît qu'elle l'était au moment de sa conclusion, le créancier aura le droit de résilier le contrat, à moins que cette impossibilité ne soit imputable à lui-même."

L'article 239 prévoit l'impossibilité relative: " S'il est impossible, dit-il, de contraindre le débiteur à exécuter son obligation ou de la faire exécuter par un tiers, le créancier aura la faculté de résilier le contrat."

Il me semble que le mot créancier est ici improprement employé. Comme il s'agit de contrat où des engagements réciproques sont stipulés, chacun des contractants est considéré comme créancier pour la prestation ou la contre-prestation qu'il peut réclamer à l'autre.

Mais la tendance de la jurisprudence, malgré les dispositions que je viens de citer, se manifeste en faveur de la stabilité des contrats ⁽¹⁾.

Enfin pour terminer mon exposé sur les législations européennes, je dis qu'en Italie la théorie de l'imprévision n'y est pas admise. Les dispositions du code en vigueur n'ont subi aucune modification. L'article 1123 donne au contrat la force de loi. Ce n'est que lorsque la lésion est énorme en matière de vente et de partage que la loi accorde au vendeur et au co-partageant une action en résiliation à exercer dans un court délai (arts. 1608 et 1529).

Dans certains autres cas la loi accorde au contractant lésé le droit de demander la nullité (arts. 1440, 1677, 1719 C. civ.).

Cependant la doctrine et certains tribunaux ont déployé des efforts incessants pour faire admettre la théorie de l'imprévision, mais ce fut en vain. En outre le projet de Code civil italien augmente dans des cas déterminés les pouvoirs du juge pour venir en aide soit au créancier, soit au débiteur, ce qui lui permet la révision des contrats soumis à son examen.

Enfin le projet franco-italien de Code commun des obligations permet dans des conditions déterminées la révision des contrats pour aboutir non à leur modification mais à leur annulation (art. 22). En vertu de l'article 102 le juge, quand il s'agit d'obligation ayant pour objet une somme d'argent, peut allouer au créancier des dommages-intérêts au delà des intérêts légaux et ce en cas de préjudice supérieur ⁽²⁾.

DRONT EGYPTIEN

En Egypte, les codes civils ne contiennent aucune disposition pouvant explicitement permettre au juge de modifier les clauses d'un contrat valable lors de sa création. Les juridictions mixtes tout d'abord, et la Cour de Cassation nationale ensuite, ont consacré le respect absolu d'un pareil

(1) *L'élément psychologique dans les contrats suivant la conception italienne*, par M. DIAZAL ARSON pp. 191 et suiv.

(2) V. Rapport de M. Alberto Mantel à la Semaine juridique internationale, Paris 1937.

contrat. Il s'ensuit que la survenance d'une crise de nature à mettre en déséquilibre les deux parties contractantes quant à leurs prestations respectives, ne saurait suffire pour amener le juge à réviser le contrat.

Il est vrai que nos codes ne contiennent pas une disposition analogue à celle de l'article français 1134 qui confère au contrat la force de loi entre les parties contractantes, mais la jurisprudence a invoqué les articles 177 et 178 (240 et 241 C. civ.) qui ne considèrent l'obligation éteinte qu'en cas d'impossibilité d'exécution survenue depuis la conclusion du contrat (1). La Cour de Cassation nationale ne s'est pas arrêtée aux articles 122 et 168 (C. civ.) (2) sur lesquels la Cour d'Appel, dont l'arrêt a été cassé, s'était référée pour étayer sa décision et ce pour le motif, a-t-elle dit, que le législateur égyptien lui-même, reconnaissant implicitement les lacunes de nos lois sur la question, a dû, à la suite de la dernière guerre mondiale, prendre des mesures pour enrayer le mal provenant du déséquilibre créé par la nouvelle situation (3).

Pour la révision des dommages-intérêts conventionnels, la Cour d'Appel mixte, siégeant en chambres réunies, a décidé que la fixation du montant des dommages-intérêts par le contrat et alors même que cette fixation revêt le caractère d'une clause pénale, il incombe au juge de s'assurer tout d'abord du préjudice subi par le créancier. Cependant, dit la Cour, si le contrat fixe le montant des dommages-intérêts pour le cas d'inexécution, il est interdit au juge par l'article 181 C. civ. d'accorder une somme moindre, à moins bien entendu que l'inexécution n'ait été que partielle.

La Cour d'Appel nationale n'a pas été aussi rigide dans l'application de l'article 123 C. civ., qui correspond à l'article 181 mixte; elle a

(1) Cour d'Appel Mixte, 12 décembre 1909, B. 12, p. 39; 14 mai 1908, B. 28, p. 26.

(2) V. arts. 180 et 231 C. civ. mixte. Le premier de ces deux articles prévoit que les dommages-intérêts ne sont en principe que ceux qui ont pu être raisonnablement prévus au moment du contrat; le second dispose que l'exécution doit être celle qui a été prévue par les parties et permet au juge, au besoin, d'accorder dans des circonstances exceptionnelles en délai dans lequel l'exécution devra avoir lieu. Nous pouvons ajouter l'article 414/333 qui permet au tribunal pour des motifs graves d'accorder un délai modéré à l'acheteur pour le paiement de son prix sauf à mettre la chose vendue sous sequestre, s'il y a lieu.

(3) Cass., 14 janvier 1932, Al-Mohamah 12, p. 723. V. pour l'arrêt cassé rendu le 9 avril 1931, Al-Mohamah, 12, p. 63.

(1) Arrêt 9 février 1922, Bulletin 34, p. 113.

manifesté une tendance assez souple. Siégeant, elle aussi, en chambres réunies, elle a décidé que si le juge, après s'être assuré du préjudice subi par le créancier du chef de l'inexécution, reconnaît que le montant de l'indemnité est excessif et inadmissible, que cette clause pénale n'est en réalité qu'une clause comminatoire, il pourra dans ces conditions seulement refuser d'admettre cette indemnité excessive et évaluer lui-même le montant du préjudice réel⁽¹⁾.

S'agit-il dans cette dernière décision d'une question d'interprétation de la volonté libre des parties ou plutôt d'une révision du contrat correct dès sa naissance ? A mon avis, les chambres réunies en établissant ce principe, sortent du cadre de l'interprétation pure et simple pour tomber dans le domaine de la révision proprement dite du contrat. Mais émue par l'exagération possible et quelquefois déraisonnable du quantum convenu du dommage, la Cour n'a pas voulu que le juge se tienne immobile devant la rigueur de la loi et ferme les yeux sur une iniquité frappante et ainsi s'est-elle permise dans ce cas particulier la révision d'une clause stipulée dans le contrat. Mais ce qu'on peut reprocher à cette solution séduisante c'est le défaut de base légale.

A part cette observation au sujet des dommages-intérêts conventionnels, la jurisprudence égyptienne est-elle aussi bien soutenable que celle de la Cour de Cassation de France ? Pour répondre à cette question il faut se rappeler tout d'abord qu'en France on s'est principalement basé sur l'article 1134 (C. civ.) qui fait du contrat une loi liant les parties contractantes. L'opinion contraire ainsi que nous l'avons déjà montré, a de nombreux partisans. A ce sujet nous dit M. Ripert dans le *Traité de Planiol* que "la jurisprudence aurait pu invoquer l'article 1150 C. civ., d'après lequel, le débiteur non coupable de dol n'est tenu que des dommages-intérêts dont le montant a pu être prévu lors du contrat." Le même auteur nous cite ensuite les considérations de fait pour lesquelles les tribunaux civils n'ont pas suivi l'exemple du Conseil d'Etat, et termine en disant⁽²⁾ : "C'est pourquoi ils ont préféré maintenir strictement la notion de force majeure comportant l'impossibilité d'exécuter. Ils pouvaient satisfaire aux exigences de l'équité en accordant des délais de grâce, dans les cas où la force majeure n'avait même pas une existence momentanée, suspendant l'exécution du contrat ; d'autre part, lorsqu'ils prononçaient la résolution, l'article 1150 et le pouvoir souverain

(1) Arrêt, 2 décembre 1928, R.O. 27, No. 101.

(2) *Planiol, Ripert et Esmein* No. 395.

des juges du fait leur permettaient d'apprécier modérément les dommages-intérêts." Si nous remarquons au surplus que nos codes n'ont pas reproduit l'article 1134 du code Napoléon qui constitue l'argument fondamental de la théorie de non révision, et qu'ils ont par contre reproduit les autres dispositions sur lesquelles s'appuient les partisans de la révision (2), on peut conclure sans hésitation que le principe révisionniste pourrait trouver chez nous une argumentation plus efficace qu'en France.

Intervention du législateur et du gouverneur militaire

L'intervention du législateur est quelquefois indispensable pour atténuer la rigueur des conventions dont l'exécution devient, par suite du changement des circonstances, onéreuse ou même ruineuse pour les débiteurs. Cette intervention se fait plus sentir par le fait que le système révisionniste n'est pas adopté par nos tribunaux. C'est ainsi qu'en 1914 le régime moratoire a été décrété (3). Des lois concernant les loyers urbains et ruraux furent successivement promulguées soit pendant la précédente guerre, soit à l'occasion d'une crise qui s'est produite en 1930 (4). Le but était d'accorder des délais pour le paiement ou d'apporter des réductions aux loyers convenus.

La loi No. 3 de 1939 relative au règlement des dettes hypothécaires vint accorder des réductions aux débiteurs non commerçants dont les immeubles sont grevés de dettes hypothécaires portant principalement sur des terrains de culture. La réduction ne sera accordée qu'au débiteur qui l'aura demandée et qui se trouverait dans les conditions prescrites par la loi; elle peut atteindre à la fois les dettes hypothécaires et chirographaires.

Pendant la guerre actuelle, l'intervention du gouverneur militaire eut encore lieu dans plusieurs cas. C'est ainsi que le 1^{er} juillet 1940 une proclamation No. 65 ordonne la faculté pour les locataires de retirer les contrats de bail passés antérieurement à la date de la publication

(2) Voir notamment arts. 110, 122, 168, 177, 180, 231.

(3) 8 et 9 août 1914.

(4) Loi No. 11 de 1920 et No. 4 de 1931; loi No. 14 de 1921; décret No. 54 de 1930; loi No. 103 de 1930; décret-loi No. 110 de 1931; loi No. 32 de 1932; décret-loi No. 55 de 1932; loi No. 12 de 1934.

de la proclamation pour la location à Alexandrie ou à Port-Saïd de villas ou appartements pour la saison estivale. Une autre proclamation No. 64 accorda la même faculté aux locataires pour des contrats de bail conclus par des fermiers qui auraient dû abandonner leur habitation par ordre des autorités. La même proclamation réduit le loyer à la moitié si le locataire, tout en gardant le local, ne l'occupe pas effectivement. Dans le but d'éviter des perturbations préjudiciables à l'intérêt général, une proclamation No. 113 du 5 janvier 1941 a fixé provisoirement le mode de paiement des obligations respectives de la Compagnie Universelle du Canal de Suez et de la Land Bank of Egypt et ce en exécution des arrêts du 24 février et 21 mars 1940, sans toutefois vouloir porter atteinte à toute question d'interprétation de ces deux arrêts.

Toutes ces mesures n'ont qu'un caractère temporaire et sont en outre restreintes à des catégories de cas particuliers sans possibilité de les étendre par voie d'analogie à d'autres et ce à cause de leur caractère exceptionnel.

LE PROJET DE CODE CIVIL

La Commission chargée de préparer un projet de Code Civil vient de publier une bonne partie de son travail. Nous rendons hommage à la Commission pour les efforts qu'elle a déployés en vue de doter le pays d'un code complet répondant pleinement à l'évolution sociale actuelle.

En lisant les articles relatifs à notre sujet ou pouvant s'y rattacher, on remarque que la tendance de la Commission est de suivre l'esprit contemporain favorable au débiteur.

Le projet actuel reproduit la règle proclamée par l'article français 1134 qui confère au contrat, quant aux parties contractantes, la même valeur qu'une loi : l'article 213, 1^{er} alinéa dit en effet : "Le contrat valablement formé tient lieu de loi à ceux qui l'ont fait. Il ne peut être révoqué, ni modifié que de leur consentement mutuel, ou pour des causes que la loi autorise." Mais à ce principe dont la force a amené la jurisprudence française à se départir du système adopté par l'ancien droit, enseigné par l'ancienne doctrine et même appliqué au début par la Cour de Cassation, le projet énumère plusieurs moyens permettant au juge la révision du contrat, soit pour cause de changement de circonstances survenu après la formation de l'acte, soit pour d'autres motifs. Je vais tâcher d'énumérer les cas dont s'agit, dans le seul but de montrer la

tendance humanitaire du législateur moderne envers le débiteur. Nous ferons, en passant, quelques observations qui sont le résultat de nos premières impressions.

PREMIER MOYEN.—Difficulté d'exécution.

Le second paragraphe du même article 213 consacre formellement la théorie de l'imprévision, et ce en accordant au juge le pouvoir d'atténuer la rigueur de l'exécution du contrat par l'effet du changement de circonstances. Voici ce que le paragraphe dit : "Toutefois, lorsque par suite d'événements exceptionnels et imprévisibles, l'exécution des obligations contractuelles, sans devenir impossible, devient excessive-ment onéreuse de façon à menacer le débiteur d'une perte exorbitante, le juge peut, si l'équité l'exige, et après avoir pris en considération les intérêts des deux parties, réduire dans une mesure raisonnable l'obligation devenue excessive."

SECOND MOYEN.—La bonne foi.

La thèse de la bonne foi a été une trouvaille pour la jurisprudence allemande après avoir recherché à la lumière de l'équité un point d'appui pour sauver les débiteurs d'une ruine imminente. C'est uniquement sur la bonne foi que les tribunaux allemands se sont attachés pour ériger la théorie de l'imprévision.

Le projet égyptien met ce moyen à la portée du débiteur pour discuter un contrat et le rendre ainsi susceptible de révision.

Voici ce que dit à ce sujet l'article 214 dans son premier paragraphe : "Le contrat doit être exécuté conformément à son contenu, d'une manière répondant aux exigences de la bonne foi et aux usages d'un commerce loyal."

Le Code Polonais, assez large dans l'application de la théorie de l'imprévision, fournit des exemples de cas permettant la révision du contrat. En voici la directive :

(1) La révision des contrats dans des cas particuliers dont il a énuméré quelques exemples pour en montrer au juge la nature ; (2) la bonne foi pour dire que la règle de droit ne suffit pas, mais il faut en plus que cette règle soit étayée d'une condition essentielle, la bonne foi. Voici la teneur de l'article polonais : "Lorsque, dit l'article 269, par suite d'événements exceptionnels tels que : guerre, épidémie, perte totale des récoltes et autres cataclysmes naturels, l'exécution de la prestation se heurte à des difficultés excessives ou menacerait l'une des parties d'une perte exorbitante, que les parties n'ont pas pu prévoir lors de la conclusion

du contrat, le Tribunal peut, s'il le juge nécessaire, d'après les principes de bonne foi et après avoir pris en considération les intérêts des deux parties, fixer le mode d'exécution, le montant de la prestation, ou même prononcer la résolution de la convention."

Le même article 214 du projet dans son second paragraphe parle de nouveau de l'équité pour la recherche des suites du contrat : ce n'est qu'une modalité de la révision relative, non seulement au contrat lui-même, mais à ses conséquences. "Il oblige, dit le reste de l'article, non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites de l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature."

TROISIÈME MOYEN.—Les contrats d'adhésion.

Il s'agit ici d'une heureuse innovation.

On sait que le contrat d'adhésion est celui où la situation des parties n'est pas égale : l'une d'elles se trouve forcée d'apposer sa signature au bas de conditions qu'elle ne discute pas et dont elle n'est pas à même de comprendre la portée.

De longues discussions se sont élevées au sujet de cette catégorie de contrats (2). Quelques auteurs sont même d'avis qu'on ne peut parler ici de contrat proprement dit (3).

L'article 217 du projet donne au juge la plus large latitude dans l'interprétation des contrats d'adhésion, jusqu'au point de ne pas tenir compte de quelques clauses qui pourraient lui paraître injustes. L'article en question dispose que "Lorsque le contrat se forme par adhésion, on peut tenir compte du fait que la partie adhérente, en se soumettant sans discussion à l'offre, a pu ne point remarquer quelques clauses léonines qui pourraient y être insérées."

"(2).—L'interprétation des clauses obscures d'un contrat d'adhésion ne doit point préjudicier à la partie adhérente."

QUATRIÈME MOYEN.—Responsabilité de non exécution.

L'article 302 du projet, contrairement à l'état actuel de nos codes (art. 181/123) a autorisé le juge à réviser l'évaluation des dommages-intérêts conventionnels. Il fait même de cette règle un principe d'ordre public : (1) "La peine stipulée n'est point encourue si le débiteur établit que le créancier n'a éprouvé aucun dommage."

(2) DUGUIV : *Traité de droit constitutionnel* T.I. p. 371.

(3) RIBERT : *Le style moral dans les obligations*. Nos. 53 et s.—PLANIOL, RIBERT et ESPIRIT T.I. No. 124.—SARRAUTRY RIV., *Contrats*, Nos. 283 et s.—JOSSELYN T. 2 Nos. 32 et s.

(2) " Elle peut être réduite par le juge toutes les fois que le débiteur justifie qu'elle est manifestement excessive ou que l'obligation principale a été exécutée en partie."

(3) " Est nulle toute convention contraire aux dispositions des deux paragraphes précédents."

Il y a lieu de signaler en même temps que l'article 303 permet au juge de réviser le contrat dans un sens favorable au créancier. Voici la teneur de l'article : " Quand le dommage dépasse le montant de la peine stipulée, le créancier ne peut réclamer une indemnité supérieure qu'en établissant un dol ou une faute grave à la charge du débiteur."

Il me paraît que l'excellent projet est favorable au système revisionniste. Le but est louable et on ne saurait trop l'approuver, mais en pareille matière, qu'on veuille bien me permettre de le dire, il vaudrait peut-être mieux délimiter d'une façon nette le champ d'application de la règle de la révision en égard aux intérêts des deux parties à la fois. Je m'en réfère pour l'appréciation de la portée de cette modeste observation aux membres éminents de la Commission lors de la révision du projet.

On pourrait soutenir que l'article 269 du Code Polonais, dont nous préconiserions l'adoption du texte, n'indique les cas qu'il cite qu'à titre d'exemple, laissant ainsi la porte largement ouverte à l'interprétation. Mais l'indication de quelques cas types n'est-elle pas utile pour guider la jurisprudence dans la voie de l'interprétation et lui faire comprendre la nature de ces cas exceptionnels et lui éviter l'embarras du choix des cas de nature à avoir un effet sur la structure du contrat — Je reviendrai tout à l'heure sur la même question.

CONCLUSION

Messieurs, des explications données vous pouvez constater que la tendance actuelle des législations diverses est favorable aux débiteurs. Partout on tente par tous les moyens d'éviter sa ruine.

La jurisprudence dans beaucoup de pays, s'est considérablement efforcée pour leur venir en aide. Mais si les dispositions ne permettent pas d'apporter au contrat correct dès le début et devenu à la suite d'une circonstance imprévue une charge préjudiciable pour l'une des parties.

Ici se présente indiscutablement un état chaotique fort embarrassant pour la jurisprudence. Le seul moyen pour éviter toute injustice

consiste dans l'intervention immédiate du législateur qui trace les règles objectives à suivre et la mission du juge ne saurait dépasser l'interprétation et l'application des dispositions légales.

Enfin il nous reste à dire un mot sur les deux systèmes qui peuvent être envisagés par le législateur. La révision doit-elle être autorisée par une loi dans des cas déterminés ou doit-elle être faite par le juge d'après une règle générale insérée dans un code ou dans une loi.

Jusqu'ici je n'ai formulé que des observations dictées par l'exposé que j'ai fait de l'état de la législation et de la jurisprudence soit en Egypte soit ailleurs.

Quant à mon opinion personnelle sur le principe même, je me borne à vous citer l'avis que j'ai émis au Congrès International de Paris en 1937 tel que je l'ai improvisé :

" Je voudrais me placer uniquement sur le terrain de l'intervention du juge. Les dispositions de la législation égyptienne sont exactement les mêmes que celles de la législation française sur cette question. L'intervention doit-elle être absolue, ou l'intervention doit-elle être faite dans des cas tout à fait exceptionnels ? A mon avis, une intervention absolue mettrait le contrat dans un état d'incertitude profonde. Les contrats sont d'ores et déjà exposés à être annulés par le dol, la fraude, la contrainte, l'erreur et même la lésion dans certains cas. Laissons les vivre dans cette atmosphère déjà chargée et ne les exposons pas à un péril plus grand, en permettant au juge de les réviser d'une façon absolue.

" On a parlé de contrats dont l'interprétation a été laissée au Tribunal. Mais cette interprétation laissée au Tribunal est contrôlée par la Cour de Cassation. Si on admet la révision du contrat, est-ce que la Cour de Cassation aurait encore ce contrôle ? Je ne le pense pas. Ce serait une interprétation de circonstances de fait que la Cour de Cassation ne saurait absolument pas contrôler.

" Alors, laissons le contrat déjà assez malade, exposé à tant de coups que je viens d'énumérer, mais tout simplement soumettons ce contrat à une révision dans des cas tout à fait exceptionnels. Je suis de l'avis de Monsieur le Rapporteur Général, c'est-à-dire que la révision ne doit pas être admise en principe. Dans quels cas cette révision peut-elle avoir lieu ? La pratique a démontré que cette révision peut avoir lieu dans des cas tout à fait exceptionnels, celui de la guerre qui se prolonge assez longtemps, celui de l'interruption des communications avec un pays où on devrait chercher la marchandise à fournir.

Ce sont des cas tout à fait exceptionnels que le législateur peut prévoir dans un texte spécial et que le juge peut appliquer le cas échéant.

"C'est ainsi que je me rallie à la thèse de tous ceux qui sont intervenus avant moi, à savoir que l'intervention ne doit pas être absolue, mais qu'elle doit se borner à des cas tout à fait exceptionnels que le législateur doit prévoir dans la loi. En dehors de ces cas exceptionnels, le juge doit appliquer la convention des parties."

Telle est l'opinion que j'ai trouvée de mon devoir de vous exposer et je me permets d'y ajouter qu'en déterminant avec autant que possible de précision le domaine d'application du principe de la révision, rien n'empêcherait le législateur d'autoriser celle-ci dans d'autres cas particuliers. Les Codes actuels ne l'accordent-ils pas dans le cas du salaire conventionnel du mandataire (art. 628/511) et le projet actuel ne le fait-il pas si bien dans le cas des dommages-intérêts fixés par le contrat ? (art. 302)

Voici Messieurs le compte des fruits que j'ai pu recueillir à l'occasion de la mission dont le Gouvernement a bien voulu me charger. Si vous trouvez dans la reddition de ce compte des lacunes ou des imperfections, je suis tout disposé à accueillir bien volontiers vos observations : "on apprend en faillant". La recherche de la vérité appartenant à tous, il incombe à chacun de nous d'y contribuer dans un esprit de solidarité parfaite et de confiance réciproque.

DR. ABDEL FATTAH EL-SAYED BEY.



COMPANY PROFITS IN EGYPT 1929-1939

BY

CHARLES ISSAWI

AND

FÉLIX ROSENFELD

The object of this note is to trace the course of the Trade Cycle in Egypt, as reflected in the annual variation of Company Profits during the last eleven years. For this purpose the net profits of the 65 following companies were grouped as in Table I:

5 Commercial Banks :

National Bank of Egypt ; Banque Misr ; Banque Belge et Internationale en Egypte ; Banca Commerciale Italiana per l'Egitto ; Banco Italo-Egiziano.

2 Mortgage Banks :

Crédit Foncier Egyptien ; Land Bank of Egypt.

21 Industrial Companies :

Alexandria Pressing Co ; Associated Cotton Ginners of Egypt Ltd. ; Compagnie Frigorifique d'Egypte ; Crown Brewery ; Anglo-Egyptian Oilfields, Ltd. ; Egyptian Salt & Soda Co., Ltd. ; Filature Nationale d'Egypte ; Kafr el Zayat Cotton Co., Ltd. ; Port Said Salt Association, Ltd. ; Société Anonyme des Bières Bomonti & Pyramides ; Société Anonyme de Nettoyage et Pressage de Coton ; Société Anonyme des Presses Libres Egyptiennes ; Société Egyptienne de Ciment Portland-Tourah ; Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte ; Société Générale de Pressage et de Dépôts, Société Financière et Industrielle d'Egypte ; Cairo Sand Bricks Co. ; Electricity & Ice Supply Co. ; Garbisch Ginning Co ; Sinai Mining Company, Ltd. ; Société Egyptienne d'Electricité.

4 Commercial & Insurance Companies :

Alexandria Insurance Co. ; National Insurance Co. of Egypt ; Egyptian Bonded Warehouses Co. Ltd. ; Société d'Avances Commerciales.

3 Hotel Companies :

Egyptian Hotels, Ltd. ; Grands Hôtels d'Egypte ; Upper Egypt Hotels Co. ;

11 Land Companies :

Egyptian Delta Land & Investment Co. Ltd. ; Société Anonyme du Wadi Kom Ombo ; Anglo-Belgian Co. of Egypt Ltd. ; Société Foncière du Domaine de Cheikh Fadel ; Union Foncière d'Egypte ; Aboukir Co. Ltd. ; New Egyptian Co. of Egypt, Ltd. ; Société Anonyme du Béhéra ; Anglo-Egyptian Land Allotment Co. ; Dakahlieh Land Co. ; Gharbieh Land Co. ;

11 Urban Companies :

Cairo Electric Railways & Heliopolis Oases Co. ; Gabbari Land Co. ; Société Anonyme des Immeubles d'Egypte ; Société Anonyme des Immeubles de l'Est ; Société Anonyme Immobilière des Terrains Guizeh et Rodah ; Société Egyptienne d'Entreprises Urbaines et Rurales ; Alexandria Central Building Co. ; Alexandria Exchange Co. ; Société Belgo-Egyptienne de l'Exbékieh ; Société des Biens de Rapport d'Egypte ; Société Egyptienne de la Bourse Commerciale de Minet el Bassal ;

2 Water Companies :

Société Anonyme des Eaux du Caire ; Alexandria Water Co. Ltd. ;

6 Transport Companies :

Egyptian Delta Light Railways Ltd. ; Société Anonyme des Tramways du Caire ; Société Anonyme des Tramways d'Alexandrie ; Alexandria & Ramleh Railway Co. , Ltd. ; Fayoum Light Railways Co. ; Société Anonyme des Chemins de Fer de Kénah-Assouan.

The 65 Companies have a combined paid-up capital of L.E. 31,775,000. This represents about ²three fifths of the total paid-up capital (L.E. 52,794,000) * of the 299 companies operating in Egypt on 31st December 1938, as given in the *Annuaire Statistique* for 1938-39. The result may therefore be considered as a very fair sample of Egyptian Company Profits.

Profits have in every case been referred to the calendar year in which most months of the company's financial year fall. Owing to the lack of uniformity in the presentation of the balance sheets of the different companies it has not been found possible to apply exactly the same definition of net profits to all the cases examined. Hence no attempt has been made to compare the profits of different groups or of different companies in the same group. As however the same definition of the net profits of each company was adhered to throughout the period under review it is perfectly legitimate to compare any one year's results with those of any other year.

Where balance sheets are given in Sterling the necessary conversions have been effected at the parity rate of £ 1 = P.T. 97.5. The profits of the three companies which give their returns in Belgian Francs have been converted at the rate of exchange ruling at the close of the financial year.

The general course of profits comes out clearly from Table I and the accompanying graph: a sharp fall from 1929 to 1931; a hesitant fall from 1931 to the trough of 1933; a slow rise, gaining in momentum, between 1933 and 1937; finally, the beginnings of a recession in 1938 abruptly cut short in 1939. Such figures as have been published for 1940 show, on the whole, a distinct increase over the previous level. The stability of the curve over the last nine years is so remarkable as to tempt the drawing of the conclusion that local industry has once more found its level after the 1929 crisis.

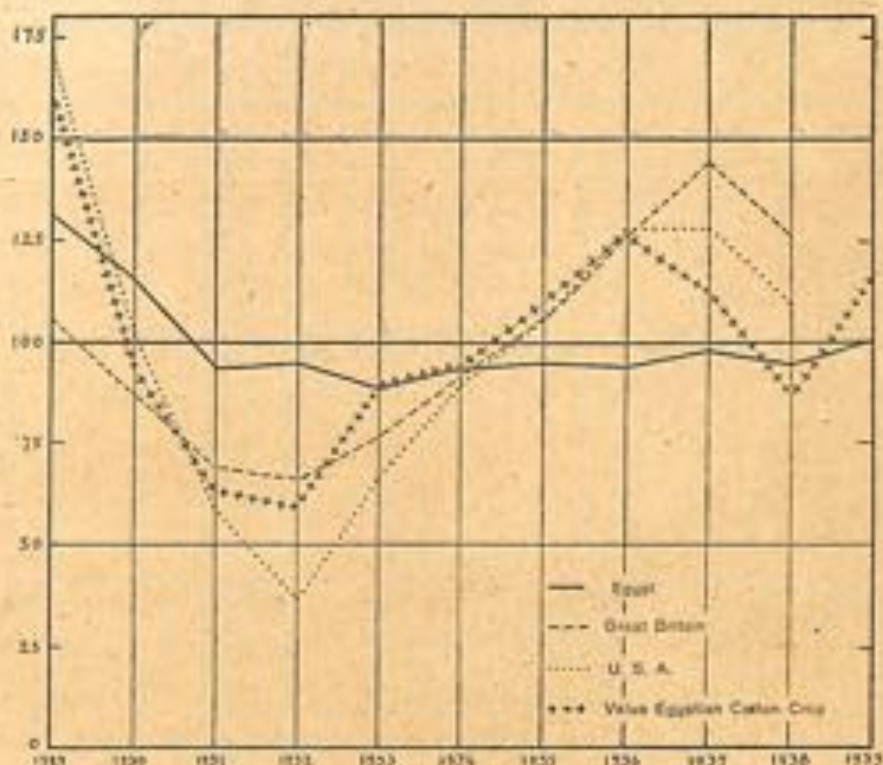
An Index of the Egyptian company profits, with the average of 1929-1938 as base, has been plotted on the accompanying graph. For purposes of comparison, company profits in Great Britain and the United States have been shown on the same graph, as also the value of the cotton crop (including seed). American company profits are so variable, ranging from a peak of \$ 8,084 million in 1929 to a deficit of \$ 5,375 million in 1932, that the best way of fitting them on to the other curves is to divide the deviations from the 1929-38 mean by ten.

* This figure does not include the capital of the Suez Canal Company.

TABLE 1.—Net Profits of 65 Egyptian Companies 1929-1940
(L.E. 000,000)

Group	Capital	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Commercial Banks...	5,413	887	779	649	624	583	636	580	624	615	616	—	—
Mortgage Banks ...	4,835	1003	1013	790	747	704	645	764	572	588	609	568	605
Industrial Companies ...	7,721	1157	896	604	787	739	928	889	984	1006	1030	1183	—
Commercial & Insurance Companies...	534	63	73	69	53	56	60	74	54	57	55	139	145
Hotel Companies...	731	100	52	22	54	37	58	7	54	75	30	6	66
Land Companies...	4,986	297	217	207	202	212	177	231	246	267	185	233	—
Urban Companies...	3,898	251	281	283	204	184	173	159	160	173	163	160	133
Water Companies...	1,037	414	439	416	457	460	461	462	467	474	532	543	513
Transport Companies ...	2,620	400	311	223	204	156	149	160	144	141	104	104	—
TOTAL ...	31,775	4562	4051	3298	3332	3131	3293	3326	3305	3424	3323	2916	—
Index Number (1929-38=100)...	—	130	116	94	95	89	94	95	94	98	95	102*	—

* Provisional—does not include Commercial Banks.



It will be seen that Egyptian company profits tend to move in the same direction as British and American profits, only in a very much slighter degree. The closeness of the correlation between the value of the cotton crop and British and American profits should be noticed as affording yet one more illustration of the dependence of cotton prices on world conditions.

Egyptian company profits reflect the variations in the value of the cotton crop, only in a very attenuated form. In fact the curve of profits looks like a smoothed moving average of the value of cotton. This illustrates the fact that, although it is the main cash crop and the most variable in price, cotton represents only about a third of the total value of agricultural production in Egypt and does not consequently exert as determining an influence on the rest of the Egyptian economy as is commonly believed.

Table III shows Indices of the movements of the different groups.

TABLE II. — INDICES OF COMPANY PROFITS IN EGYPT, GREAT BRITAIN, AND U.S.A. AND INDEX OF VALUE OF EGYPTIAN COTTON CROP. (1929-1938 = 100)

Year	Egypt	Great Britain (%)	United States (%)	Cotton Crop (%)
1929	130	106	796	162
1930	116	88	134	94
1931	94	69	-310	64
1932	95	66	-529	60
1933	89	77	-234	89
1934	94	92	16	95
1935	95	106	165	110
1936	94	126	384	127
1937	98	144	381	113
1938	95	127	197	87
1939	102 ^(*)	—	—	117

Commercial Banks.

As the main function of Egyptian Banks is to finance seasonal agricultural operations and foreign trade it is evident that their profits must closely follow the value of the cotton crop. The drop in 1935 is attributable to the Italo-Abyssinian war.

Mortgage Banks.

The general fall since 1930 is very striking and is the consequence of the sharp decline in agricultural prices together with the various Mortgage Debt settlements carried out at different times by the Government.

Industrial Companies.

The sharp decline between 1929 and 1931 was followed by a steady recovery, interrupted only in 1935, as prosperity returned to the country.

(*) Lord Stamp's index of Company Profits.

(*) Profits of all active business corporations in U.S.A. The graph represents the tenth of the deviation of these indices from the 1929-38 mean.

(*) Includes Cotton seed.

(*) Provisional—does not include Commercial Banks.

TABLE III.—INDEX OF PROFITS OF DIFFERENT GROUPS
(1929-1933 = 100).

Year	Commercial Banks	Mortgage Banks	Industrial Companies	Commercial and Insurance Companies	Hotel Companies	Land Companies	Urban Companies	Water Companies	Transport Companies	General Index
1929...	135	135	128	101	206	122	123	90	201	130
1930...	118	136	99	118	107	97	138	90	156	116
1931...	96	107	67	112	46	93	140	97	112	94
1932...	95	100	87	85	111	91	101	99	100	95
1933...	89	95	82	91	77	95	91	100	78	89
1934...	97	87	103	107	120	80	85	100	75	94
1935...	88	103	98	120	14	104	78	100	80	95
1936...	95	77	109	87	113	110	79	101	72	94
1937...	93	79	115	92	152	120	85	103	71	98
1938...	94	82	114	88	62	83	80	116	52	95
1939...	—	80	125	223	13	104	79	118	52	102*
1940...	—	81	—	233	138	—	65	111	—	—

* Provisional—does not include Commercial Banks.

Commercial & Insurance Companies.

This group suffered little during the crisis, owing to the extension of insurance business in Egypt. The sharp recovery in 1939 and 1940 occurred in the commercial companies.

Hotel Companies.

This group is very sensitive to world conditions, as it draws its clients mainly from abroad. The effects of the Italo-Abyssinian war and the tension of 1938-39 can be seen in the marked fall in receipts during 1935 and 1939.

Land Companies.

Profits of Land Companies follow very closely the fluctuations in the value of the cotton crop. The fall in 1934 is mainly due to the losses of one large company.

Urban Companies.

These register a continuous fall until 1935, after which the level remains steady.

Water Companies.

These show an uninterrupted rise until 1940, reflecting the increase in urban population and the extension of urban amenities.

Transport Companies.

The fall in this group is proportionately heavier than in any other group except Hotels, continuing uninterrupted until 1939. It is mainly attributable to the competition of motor transport and finds a counterpart in most countries.

In conclusion.

The most striking feature of this analysis is the very great stability of Egyptian business activity compared with, say, that of Great Britain—not to speak of America.

The higher levels of 1940 are undoubtedly connected with the war and may be expected to maintain themselves as long as present conditions remain unchanged.

CHARLES ISSAWI.
FÉLIX ROSENFELD.

STATISTIQUE ARTISANALE

PAR

A. FOURNET

Dans notre livre "L'Artisanat Egyptien" qui paraîtra incessamment nous nous sommes efforcé de mettre en lumière la nécessité d'une rénovation des métiers en Egypte. A la manière de Le Play nous avons fait une enquête qui nous a permis d'écrire des monographies d'artisans répartis dans diverses régions du pays.

Nous recherchons ici si la méthode statistique peut compléter les enseignements de l'histoire et de l'observation, développés ailleurs, pour mettre en lumière les réflexes utiles à l'artisanat.

- Graphiques I.—L'atelier doit être réorganisé mais doit rester petit.
" II.—Le travail doit être fait en famille.
" III.—Instruction, vêtement, habitation, nourriture.
" IV.—Fiscalité artisanale.
" V.—Budget de l'artisan médian.
" VI.—Consommation (tableau).
" VII.—Histogramme de la consommation.

Les artisans-types étudiés.

Numéro
d'ordre

Artisan étudié

- 1.—Le menuisier du Dahar.
- 2.—Le repasseur de Sakakiri.
- 3.—Le forgeron de Fagala.
- 4.—Le menuisier de Tanta.
- 5.—Le charpentier-menuisier de Qéna.
- 6.—Le portier de Qéna.

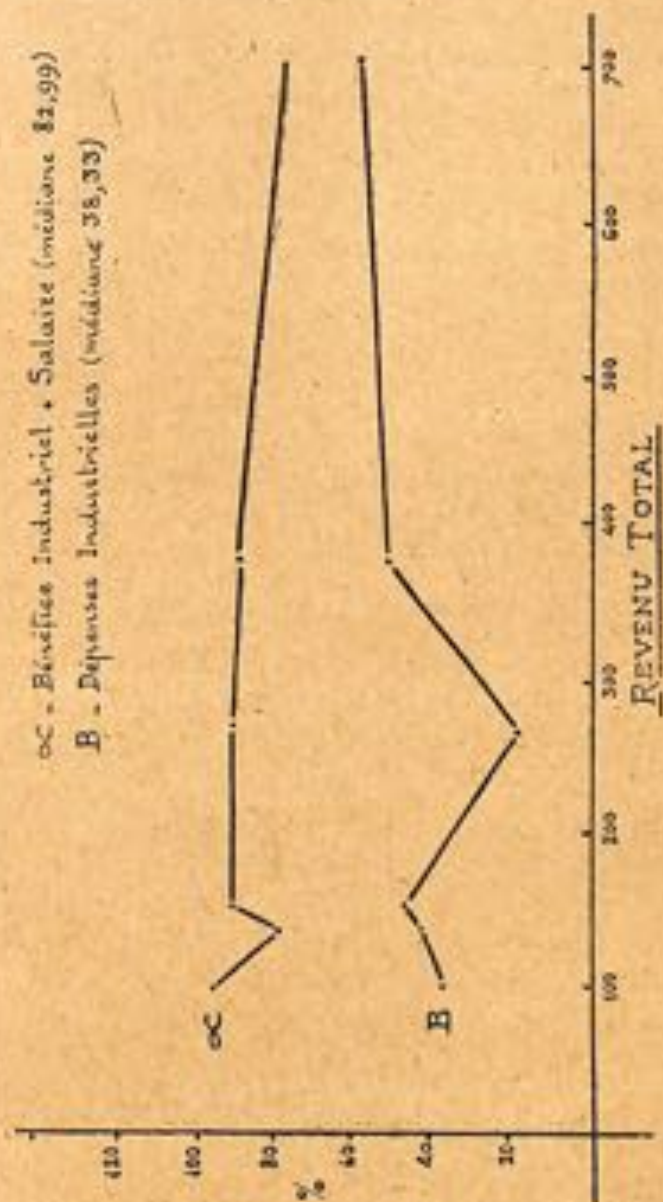
BUDGETS ARTISANAUX — (Classement par revenus décroissants)

Numero d'ordre	Dépenses				Revenus				Bénéfices				
	Dépenses pour l'industrie	Instruction	Vêtements	Habitation	Nourriture	Épargne	Revenus	Revenus des propriétés	Salaires de la famille	Bénéfices industriels	Valeur des propriétés	Nombre de personnes de famille	Emploi Programa
(A)													
1	397.13	5.45	6.72	78.6	158.53	51.10	697	171.9	159.2	366	233.0	0	9.9
2	184.02	18	7	48.9	80.58	39.5	399	39	75.25	251.75	666.05	0	4.8
3	44	56	9	50.5	102.18	27.47	299	20.4	48.25	200	432	0	2
4	68	12.3	4	7.1	42.36	14.66	148	13.6	48.25	85.9	235	0	0
5	60	2.5	4.50	12.43	47.57	14.53	141	27.85	48.25	65	480	0	0
6	36.50	7.4	3.50	9	40.62	19.27	107	2.47	53.25	51.1	40.0	0	0
médiane*	55	24	6	18	72	39	298	17	48	142	323	0	1
(B)							Indice	%	%	%	%	%	%
1	56.97	0.28	0.96	11.27	22.74	7.31	100	24.09	22.84	52.51	333	—	1.42
2	60	4.87	1.89	13.25	21.83	8.26	100	10.66	21.21	68.22	164	—	1.20
3	16.25	29.81	3.34	11.23	14.12	10.21	100	7.88	17.93	74.34	160	—	0.74
4	45.94	8.44	2.79	6.79	28.77	9.69	100	9.18	22.69	58.94	158	—	0
5	42.55	1.77	3.19	8.42	33.73	10.36	100	19.75	34.21	46.99	347	—	0
6	34.11	6.91	3.27	8.41	27.69	9.69	100	2.20	49.78	47.72	37	—	0
médiane	26.44	15.34	2.87	8.65	24.61	9.61	100	8.17	23.67	68.26	160.69	—	0.48

GRAPHIQUE I

∞ - Bénéfice Industriel + Salaire (médiane 82,99)

B - Dépenses Industrielles (médiane 38,33)



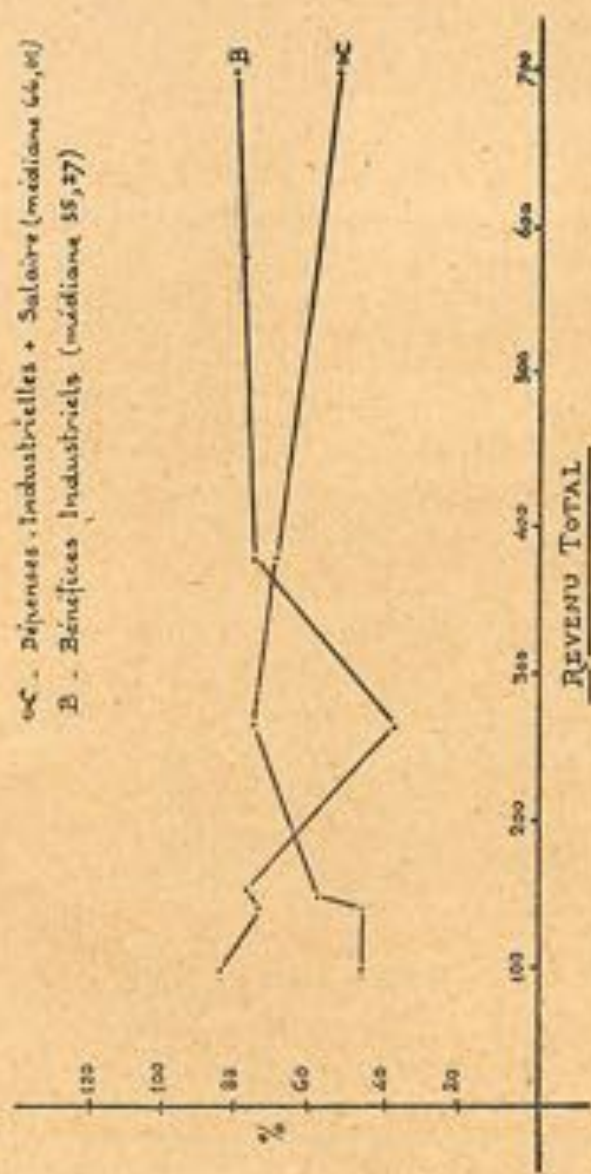
1^{er} CAS : *Le père et les enfants travaillent dans l'atelier.*

α est toujours supérieure à B (différence des médianes : 44,66).
Les deux courbes tendent à se rapprocher au fur et à mesure que l'entreprise grandit.

CONCLUSIONS :

1. *L'atelier artisanal doit toujours rester de petite importance puisque le pourcentage de bénéfice à partir d'un certain degré d'extension tend à la baisse.*
2. *Il convient d'améliorer le rendement :*
 - (1) en aidant le perfectionnement de l'atelier sans augmenter le nombre d'ouvriers, pour cela le crédit à long terme doit être organisé en faveur de l'artisan.
 - (2) en éduquant l'artisan par un enseignement professionnel approprié.
 - (3) en diminuant les dépenses industrielles par l'organisation de l'approvisionnement et du crédit à court terme.

GRAPHIQUE II



2400 Cas : *Le travail est fait par des ouvriers non de la famille.*

CC est toujours plus basse que B (sauf une fois qui semble une anomalie) la différence des médianes est de 10,74 pour cent.

CONCLUSION :

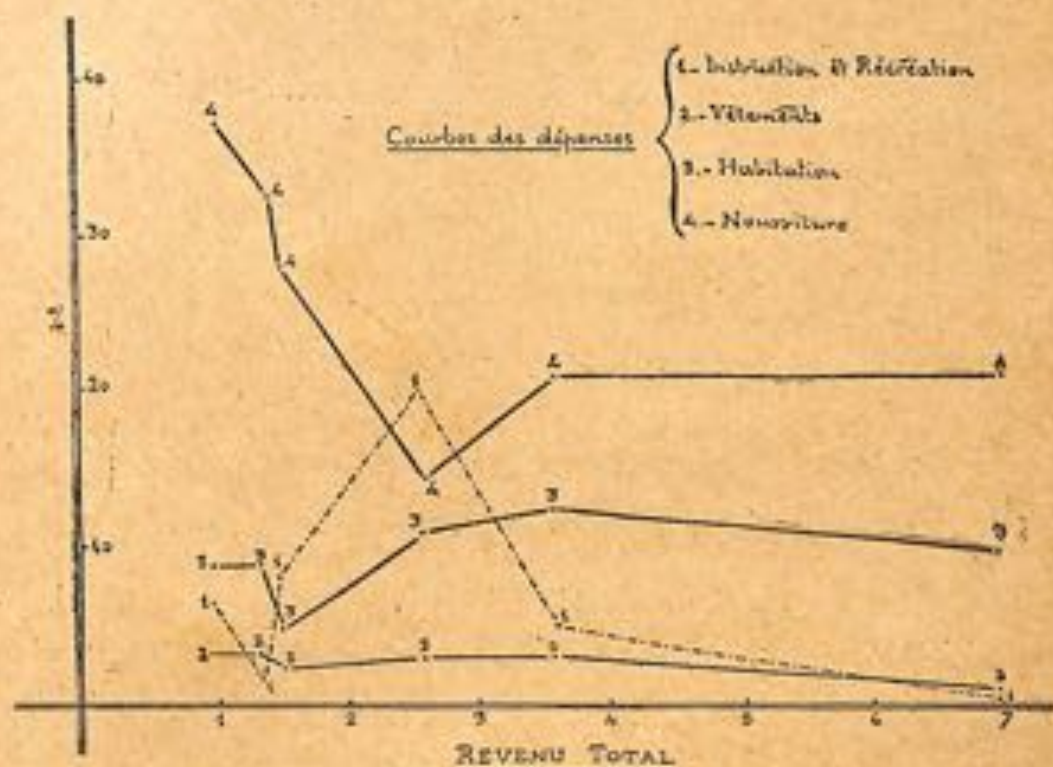
L'atelier artisanal doit employer des membres de la famille. Sans cela il ne peut que végéter car le plus souvent les dépenses dépassent le profit.

Il convient de pousser les enfants à apprendre le métier de leur père :

- (1) en organisant l'apprentissage dans l'atelier.
- (2) et l'enseignement professionnel sans déraciner l'enfant.

GRAPHIQUE III

Instruction, Vêtements



COURBE No. 1 : *Grosse dépense pour l'Instruction* (médiane 11,78 %).

Celui qui veut instruire ses enfants dépense beaucoup trop, l'Instruction semble souvent négligée.

CONCLUSION :

Il faudrait adopter l'enseignement gratuit et obligatoire, tant général que technique.

COURBE No. 2 : *Faible dépense pour le vêtement* (médiane 2,94 %).

Cela est dû à la douceur du climat et non à l'indigence.

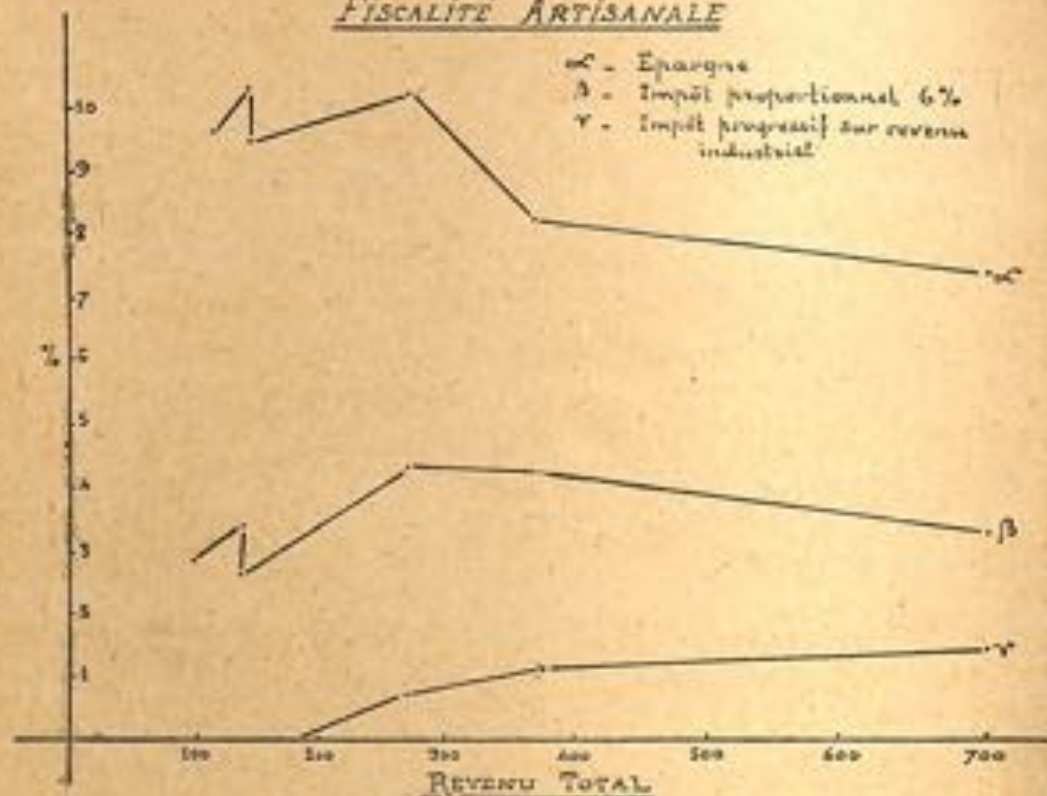
COURBE No. 3 : *Habitation* (médiane 10,01 %).

Cette dépense est un peu faible, il y a un effort à fournir pour améliorer le logement artisanal.

COURBE No. 4 : *Nourriture* (médiane 25,75 %).

Cette moyenne est satisfaisante car le climat n'oblige pas à absorber une nourriture si riche que dans les pays froids.

GRAPHIQUE IV

FISCALITÉ ARTISANALE

1 COURBE a : *Epargne* (médiane 9,54).

- (1) plus l'entreprise artisanale grandit plus son pourcentage d'épargne diminue.
Il y a donc une limite à ne pas dépasser dans l'agrandissement de l'atelier.
- (2) l'épargne assez faible permet l'amortissement des outils mais non une modernisation dispendieuse ; le crédit à long terme est nécessaire pour faire une rénovation des métiers

2 COURBE b : *Impôt proportionnel 6 %*.

Un tel impôt pourtant assez léger, drainerait à peu près la moitié de l'épargne artisanale, c'est dire que l'artisan doit bénéficier de faveur fiscale.

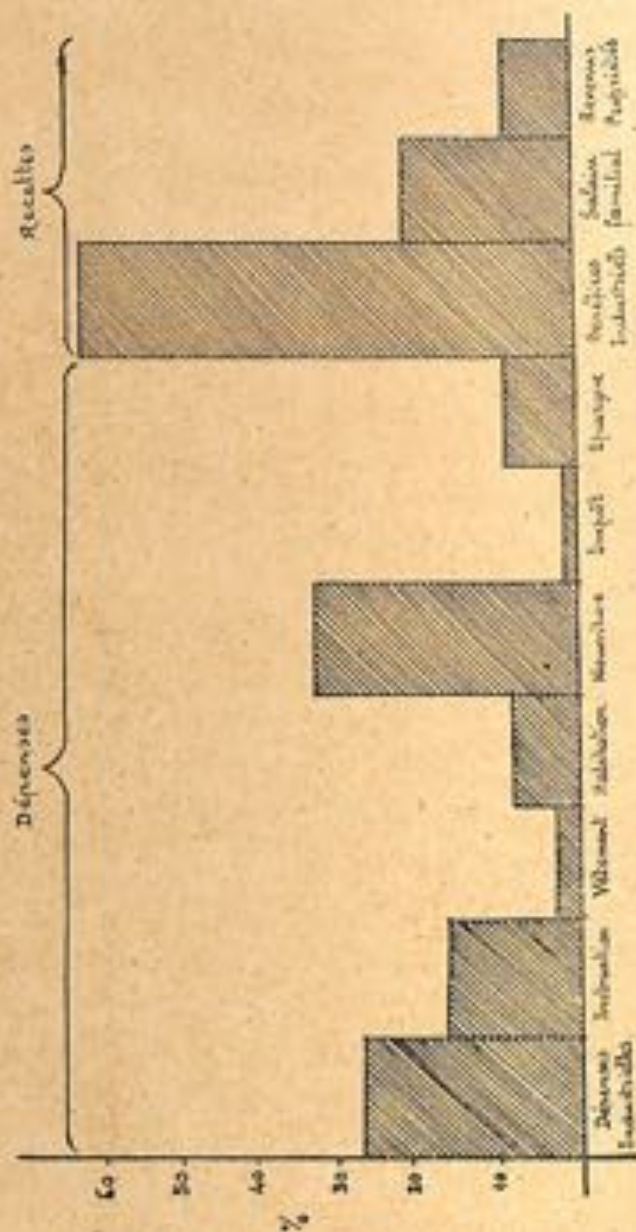
3.—COURBE c: *Impôt progressif* (médiane 0,48 pour cent)

L'impôt le mieux adapté à l'artisanat égyptien semble être un impôt progressif ainsi établi :

Exemption à la base...	...	100
2 ^e centaine		2 %
3 ^e ..		4
4 ^e ..		6
5 ^e ..		8
6 ^e ..		10
7 ^e ..		12
8 ^e .. et plus		14

(2) L'artisan médian paierait 0,48 pour cent de ses rentrées ce qui n'est pas exagéré.

(2) Les gros ateliers mal organisés seraient éliminés du marché, ce qui aurait l'avantage de revaloriser les petites entreprises.

MislogrammeBUDGET DE L'ARTISAN EGYPTIEN

(L'impôt progressif y figure.)

CONSUMMATION VI

	Pommes de terre	Corps gras	Laillages	Kgc. Viandes	Légumes fruits	Condiments	Vin-bière	Nombre de personnes
1	2297 282	218 64	713 89	706 88	1559 133	925 40	— —	8 1
2	1287 214	89 14	266 61	259 58	200 22	242 40	— —	6 1
3	1976 219	100 11	409 45	489 58	1161 129	272 30	— —	6 1
4	804 134	74 12	42 7	165 27	286 131	125 21	— —	6 1
5	1542 257	6 1	83 13	148 24	426 71	90 15	— —	6 1
6	800 133	16 2	88 14	212 38	462 82	94 15	— —	8 1
Totaux	8706	368	1201	2081	3115	1148	—	44
Moyenne	197	8	29	47	116	26	—	1
Médiane	165	11	26	40	120	25	—	1

HISTOGRAMME



QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR L'EXPLORATION ET L'UTILISATION DES DÉSERTS (suite) ¹

PAR

H. LOWY, DR. PHIL.

XIX

Quand je commençais mes expériences à *Friedrichshafen* (au Lac de Constance), un ingénieur de la *Société Zeppelin* me disait : " Vous vous trouvez ici à un lieu où le mot " impossible " n'existe pas. " Il n'y a pas beaucoup de tels lieux, mais *Friedrichshafen*, à ce temps, était vraiment un de ce nombre. Les difficultés énormes, qu'il fallait surpasser dans la construction et navigation de grands dirigeables, ont créé à *Friedrichshafen* une atmosphère d'un optimisme technique qui était favorable à chaque suggestion concernant le développement ou l'utilisation de dirigeables. En 1919, j'ai fait une telle suggestion qui a réussi d'attirer l'attention de *Dr. Eckener*.

Il s'agit du problème suivant : Si l'on veut explorer systématiquement un grand désert avec la méthode électrodynamique, il faudrait transporter les instruments, aussi vite que possible, d'un lieu à l'autre. On pourrait penser d'utiliser à cet effet des avions. Mais là s'élève une difficulté : On ne peut pas risquer d'atterrir quelque part au milieu d'un désert. Il faudrait faire la mesure en plein vol. Faire la mesure en plein vol, c'est en quoi consiste l'idée de la *prospection électro-aéronautique du sous-sol*.

D'abord j'ai cru que, pour faire cette sorte de prospection, il serait nécessaire de voler très près de la surface et d'utiliser une régulation automatique de la distance du sol. J'ai donc commencé mon travail avec une analyse mathématique du régulateur de *Josef Popper-Lynkeus* (44).

(1) Voir "Égypte Contemporaine" vol XXXI, pp. 535 à 545 et pp. 297 à 310.

XX

Josef Popper-Lynkeus est un des précurseurs de l'aviation (45). En 1888 il a publié le premier traité d'aviation, du point de vue de la mécanique rationnelle (46). Il était ingénieur de profession. Mais on peut dire de lui qu'il s'occupait la plus grande partie de sa vie des "éléments réels qui déterminent la prospérité et le déclin de la vie humaine". Pour lui, ces éléments réels étaient, en premier lieu : la question sociale et le problème de guerre. Il a donné la solution de ces problèmes dans son livre : "*Le droit de vivre et le devoir de mourir*" (47). Pour *Eisleria*, "Popper-Lynkeus personnifiait la conscience d'une génération" (48). Par contre, *Lénine* (49), dans son livre contre *Ernst Mach*, a reproché à ce philosophe, de préférer le socialisme de Popper-Lynkeus à celui de Marx, et d'avoir écrit, en 1905, qu'il pourrait résulter de certaines doctrines de Marx "un esclavage encore plus général et oppressif que dans un régime absolu" (50). C'est ainsi que finalement échoua le plus grand effort de l'histoire concernant la réalisation du socialisme.

XXI

Dans les déserts, la question sociale est, au fond, une question d'eau. Les crises économiques sont les famines des années de sécheresse. Dans le Sahara Central éclata, en 1685, une guerre qui, dans les chroniques de l'Aïr et du Bornou, porte le nom de "guerre de la famine." (51) Ce n'est pour sûr pas la seule de ce genre. Les peuples du désert, pour résoudre leur problème social, font la guerre ou ne font rien du tout.

Sindbad, le Portefaix, s'arrêtant devant la maison de Sindbad, le Marin, s'écria : "Gloire à Toi, Seigneur Créateur et Donateur ! Tu fais tes donations à qui te plaît, sans calcul ! O mon Dieu ! si je crie vers toi, ce n'est point pour te demander compte de tes actes ou pour te questionner sur ta justice et ta volonté, car la créature n'a point à interroger son maître tout-puissant ! Mais simplement, je constate. Gloire à Toi ! Tu enrichis ou tu appauvris, selon tes désirs, et c'est toujours logique, bien que nous ne puissions comprendre ! Ainsi, voilà le maître de cette riche maison. Il est heureux aux extrêmes limites de la félicité ! alors que d'autres, moi par exemple, sont aux limites extrêmes de la fatigue et de la misère !" C'est de cette façon qu'un habitant de Bagdad discute la question sociale. Il constate : c'est tout.

Cette résignation séculaire a été précédée d'un effort qui a transformé des déserts en terre cultivable. C'est de cette époque que Sir William Wilcocks cite le mot de la Bible, "qu'il y avait des géants sur terre à ce temps." Et il ajoute : "Ménès en Egypte, Merochach en Babylone, et Bhagisath en Bengale étaient de véritables géants. Ils imaginaient et exécutaient des œuvres qui répandaient de la prospérité sur des millions et des millions de leur race" (52).

En Orient, la renaissance de l'optimisme technique, endormi depuis plus de 4000 ans, est liée, pour toujours, au nom de William Wilcocks. C'est lui qui a reconstruit l'ancien réservoir des grands Pharaons de la 12^{ème} dynastie et qui a entrepris la reconstruction du réservoir des anciens rois de Babylone. C'est à lui que l'Egypte moderne est "redevable d'une partie de sa prospérité." (53) Il a dit de lui-même : "I am an optimist of the optimists."

Tandis que l'irrigation des déserts dans le voisinage des grands fleuves était l'œuvre de géants, l'irrigation dans l'intérieur du désert est due—d'après le mot de E.F. Gautier—au travail d'une "taupe humaine." Concernant les sautements d'eau sur la périphérie du Tademaït (dans le Sahara Algérien) nous lisons : "Ces sautements pourtant ne suffisent à l'irrigation qu'à la condition de les aider, de les dégorgier. Il a fallu que l'homme intervienne en captant les sources. Il l'a fait au moyen de foggaras. Ces galeries souterraines de captage sont pour le pays un travail aussi prodigieux en leur genre que les puits artésiens. Elles sont assez spacieuses pour qu'un petit homme à la rigueur puisse y circuler d'un bout à l'autre ; leurs têtes atteignent en certains points une profondeur de 60 à 70 mètres au-dessous de la surface ; sur toute leur longueur, de distance en distance, elles sont jalonées de puits d'aération, dont les orifices avec leur bouchet de terres rejetées font un paysage de taupinières ; le développement total de ces galeries est incalculable ; pour une seule oasis déterminée, celle de Tamentit, par exemple, il peut atteindre une quarantaine de kilomètres. Autour d'une oasis quelconque, dans un rayon de plusieurs kilomètres, tout le sol est miné ; on y circule avec précaution. C'est un travail comparable par son importance à celui d'un métropolitain de grande ville." Et Gautier ajoute, concernant le constructeur des foggaras : "L'ouvrier n'a guère que son corps et ses mains nues ; il supplée à l'indigence de l'outillage par une ingéniosité instinctive et un acharnement animal ; c'est une taupe humaine". (54 p. 199).

XXII

Le pessimisme concernant la question de l'eau dans les déserts est basé sur un calcul météorologique : La quantité de pluies étant très petite, l'évaporation par contre très grande, il ne reste qu'une quantité minime d'eau pour l'infiltration dans le sol.

Ce bilan, généralement approuvé, contient une lacune, sur laquelle je voudrais attirer l'attention de ceux qui s'intéressent à l'utilisation des déserts. D'après mon avis, on n'a pas suffisamment spécifié les quotes-parts d'évaporation pendant et après l'infiltration dans le sol. Je veux montrer comment on peut, en appliquant la théorie d'évaporation de Stefan, compléter le bilan météorologique.

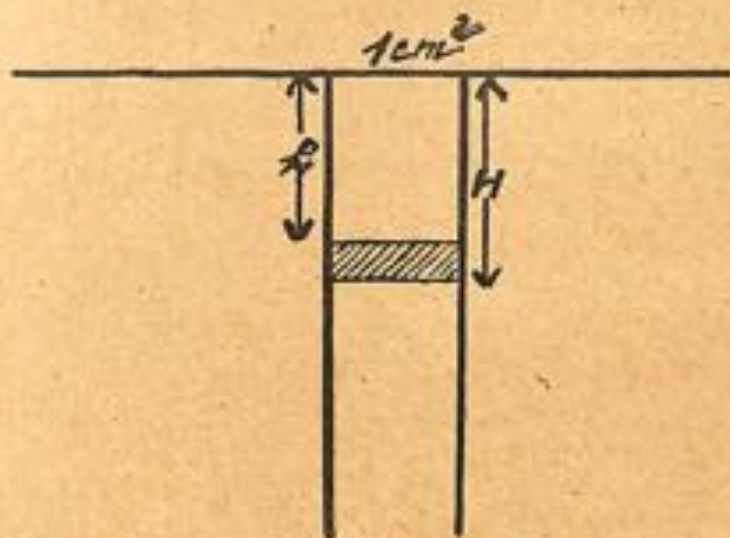
En 1874, *J. Stefan* (55) a établi la loi que la vitesse d'évaporation d'un liquide, contenu dans un tube, est inversement proportionnelle à la profondeur h du niveau (fig. 1)



Fig. 1.

et indépendante de la section du tube. Je suppose que le sol perméable constitue un système de tubes, et qu'on peut appliquer la théorie de Stefan à l'eau d'infiltration.

Nous considérons une colonne verticale du sol dont la section est 1 cm^2 . Nous supposons que l'eau d'infiltration, provenant d'une certaine averse, se trouve au temps t dans une couche entre les profondeurs h et H (fig. 2). L'épaisseur de cette



colonne d'eau au temps t sera $D = H - h$. La variation du niveau h avec le temps t est due à 2 causes :

1. à l'évaporation,
2. à l'infiltration.

Je pose :

$$(1) \quad \frac{dh}{dt} = \frac{dh_1}{dt} + \frac{dh_2}{dt}$$

Cette équation exprime l'addition des vitesses : La vitesse d'évaporation $\frac{dh_1}{dt}$ se superpose simplement à la vitesse d'infiltration $\frac{dh_2}{dt}$.

La vitesse d'évaporation est d'après Stefan :

$$(2) \quad \frac{dh_2}{dt} = \frac{C}{h}$$

où C représente une constante caractéristique du liquide.

Quant à l'infiltration, je la considère, comme la chute d'une masse liquide dans un tube étroit ; et je trouve, par un raisonnement analogue à celui qui conduit à l'équation de Poiseuille (56), que le volume d'eau Q , qui passe sous l'action de la gravitation, dans 1 sec par une section du tube, est égal à

$$(3) \quad Q = \frac{\pi r^4 \rho g}{8 \mu}$$

où r est le rayon du tube, $\rho = 1$ la densité de l'eau, $g = 980$ cm./sec² l'accélération de la gravitation et μ le coefficient de viscosité. La vitesse moyenne de l'infiltration, définie par la relation :

$$Q = r^2 \frac{dh_2}{dt},$$

est donc :

$$(4) \quad \frac{dh_2}{dt} = \frac{r^2 \rho g}{8 \mu} = K.$$

En substituant (2) et (4) dans l'équation différentielle (1), on obtient comme intégral de cette équation :

$$(5) \quad t = \frac{h}{K} - \frac{C}{K^2} \log \left(1 + \frac{Kh}{C} \right),$$

si l'on suppose que $h = 0$ pour $t = 0$.

A la surface inférieure de la colonne d'eau, l'évaporation est négligeable, c'est-à-dire,

$$(6) \quad \frac{dH}{dt} = K.$$

Si D_0 signifie la hauteur initiale de la colonne, on a :

$$(7) \quad H = Kt + D_0.$$

En éliminant t de (7) et (5), on obtient la hauteur D de la colonne d'eau au temps t :

$$(8) \quad D = H - h = D_0 - \frac{C}{K} \log \left(1 + \frac{Kh}{C} \right).$$

Équation (8) donne la diminution $D_0 - D$ avec la profondeur h d'une colonne d'eau, s'infiltrant dans le sol avec la vitesse K .

Quand l'eau d'infiltration est arrêtée par une couche imperméable, le niveau de l'eau ne peut varier qu'à cause de l'évaporation et d'une nouvelle infiltration provenant de pluies ultérieures. La variation du niveau à cause des pluies est :

$$(9) \quad \frac{dh_1}{dt} = -J,$$

où J signifie la quantité annuelle des pluies (en cm), divisée par $3 \cdot 10^7$ (le nombre correspondant de secondes).

L'addition des vitesses donne :

$$(10) \quad \frac{dh}{dt} = \frac{C}{h} - J.$$

La solution est :

$$(11) \quad t = \frac{h_0 - h}{J} - \frac{C}{J^2} \log \frac{C - h J}{C - h_0 J}.$$

h_0 signifie la profondeur du niveau supérieur de l'eau infiltrée au moment $t = 0$ où elle est arrêtée par une couche imperméable. À partir de ce moment, on peut utiliser formule (11) pour calculer le temps t , dans lequel le niveau de l'eau aura subi une élévation $h_0 - h$.

Pour déterminer la quantité d'eau W qui correspond à un certain temps d'accumulation t , il faut établir une relation entre W et h . Soit P la porosité du sol, F sa surface. Le produit $P \cdot F$ représente ce que je propose d'appeler la "surface effective," c'est-à-dire, la partie de la surface occupée par les pores. Nous obtenons :

$$(12) \quad W = (h_0 - h) PF.$$

Pour appliquer les résultats, contenus dans les formules (8) et (11), il faut connaître les valeurs des trois constantes J , K , C .

La moyenne annuelle des pluies dans un désert est à peu près 3 cm., c'est-à-dire :

$$J = 10^{-7} \text{ cm./sec.}$$

La constante K est dans les terrains perméables de l'ordre de grandeur :

$$K = 10^{-1} \text{ cm./sec.}$$

La constante d'évaporation est d'après Stefan (55) :

$$(13) \quad C = \lambda \frac{d_1}{s_1} \log \frac{p}{p - p_1}.$$

λ signifie le coefficient de diffusion de la vapeur d'eau à travers l'air, d_1 la densité de la vapeur d'eau à 0° C et 760 mm. Hg, s_1 la densité du liquide, p la pression atmosphérique et p_1 la pression de la vapeur saturée.

La densité de la vapeur d'eau dans l'état normal est par rapport à l'air égale à 0,6218. Par rapport à l'eau, qui est 773 fois plus dense que l'air, elle est $d_1 = 0,6218/773 = 8,0 \cdot 10^{-4}$. Nous posons :

$$\frac{d_1}{s_1} = 8,0 \cdot 10^{-4}.$$

$$\lambda = 0,282 \text{ cm}^2/\text{sec} \text{ (à } 15^\circ \text{ C).}$$

$$p_1 = 13 \text{ mm (à } 15^\circ \text{ C).}$$

$$p = 760 \text{ mm.}$$

et obtenons :

$$C = 4 \cdot 10^{-4} \text{ cm}^2/\text{sec.}$$

Utilisant les valeurs indiquées de C, K, J on peut déduire des équations (8) et (11) les résultats suivants :

I.—*La diminution de l'eau pendant l'infiltration est négligeable.*

II.—*L'augmentation de l'eau après son arrêt par une couche imperméable peut atteindre des valeurs considérables.*

Pour prouver le résultat I, nous choisissons pour λ dans formule (8) une valeur extrêmement grande, à savoir, plus grande que les profondeurs qui nous pourraient intéresser du point de vue pratique, par exemple : $h = 3000 \text{ m.}$ En ce cas, la diminution de la colonne d'eau est :

$$D_0 - D = 9 \cdot 10^{-4} \text{ cm.}$$

La diminution est donc négligeable dans tous les cas ($h \leq 3000 \text{ m.}$).

Equation (8) est l'expression quantitative de l'observation de *Georges Rolland*, que les pluies qui tombent sur les dunes, sont aussitôt absorbées et s'y trouvent des lors à l'abri de l'évaporation. (5, page 226).

Quant à l'équation (11), nous distinguons (1) le cas que l'évaporation est très grande par rapport aux infiltrations ($C \gg J$) et (2) le cas inverse ($J \gg C$).

Si $C \gg J$, on développe $\log \frac{C - hJ}{C - h_0J}$ en série suivant les puissances de $\frac{hJ}{C}$ et $\frac{h_0J}{C}$. De cette façon on trouve que t est négatif pour $h < h_0$, c'est-à-dire une accumulation d'eau est impossible dans ce cas.

Si $J \gg C$, l'équation (11) se réduit à :

$$(14) \quad t = \frac{h_0 - h}{J}.$$

Dans les déserts, C et J sont à peu près du même ordre de grandeur. Une simple considération montre cependant, que aussi dans ce cas l'équation (11) se réduit à (14) pour toutes les valeurs de h et h_0 , qui ont un intérêt pratique. Du fait que l'argument du logarithme est nécessairement positif, il résulte que h et h_0 sont, tous les deux, ou plus grands ou plus petits que C/J . Dans le cas ($h < C/J$, $h_0 < C/J$), la couche imperméable se trouve dans une profondeur plus petite que 40 cm. Il ne s'agit donc, dans ce cas, que de très petites accumulations d'eau en proximité de la surface. Par contre, dans le cas qui nous intéresse en premier lieu, le cas des grandes accumulations ($h > C/J$, $h_0 > C/J$), le logarithme

$$(15) \quad \log \frac{C - Jh}{C - Jh_0} = \log \frac{h - C/J}{h_0 - C/J} = f(h, h_0),$$

est une fonction monotone croissante en h et monotone décroissante en h_0 , que nous désignons par $f(h, h_0)$. Quant à l'expression

$$(16) \quad \frac{h_0 - h}{J} = F(h, h_0),$$

c'est une fonction monotone décroissante en h et monotone croissante en h_0 .

Au commencement ($t = 0$), la hauteur de la colonne d'eau infiltrée est zéro. Par conséquent : $h_0 = H_0$. La grandeur h_0 est donc égale à la profondeur de la couche imperméable.

Dans les déserts de sable, la profondeur de la couche imperméable est égale ou plus grande que l'altitude moyenne des dunes A :

$$(17) \quad h_0 \geq A.$$

Cette altitude moyenne étant environ $A = 30$ m. tandis que $C/J = 40$ cm. on reconnaît que la condition $h_0 > C/J$ est satisfaite.

Quant à la profondeur du niveau h , elle est comprise dans l'intervalle

$$(18) \quad C/J < h \leq B,$$

si B est la valeur maximale de h .

Pour prouver que l'équation (11) se réduit à (14) dans les intervalles (17) et (18), nous démontrons que la valeur absolue maximale de $f(h, h_0)$, multipliée par C/J^2 , est négligeable par rapport à la valeur absolue minimale de $F(h, h_0)$ dans ce domaine. De l'inégalité

$$(19) \quad \left| \frac{C}{J^2} \cdot f_{\max}(h, h_0) \right| \ll \left| F_{\min}(h, h_0) \right|$$

nous pourrions conclure que, dans tout le domaine,

$$(20) \quad \left| \frac{C}{J^2} \cdot f(h, h_0) \right| \ll \left| F(h, h_0) \right|$$

Étant donné que les fonctions $f(h, h_0)$ et $F(h, h_0)$ sont monotones, leur valeurs extrêmes seront situées aux limites des intervalles (17) et (18).

Nous obtenons ainsi :

$$(21) \quad F(h, h_0) = \min. \text{ pour } \begin{cases} h_0 = A \\ h = B \end{cases}$$

et

$$(22) \quad f(h, h_0) = \max. \text{ pour } \begin{cases} h_0 = A \\ h = B \end{cases}$$

$F_{\min}$ se trouve à la même place du domaine (h, h_0) comme $f_{\max}$.

La valeur de A étant donnée, il ne reste qu'à choisir pour B une valeur telle, que notre domaine comprend toutes les grandes accumulations d'eau. Nous supposons que l'épaisseur de la couche aquifère ne soit pas plus petite que a , c'est-à-dire, que

$$h_0 - h \geq a.$$

Pour satisfaire à cette condition, il suffit, d'après (17) et (18), que

$$A - B = a.$$

Pour une épaisseur minimale de la couche aquifère égale à 1 m, nous obtenons les valeurs :

$$(21) \quad \begin{cases} A = 3 \cdot 10^8 \text{ cm.} \\ B = 2,9 \cdot 10^8 \text{ cm.} \end{cases}$$

et

$$(24) \quad \begin{cases} F_{\min.} = 10^8 \text{ sec.} \\ \frac{C}{J^2} f_{\max.} = 1,4 \cdot 10^7 \text{ sec.} \end{cases}$$

On peut donc réduire équation (11) à (14) et on obtient, en combinant cette dernière équation avec (12) une formule, qui permet d'évaluer la quantité disponible de l'eau souterraine des déserts :

$$(25) \quad \frac{W}{t} = JPF.$$

En exprimant F en m^2 et J en m par ans, on obtient la quantité d'eau annuellement disponible en m^3 .

F représente la surface perméable des déserts. Cette grandeur étant inconnue, je borne mon calcul aux déserts de sable, où toute la surface est perméable. D'après A. x. Tillo (57, p. 819), les sables mouvants occupent 6,2 pour cent de la surface continentale. Cette dernière étant égale à 134,8 millions Km^2 , les dunes couvrent une surface de 8,4 millions Km^2 . En retranchant de ce nombre la surface des plages, qui est égale à 1,6 millions Km^2 (57, page 266), on obtient pour la surface totale des déserts de sable une valeur de 6,8 millions Km^2 , qui est trop petite, parce que dans le nombre retranché (1,6 millions Km^2) sont contenues les parties côtières de ces déserts. C'est cette valeur trop petite $F = 6,8 \text{ millions } Km^2 = 6,8 \cdot 10^{12} m^2$, que nous voulons utiliser. Par précaution, nous choisissons aussi pour la porosité une valeur trop petite : $P = 0,15$. Nous exprimons la quantité annuelle des pluies en m : $J = 3 \cdot 10^{-2} m$. En substituant ces valeurs en formule (25) nous obtenons pour les déserts du sable une quantité d'eau annuellement disponible de $3 \cdot 10^{18} m^3$.

Notre calcul est en accord avec l'observation de Georges Rolland que les dunes jouent au Sahara—et non seulement au Sahara—"le rôle de véritables réservoirs d'eau." (5, page 226).

Equation (11) explique comment une telle quantité d'eau souterraine peut se dérober à la découverte. Le niveau des grandes accumulations d'eau est, d'après cette équation, nécessairement plus profond que C/J . Même pendant une durée géologique d'infiltration, l'eau des grandes accumulations ne pourra jamais monter à la surface.

Dans les livres de géologie on trouve la règle que la végétation dans le désert est un indice de la présence d'eau. C'est vrai, mais il faut préciser : c'est un indice de la présence d'eau en quantité négligeable.

Le fait arithmétique concernant le logarithme de $(C - hJ)/(C - h_0J)$ représente donc une véritable "règle d'exclusion", qui, avec l'aide de la méthode électrodynamique (29), pourrait épargner beaucoup de sondages improductifs ; Si la mesure électrodynamique donne pour le niveau h de l'eau souterraine une valeur

$$h < \frac{C}{J},$$

il faut considérer cela comme un indice que l'épaisseur D de l'accumulation d'eau à cette place est,

$$D < \frac{C}{J} - h.$$

C'est à l'aide de cette simple règle, qu'on peut distinguer les grandes des petites accumulations d'eau.

La quantité d'eau nécessaire pour l'irrigation ("water duty") est égale à $2 \cdot 10^6 \text{ m}^3$ pour 1 an et 1 Km^2 . (58, page 9 ; 59, page 158). L'eau souterraine des déserts de sable suffirait donc à l'irrigation de 15.000 km^2 , à savoir 2,2 pour mille de la superficie totale.

Les réserves d'eau souterraine des déserts de sable pourraient devenir de grande importance pratique, si un jour on découvrait du pétrole dans un tel désert. Il n'y a pas de doute qu'une exploitation pétrolière serait possible, en particulier là où les dunes sont immobiles. L'existence des oasis du Souf (54, pag 194), sur le bord du grand erg, montre que l'idée de créer des oasis dans un désert de sable n'est nullement fantastique.

Notre calcul numérique de la quantité d'eau disponible dans les déserts de sable, n'est qu'une illustration de notre théorie d'accumulation, mais pas une véritable détermination de cette quantité. Le calcul est basé sur les deux conditions (17) et (18). Nous savons que la première de ces conditions est satisfaite dans les déserts de sable, mais nous ne savons rien concernant la profondeur maximale de l'eau souterraine. Le calcul de l'eau annuellement disponible se réduit à la détermination du niveau de l'eau souterraine. La reconnaissance systématique des déserts à l'aide de la méthode électrodynamique ne serait donc d'importance, non seulement pour déceler la présence et la profondeur de l'eau souterraine, mais aussi pour déterminer (avec la profondeur maximale B) la quantité disponible de l'eau.

XXIII

Dans un petit livre, paru en 1920, j'ai discuté un peu plus en détail mon projet d'une prospection aéronautique des grands déserts. Dans la préface du livre (60), le professeur *R.v. Mises* a exprimé d'une part sa conviction que l'idée est réalisable, d'autre part son doute que cela soit possible de la manière indiquée. Aussi le docteur *Dürr*, le chef-constructeur de la Société Zeppelin, ainsi que le professeur *Tà.v. Kármán* étaient de l'avis qu'il faudrait, si possible, éviter le vol en petite altitude et la régulation automatique de la distance du sol.

Pour faire la prospection du sous-sol de plus grande altitude, il est nécessaire d'utiliser des méthodes très sensibles pour mesurer la capacité électrique d'une antenne. L'antenne, étant un fil métallique attaché au dirigeable, il résulte la difficulté que les variations de capacité, causées par le mouvement et la déformation du fil pendant le vol, seraient beaucoup plus grandes que les variations dues à la présence d'eau souterraine. J'ai cru, un moment, de me trouver devant une difficulté insurmontable, et j'ai trouvé un moment plus tard, la simple solution : au lieu du fil, il faut utiliser le corps rigide du dirigeable comme antenne, c'est-à-dire, il faut distribuer la capacité et l'inductance entre le corps métallique du dirigeable et le fil de telle façon que ce dernier ne joue que le rôle du contre-poids.

Dans les régions humides on peut utiliser mon instrument comme altimètre. C'est de cette façon qu'il a été examiné. En 1924, j'ai participé à la grande tournée du Zeppelin *Z.R.III*, autour de l'Allemagne. Au deuxième jour de voyage (le 26 septembre) j'ai mesuré l'altitude au-dessus de la *Mer Baltique* entre 350 et 550 m. A 350m, la sensibilité était : 1 degré de mon instrument égal à une variation d'altitude de 2 m. (25). En survolant un désert, l'instrument indiquerait la profondeur de l'eau souterraine.

H. LÖWY, Dr. Phil.

BIBLIOGRAPHIE

(Suite de la page 545 du Vol. XXXI de l'Égypte Contemporaine).

- (44) J. POTTER-LYKENS et H. LÖWY.—Der Höhenregulator (Physikal. Zeitscher 1918, vol. 29, p. 433).
- (45) R.V. MINNA.—Fluglehre (Berlin 1918).
- (46) J. POTTER.—Flugtechnik (Wien 1898).
- (47) J. ROPPER.—Das Recht zu leben und die Pflicht zu sterben (Dresden 1878).
- (48) A. EINSTEIN.—The World as I see it (London 1935). Le livre contient aussi une traduction du même titre dans cette Bibliographie sous No. 2).
- (49) LEXIN.—Materialism and Empiric-Criticism (The Collected Works, vol. XIII, London 1927).
- (50) ERNST MACH.—Erkenntnis und Irrtum (Leipzig 1903).
- (51) FRANCIS RENNELL BORN.—People of the Veil (London 1925).
- (52) SIR WILLIAM WILCOCK.—The Reclamation of the ancient Irrigation of Bengal (Calcutta 1926).
- (53) CHARLES AUDREAU BERT.—Bull. Union Agriculteurs d'Égypte (Cairo 1923).
- (54) E.F. GAUTHIER.—Le Sahara (Paris 1928).
- (55) J. STEFAN.—Sitzber. d. Akad. d. Wiss. Wien 1874, vol. 68, p. 385.
- (56) L. PRANDTL.—The Physics of Fluids (London 1930).
- (57) A. STEFAN.—Grundriss der physikalischen Erdkunde (6. Aufl. Berlin und Leipzig 1921).
- (58) SIR WILLIAM WILCOCK.—Irrigation of Mesopotamia (London 1917).
- (59) HERBERT M. WILSON.—American Irrigation Engineering (Thirteenth Annual Report of the United States Geological Survey, Washington 1893).
- (60) H. LÖWY.—Elektrodynamische Erforschung des Erdinnern und Luftschiffahrt. Mit einem Vorwort von R.V. Minna. (Wien 1920).

ضرورة تعديل نظام معاشات موظفي الحكومة

للاستاذ طه عفيفي

مأمور ضرائب العطارين بالاسكندرية

دبلوم الدراسات العليا التجارية من باريس

عضو بمئة وزارة المالية للتخصص في أعمال شركات التأمين سابقا

فهرس

صفحة

تمهيد ٧١٥

الفصل الأول — الدعائم السليمة لتشييد نظام صحيح للمعاشات

(أ) مبدأ توازن التبعات المتبادلة بين الحكومة والموظفين ٧١٩

(ب) هل المعاشات عبء على عمالة الدولة ؟ ٧٢٠

(ج) فصل ميزانية المعاشات عن ميزانية الدولة ٧٢٣

(د) إنشاء صندوق مستقل للمعاشات والتأمينات ٧٢٦

الفصل الثاني — المستخدمون المحرومون من مزاي التمتع بنظام المعاشات دون مسوغ

(أ) المستخدمون الخارجون عن هيئة العمال والخدمة السائرة ٧٣٠

(ب) معاشات سفار المستعدين والعمال بالمصالح والورش الأميرية بفرنسا ٧٣٢

(ج) حرمان الموظف من معاشه أو مكافأته عند استقالته من الخدمة ٧٣٤

الفصل الثالث — تعديل بعض قواعد النظام الحالي

(أ) تعديل من الدخول في خدمة الحكومة ٧٣٥

(ب) خفض من الأحوال إلى المباشر ٧٣٥

(ج) معدل المستقطب التصاعدي — إقامة وزن متوسط المرتب الذي على أساسه

يجري المعاش ٧٣٧

صفحة

٧٢٩ ... (أ) الحد الأقصى لرتب الذي يدخل في حساب المستقطع والمعاشر ...

٧٢٩ ... (ب) المعاشر المستحق لأمره الموقوف ...

الفصل الرابع — بحث العناصر التي استخدمت في استنباط المستقطع

٧٤١ ... (أ) معدل الوفاة ومعدل التقاعد ...

٧٤٦ ... (ب) معدل فائدة الاستثمار ...

٧٤٧ ... (ج) معدل نمو المرتبات ...

٧٤٧ ... (د) متوسط المصادر في الإدارة ...

الفصل الخامس — التأمين على حياة الموظفين

(أ) مرادف اصطلاح صندوق التأمين على حياة الموظفين — (العامل الأول

قوى — العامل الثاني اقتصادي — العامل الثالث حبري — العامل

٧٤٩ ... الرابع مالي — العامل الخامس اجتماعي) ...

٧٥٩ ... (ب) أنواع أو ترتيبات التأمين على الحياة ...

٧٦١ ... (ج) تعريف أقساط التأمين على الحياة ...

٧٦١ ... (د) جمعيات الادخار والتعاون لموظفي بعض المصالح ووجوب التمتع بها في صندوق

٧٦٩ ... المعاشات والتأمينات ...

٧٧٣ ... (هـ) مصادر الفائض (الأرباح) ...

٧٧٤ ... (و) احتياطات المعاشات والتأمينات (الاحتياطي الحسابي — احتياطي الضمان —

٧٧٤ ... فائض قيمة الأوراق المسألة — احتياطي الطوارئ) ...

٧٧٧ ... (ز) كيفية توزيع الفائض (الأرباح) ...

الفصل السادس — تأمين الوفاء أو ضمان أصحاب العهدة ومزايا

٧٧٨ ... اصطلاح صندوق المعاشات والتأمينات به ...

٧٨٢ ... خاتمة ...

تمهيد

إذا صرفنا النظر عن طائفة كبار الموظفين أصحاب الدرجات العالية والمرتبات الكبيرة وألقينا نظرة عامة على السواد الأعظم من موظفي الحكومة ومستخدميه ألقينا حائلم قد بلغ حدا من السوء يسترعى النظر ويدعو إلى الاهتمام ، فإن ضآلة مرتباتهم العامة ونضوب مواردهم الخاصة بانما يقلقاتهم على حياتهم ويصرفان عقولهم عن التفكير في أى شيء آخر سوى تدبير وسائل العيش لهم في شيخوختهم وضمنان هذا العيش لأسرهم من بعدهم .

وتلك حال يجب أن تثير الاهتمام من ناحيتين :

الأولى اجتماعية ، إذ ترى الأمة تحسبها لآزاء أزمة توفير أسباب العيش لفريق كبير من أبنائها معرض للحرمان من موارد الرزق عند تقاعد أو وفاة طائفتهم .
والثانية مصلحية ، إذن أن انصراف الموظفين عن الاهتمام بأعمالهم الحكومية إلى التفكير في شؤونهم الخاصة يترتب عليه قلة إنتاجهم .

لم يعزب عن بال الحكومات ما قد تستهدف له حياة الموظفين من شتى المخاطر وما قد تتعرض له أسرهم بعد وفاتهم من الحرمان والشقاء فكان ذلك باعثا لها على التفكير في تأمين أسباب العيش لهم بنظام — دعامته التعاون — يكفل معاشا لموظف عند التقاعد ولأسرته عند الوفاة لقاء أدائه قسطا شهريا يستقطع من مرتبه ، وهذا النظام هو ما يصدر بشأنه قانون المعاشات .

والى جانب نظام المعاشات فإن ما قام به الموظفون أنفسهم في كثير من البلاد المتحضرة من الجهود لتحقيق بعض الآمال بإنشاء جمعيات تعاونية للتأمين على حياتهم كان مفعلا للفائدة ومستكبرا للفرض . ولا جرم فإن خير المساعدة ما كان مصدره أصحاب الحاجة .

وقد أدخل نظام المعاشات في مصر بالقانون الصادر في ٢٦ ديسمبر سنة ١٨٥٤ (المعروف بقانون سعيد باشا) ثم عدل على التوالى بالقوانين الصادرة في ١١ يناير سنة ١٨٧١ (المعروف بقانون الخديو اسماعيل) و ٢١ يونيو سنة ١٨٨٧ (المعروف بقانون الخديو توفيق) و ١٥ أبريل سنة ١٩٠٩ و ١٩ يونيو سنة ١٩١٠ و ٢٨ مايو سنة ١٩٢٩

ولو أن التشريع الحالي قد أدخل على القوانين السابقة تعديلات جوهرية فإنه مازال — في نظر الغالبية العظمى من موظفي الحكومة ومستخدميها — قاصرا عن تحقيق أمانهم المشروعة .

والحق أنه لا شيء أبعد على إخراج مسألة المعاشات في لونها الدقيق من أن تكشف عن وجوه النقص في تشريعنا ، ونسبب الاتجاهات الخطيرة التي سارت فيها مسألة المعاشات خلال السنوات الأخيرة لعلنا نوفق في معالجتها بما يتفق ومصلحة الموظفين وأسرهم دون المساس بمالية الدولة .

نتلخص وجوه النقص في تشريع المعاشات فيما يلي :

- (١) خلوه من إقرار مبدأ فصل ميزانية المعاشات عن ميزانية الدولة .
- (٢) عدم النص على إفراد حساب خاص لاحتياطي المعاشات .
- (٣) خلوه من إنشاء صندوق مستقل للمعاشات .
- (٤) حرمان المستخدمين الخارجيين عن هيئة العمال من الانتفاع بنظام المعاشات .
- (٥) حرمان الموظف من معاشه أو مكافأته إذا استعفى قبل بلوغ السن أو المدة القانونية .
- (٦) عدم كفاية أحكامه لضمان مال أو معاش لأمره الموظف إذا عاجلته المنية في سن مبكرة .

فلا عجب أن تكون أوجه النقص في تشريعنا مدعاة لالباس نظام المعاشات نوبا غير ثوبه وإظهاره بمظهر عبء على خزانة الدولة .

وتدلتنا شواهد كثيرة على أن شركات التأمين لم تال جهدا في استغلال النقص في تشريعا لخدمة مصالحها والعمل في الخفاء - وفقا لخطة منظمة - على القضاء على نظام المعاشات ، فتارة تحاول أن تدخل في روع الموظفين عدم صلاحية نظام المعاشات لتأمينهم من غوائل الدهر بغية حملهم على مطالبة الحكومة بالفسائه واستبداله ببوالص تأمين ، وتارة تحاول إقناع أولى الأمر بمنطق عكسي للنظرية السابقة أن نظام المعاشات يرهق خزانة الدولة . ويعلم الرجال الفتيون في شركات التأمين أن الحقيقة تحالف ذلك ، ولكنهم إنما يعملون لخدمة مصالحهم بوحى " أن الغاية تبرر الوسيلة " وما زالت تلك الشركات تسعى لتحويل دفعة سفينة المعاشات من التعاونية الى الرأسمالية .

أما الاتجاه الخطير الذي سارت فيه مسألة المعاشات فهو وليد قرار وقف التثبيت الصادر من مجلس الوزراء في ١٦ يناير سنة ١٩٣٥ "بناء على الاقتراحات التي تقدمت بها وزارة المالية كتدبير عاجل مؤقت للتخفيف عن عبء المعاشات ريثما توضع أحكام ثابتة تنالج هذه الحالة " وطبقا لهذا القرار "لا يثبت الموظفون المؤقتون حيث لا يقرار من مجلس الوزراء ولا يكون التعيين في الوظائف الحالية التي يرخص تشغيلها إلا بصفة مؤقتة بموجب عقود قابلة للتجديد ويستثنى من ذلك رجال القضاء والنيابة وضباط الجيش والبوليس وخفر السواحل والسجون وحرس الجمارك ومن يكون تعيينهم بمرسوم أو بأمر ملكي فانهم يظلون معاملة بالاحكام المرمية الخاصة بهم " (منشور المالية رقم ٣ لسنة ١٩٣٥) . وقد ألحق هذا القرار الضرر بالمستخدمين المؤقتين ومن في حكمهم بجرمانهم من حق التثبيت وما يتضمنه من الانتفاع بنظام المعاشات فكان هذا الإجراء مدعاة لقلقهم .

وفي مايو سنة ١٩٣٨ قدمت لجنة المعاشات بوزارة المالية مذكرة إلى حضرة صاحب الدولة اسماعيل صدق باشا وزير المالية وقتئذ بالحلول التي تراها اللجنة لمشكلة المعاشات وقد تضمنت المذكرة اقتراحا يعقد بوالص مع شركات التأمين ، ولكن دولته بما هو معهود فيه من التبصر وبمسند النظر في عواقب

الأمر لم يأخذ بهذا الاقتراح وأشار بإنشاء صندوق مستقل للمعاشات ، وكان موافقا فيما أشار به لمسا فيه من رعاية صالح الموظفين وأسرههم .

وكان مديرو ووكلاء شركات التأمين يأملون نمو أعمالهم في محيط الموظفين على أثر قرار وقف التثبيت ولكنا لا نحتاجهم ظفروا ببغيتهم وذلك لسببين : (أولهما) أن الموظفين لم يقطعوا الأمل قط في أن تعيد الحكومة تنظيم المعاشات أو أن تتألف تحت إشرافها جمعية تعاونية للتأمين على حياتهم ، (وثانيهما) أن الأكثرية الساحقة من الموظفين تلهمهم سعة الحاضر نسبيا عن التفكير في مفاجآت المستقبل فلا يبالون بالتأمين ما لم يكونوا ملزمين بحكم القانون ، وهنا تجدر الإشارة إلى أن أي إجراء من شأنه إلزام الموظفين بالتأمين في شركات التأمين الرأسمالية لا تقره الشرائع ولا يقبله الفقه لمناقته مبدأ الحرية الشخصية وتنافره وسنن الحياة الاجتماعية ، فلا مناص من حل مسألة المعاشات بالأساليب التعاونية .

ولا يخفى أن الفكرة السائدة بأن نظام المعاشات يرهق خزانة الدولة لا تنلق بال المستخدمين المؤقتين لحسب بل والدائمين أيضا . إذ يفشى أن تستقر هذه الفكرة في الأذهان فتعتمد الحكومة — مسيرة لظروف ملحة أو تلبية لرغبات برلمانية — إلى ارتجال تدبير عاجل للتخفيف عن عبء الميزانية يتناول تخفيض المعاشات كما سبقها في هذا السبيل بعض الحكومات الأخرى في ظروف خاصة .

وبعد ، فقد أصبحت مسألة المعاشات مشكلة اجتماعية خطيرة وخاصة إذا علمنا أنه يتوقف عليها كيان مئة ألف أسرة فينبغي المبادرة بحلها قبل أن يتفاقم خطرهما ويستعصى علاجها .

ومن اليسير تدارك الأمر وتشييد نظام للمعاشات والتأمينات على أساس تعاوني سليم يكفل لجميع الموظفين والمستخدمين وأسرههم عدالة التمتع بمزاياه بنير اضرار بمسألة الدولة وذلك بإنشاء صندوق مستقل للمعاشات أسوة بما هو متبع في الحكومات الأخرى على أن يتسع نطاقه للتأمين على حياة الموظفين وتأمين أصحاب المهنة بصفة اختيارية بجانب اضطراره بالمعاشات بصفة إلزامية .

الفصل الأول - الدعائم السليمة لتشييد نظام صحيح للمعاشات

(١) مبدأ توازن التعهدات المتبادلة بين الحكومة والموظفين

لا مرأى في أن فكرة إرداق خزانة الدولة بالمعاشات هي في طليعة المسائل التي تهتم القارئ بالأمر في الحكومة والهيئة التشريعية المسئولة . ونظرا لما يكتنفها من الغموض يجب الكشف عن حقيقتها . وهذا يقتضى البحث مبدئيا فيما إذا كان هناك تكافؤ بين التزامات الموظفين قبل الحكومة وتعهدات الحكومة قبل الموظفين ، أو بمعنى آخر هل يكفل المستقطع من مرتبات جماعة من الموظفين دفع المعاشات والمكافآت لهم عند ما يبلغون سن التقاعد أو يخرجون من الخدمة أو لأسرهم عند وفاتهم ؟ ويقودنا هذا التساؤل الى البحث في المبدأ الذي يقوم عليه نظام المعاشات .

نظام المعاشات ضرب من التأمين التعاوني ، يقوم على مبدأ شعاره العالمي " الفرد للجماعة والجماعة للفرد " يفترض أن جماعة من الأفراد يتفقون فيما بينهم على أن يدفع كل منهم قسطا من مرتبه على أن توظف الأموال المتجمعة من تلك الأقساط في أوراق مالية من الدرجة الأولى من حيث ضمان غلتها وثبات أسعارها وسهولة تداولها أو غيرها من وسائل الاستثمار المضمونة لقاء تعهد الجماعة بدفع رأس مال أو معاش للمعضو عند التقاعد ولأسرته عند الوفاة .

فأساس المعاشات معادلة حسابية بين المستقطع وفوائده استثنائه في إحدى طرفي المعادلة ، والمعاشات والمكافآت في الطرف الآخر . ويستلزم تقدير المستقطع وتقدير المعاشات والمكافآت التي تجري مستقبلا عمل حساب لكل احتمال على مدى احصاءات صادقة كاحتمال نمو المرتبات التي على أساسها تستقطع الأقساط وتجرى المعاشات والمكافآت واحتمال الوفاة واحتمال البقاء على قيد الحياة الى سن معينة واحتمال ترك أرملة أو أرامل وأولاد الى غير ذلك هذا هو المبدأ القويم الذي ينبغي الاستناد اليه في استنباط معدل المستقطع من المرتب للمعاش وقد طبق هذا المبدأ في تحديد المستقطع المعمول به الآن بمقتضى قانون المعاشات لسنة ١٩٢٩

(ب) هل المعاشات عبء على خزانة الدولة ؟

استعرضنا مبدأ التوازن بين التعهدات المتبادلة بين الحكومة والموظفين وأشرنا إلى تطبيقه في استنباط المستقطع المعمول به الآن لتدليل على أن نظام المعاشات لا يعتمد على إعانة الحكومة بل يجب أن يكفي نفسه بمعنى أن الأموال المتكوّنة من المستقطع وفوائدها يجب أن تكفل دفع المعاشات والتعويضات في المستقبل . ولكن إذا سلّمنا بصحة هذه النظرية فما القول في عبء المعاشات الظاهر في ميزانية الدولة ؟

السنة	المعاشات والمكافآت	المستقطع من المساهمة	الفرق
١٩٤٠ - ١٩٣٩	١,٩٥٠,٠٠٠	٥٤٦,٠٠٠	١,٤٠٤,٠٠٠
١٩٤١ - ١٩٤٠	٢,٢٩٧,٥٠٠	٥٤٦,٥٠٠	١,٧٥١,٠٠٠

وردا على هذا السؤال نقول إن الفرق بين المعاشات والمستقطع كما يظهر في ميزانية الدولة أو في حسابها الختامي ليس دليلا على أن هناك عبء للمعاشات ، ذلك لأن وضع الميزانية والحساب الختامي بالنسبة للمعاشات والمستقطع غير صحيح من نواح عدة ثبت أهمها فيما يلي :

(أولا) أن باب المعاشات والمكافآت يتضمن معاشات استثنائية ومساعدات ومكافآت لم يجر عنها الاستقطاع فلا يوجد لها مقابل في الإيرادات بباب المستقطع من المساهمات وهي في الواقع مساعدات وإعانات مجانية (Indemnités à titre gratuit) ليست من نوع المعاشات والمكافآت المقررة التي أجرى عنها الاستقطاع (Pensions et indemnités à titre onéreux) فما كان يجوز الجمع بين هذين النوعين في صعيد واحد بل كان ينبغي أن يفرّد للمساعدات والإعانات المجانية باب خاص وقد قدرت في ميزانية ١٩٣٩ - ١٩٤٠ بمبلغ ٢٥٦,٨٠٠ جنيه أي بنسبة ١٤ في المائة . أما المعاشات والمكافآت التي أجرى عنها الاستقطاع فقد قدرت بمبلغ ١,٦٩٣,٠٠٠ جنيه (انظر مفردات كل من النوعين بالحدود رقم ١) .

(ثانيا) محاباة بعض الموظفين بمنحهم ترقية أو علاوات استثنائية قبل إحالتهم إلى المعاش بمدة وجيزة بغية تحسين معاشهم ، مما يترتب عليه منحهم معاشا استثنائيا علاوة على المعاش العادي .

(ثالثا) إغفال ماملين على جانب عظيم من الأهمية وهما احتياطي المعاشات وفوائد توظيف الأموال . ففي السنوات الأولى من ادخال نظام المعاشات في مصر كانت مبلغ المستقطع من المساهمات يتجاوز كثيرا مبلغ المعاشات والمكافآت . فكان ينبغي اعتبار الفائض (Excedent) على حقيقته احتياطيا لمعاشات الموظفين بدلا من اعتباره إيرادا للدولة . كما كان ينبغي تدعيم هذا الاحتياطي (Consolidation de la réserve) بحبس عدد من سنوات الدين الموحد والمنتاز عليه بما يعادل قيمته . وعلى هذا الأساس يأخذ احتياطي المعاشات في التورويدا من سنة إلى أخرى مستعدا ماله من معينين : الفائض و غلة توظيف الأموال .

يستخلص مما تقدم أن الوضع الصحيح لنظام المعاشات يجب أن يستند إلى المبادئ الآتية :

(أولا) تحديد المستقطع على أساس علمي صحيح بحيث تحقق العدالة بين التعهدات المتبادلة للحكومة والموظفين .

(ثانيا) استبعاد المعاشات والمكافآت والإعانات الممنوحة بصفة استثنائية من حساب المعاشات .

(ثالثا) تكوين احتياطي للمعاشات .

فلو كان نظام المعاشات قائما على تلك المبادئ منذ البداية لتوفر لحساب احتياطي المعاشات مبلغ لا يستهان به ، ولا تكون مغالين إذا قدرناه الآن بأربعين مليوناً من الجنيهات . وبإضافة غلة هذا الاحتياطي إلى المستقطع ينتج مبلغ ليس كفيلا لمواجهة دفع المعاشات والمكافآت المستحقة اليوم بمقتضى قانون المعاشات لحسب بل ويترك فائضا كما يتضح من الحساب الآتي :

(٤٠٠,٠٠٠ × ٠,٠٤ + ٥٤٦,٠٠٠ - ١,٦٩٣,٠٠٠ = ٤٥٣,٠٠٠ جنيه)

فهو بعد هذا البيان يمكن أن تهض حجة للقول بأن المعاشات تزهق نحرانة الدولة ؟

الجدول رقم ١

بيان توزيع بنود باب المعاشات والمكافآت بميزانية ١٩٣٩ - ١٩٤٠

النوع الأول - معاشات ومكافآت (١) أجرى عنها الاستقطاع .

فصل ١ - معاشات ومكافآت عن خدمات ملكية

جنيه	
١٠٣٢١,٠٠٠	بند ١ - معاشات ممنوعة (٢) بمقتضى القوانين .
١٠,٠٠٠	» ٥ - مكافآت ممنوعة بمقتضى القوانين (منها ٩,٠٠٠ جنيه لداخلين الهيئة و ١,٠٠٠ جنيه للإجانب)
	فصل ٢ - معاشات ومكافآت عن خدمات ملكية
٢٨٥,٠٠٠	بند ٧ - معاشات ممنوعة بمقتضى القوانين .
	فصل ٣ - استبدال المعاشات
٩٠٠	بند ١٠ - استبدال معاشات ملكية لا تزيد عن ٥٠٠ مليم في الشهر .
٣٠٠	» ١١ - استبدال معاشات عسكرية لا تزيد عن ٥٠٠ مليم في الشهر .
٧٦,٠٠٠	» ١٢ - استبدال عقارى لأرباب المعاشات .
<u>١,٦٩٣,٢٠٠</u>	جملة النوع الأول

النوع الثانى - معاشات ومكافآت استثنائية ومساعدات وتمويلات مجانية لم يجبر عنها الاستقطاع .

فصل ١ - معاشات ومكافآت عن خدمات ملكية

جنيه	
٣,٣٠٠	بند ٢ - معاشات ممنوعة بمقتضى أوامر خصوصية .
١٥,٠٠٠	» ٣ - مساعدات .
٥,٠٠٠	» ٤ - مصاريف دفن .
١٠٠,٠٠٠	» ٥ - مكافآت ممنوعة بمقتضى القوانين (لخارجيين عن هيئة المال) .
١٠,٠٠٠	» ٦ - مكافآت استثنائية بمقتضى القانون رقم ٢٨ لسنة ١٩٢٣ (تمويلات للإجانب) .
	فصل ٢ - مكافآت عن خدمات عسكرية
٨,٠٠٠	بند ٨ - تمويل الخدمة المرفوعة .
٤٥,٥٠٠	» ٩ - مكافآت للفرعدين عند انتهاء مدة خدمتهم الإلزامية .
٧٢,٠٠٠	» ١٣ - فصول ٤ - مرتبات فترة الحال المصرية .
<u>٢٥٦,٨٠٠</u>	جملة النوع الثانى
<u>١,٩٥٠,٠٠٠</u>	جملة النوعين

(١) كلمة مكافآت هنا غير صحيحة لأنها توجد لبساً مع المكافآت المجانية التى لم يجبر عنها الاستقطاع من المرتبات ولعل الصواب "رأس مال" التى يقابلها بالفرنسية "Capital"

(٢) كلمة "ممنوعة" غير صحيحة والصواب "مستحقة" لأن المعاش أو رأس المال الذى أجرى عنه الاستقطاع من المرتبات حق الوظيفة وليس منحة .

ومما يسترعى النظر أن ما يسمى "عبء المعاشات" ليس ظاهرة جديدة
فما كان يسوع اتخاذها مبررا لوقف العمل بنظام المعاشات سنة ١٩٣٥ بالنسبة
للمستعدين المؤقتين والمستجدين ، بل أن مهد تلك الظاهرة يرجع إلى سنوات
عديدة وكانت ماثلة أمام المشرع سنة ١٩٢٩ فلم يرمعها ما يستوجب
وقف العمل حيثئذ بنظام المعاشات ، ولم تقعه عن إدخال تعديلات جوهرية
على ذلك النظام بما يعود على الموظفين وأصحاب المعاشات بالخير . وكذلك
إذا رجعنا عشرين عاما إلى الوراء فلا نجد القرق بين المعاشات والمستقطع
ظاهرا غيب ، بل أن نسبه للمعاشات وفتئذ كانت أكبر من نسبته في السنوات
الآخيرة (انظر الجدول رقم ٢) .

(ج) فصل ميزانية المعاشات عن ميزانية الدولة

جرى العرف في إعداد ميزانية الدولة على درج المستقطع من المرتبات ضمن
الإيرادات ودرج المعاشات والمكافآت ضمن المصروفات ولكن الرأي السائد
بين الفقهاء أن المستقطع أمانة أو دين فلا يجوز اعتباره موردا من موارد
الدولة ، وأن صرف المعاشات والمكافآت إنما هو رد الأمانة ووفاء الدين .
وقد ترتب على وضع المستقطع والمعاشات في ميزانية الدولة بهذه الصفة اخلال
بمبادئ أساسيين لتعرف مسألة المعاشات على وجهها الصحيح وهما احتياطي
المعاشات وقوائد تشييل الأموال .

والآن ليس هناك ما يمنع من وضع الأمور في نصابها وإلزام مسألة
المعاشات ثوبها تفاديا من كل لبس وصونا لحقوق الموظفين وأصحاب المعاشات
ولتحقيق ذلك ينبغي إعداد ميزانية للمعاشات مستقلة عن ميزانية الدولة . ومما
يجدر التنويه به في هذا المقام أن ميزانية المعاشات تختلف عن الميزانيات
العادية شكلا وموضوعا ، وهي تشابه ميزانيات شركات وجمعيات التأمين
على الحياة . أما الوجه الشبه ولا سيما مع ميزانيات جمعيات التأمين التعاون
فكثيرة وأهمها ظهور احتياطي المعاشات أو الاحتياطي الحسابي في الخصوص
على أن يشابه في الأصول بما تعادل قيمته أوراق مالية من الدرجة الأولى .

الجدول رقم ٢

الحساب الختامي للعاشات والمكافآت والمستقطع من مرتبات الموظفين
خلال عشرين سنة وتقديرات الميزانية للثلاث السنوات الأخيرة

الرقم في المسألة	الرقم	المستقطع من المرتبات	العاشات والمكافآت	السنة
٨٠	٥٨٩,٢٨٧	١٤٢,٨٠٨	٧٢٣,٠٩٥	١٩١٩—١٩١٨
٧٧	٦٠٣,٦٣٠	١٧٥,٧٧٦	٧٧٩,٤٠٦	١٩٢٠—١٩١٩
٧٣	٥٨٦,١٩٦	٢١٤,٥١٥	٨٠٠,٧١١	١٩٢١—١٩٢٠
٧٢	٦٠٦,٧٠٦	٢٣٨,٠٠٦	٨٤٤,٧١٢	١٩٢٢—١٩٢١
٧٧	٨٧٢,٠٣٢	٢٦١,٥٠٢	١,١٣٣,٥٣٤	١٩٢٣—١٩٢٢
٨١	١,٤٦٩,٣٥١	٣٥٣,٦٧٧	١,٨٢٣,٠٢٨	١٩٢٤—١٩٢٣
٨٦	١,٩٣٠,٠١٩	٣٠٤,٥٩٥	٢,٢٣٤,٦١٤	١٩٢٥—١٩٢٤
٩١	٢,٠٤٧,٣١٤	٣٠٩,٢٠٢	٢,٣٥٦,٥١٦	١٩٢٦—١٩٢٥
٨٣	١,٥٣٧,٦٥٦	٣١٥,٩٩١	١,٨٥٣,٦٤٧	١٩٢٧—١٩٢٦
٨١	١,٣٢٦,٧٠٩	٣١٦,٩٣٨	١,٦٤٣,٦٤٧	١٩٢٨—١٩٢٧
٨٥	١,٨٥٩,٤٧١	٣٢٢,٩٧٦	٢,١٨٢,٤٤٧	١٩٢٩—١٩٢٨
٧٢	٢,١٢٥,٤١٦	٤٥٧,٤٩٦	٢,٥٨٢,٩١٢	١٩٣٠—١٩٢٩
٧١	١,٦٠٤,٩٤٦	٦٦٦,٢٨٧	٢,٢٧١,٢٣٤	١٩٣١—١٩٣٠
٦٦	١,٢٥٠,٤٧٥	٦٤٥,٢٨٧	١,٨٩٥,٧٦٢	١٩٣٢—١٩٣١
٦٧	١,٢١٥,١٩٩	٦٤٥,٦٤٣	١,٨٦٠,٨٤٢	١٩٣٣—١٩٣٢
٦٩	١,٢٣٠,٦٠٨	٥٨٨,٢٩٥	١,٨١٨,٩٠٣	١٩٣٤—١٩٣٣
٦٩	١,٢٣١,٠٣٧	٥٩٥,٠٤٦	١,٨٢٦,٠٨٣	١٩٣٥—١٩٣٤
٧٢	١,٥٤١,٢٥٦	٦٠٨,١٦٤	٢,١٤٩,٤٢٠	١٩٣٦—١٩٣٥
٦٨	١,٢٠٧,١١٨	٦٠٢,٣٨٥	١,٨٠٩,٥٠٣	١٩٣٧—١٩٣٦
٦٧	١,٢٢٩,٤٥٥	٥٩٩,١٤٩	١,٨٢٨,٦٠٤	١٩٣٨—١٩٣٧
٦٩	١,٢١٦,٩٠٠	٦٠٠,٠٠٠	١,٨١٦,٩٠٠	١٩٣٩—١٩٣٨
٧٢	١,٤٠٤,٠٠٠	٥٤٦,٠٠٠	١,٩٥٠,٠٠٠	١٩٤٠—١٩٣٩
٧٦	١,٧٥٦,٠٠٠	٥٤١,٥٠٠	٢,٢٩٧,٥٠٠	١٩٤١—١٩٤٠

وقد عرفت جميع الشرائع الاحتياطية الحسابية بأنه الفرق بين القيمة الحالية لالتزامات الحكومة قبل الموظفين وأصحاب المعاشات والقيمة الحالية لالتزامات الموظفين قبل الحكومة. وتختصر الأخيرة في المستقطع. أما التزامات الحكومة فتتضمن صرف المعاشات والمكافآت المستحقين والالتفاق على إدارة المعاشات فالاحتياطية بعبارة أخرى هو صافي تعهدات الحكومة قبل الموظفين وأصحاب المعاشات بعد استبعاد ما يحتمل استقطاعه من المرتبات.

ويستلزم تقدير احتياطية المعاشات لإعداد احصاءات صادقة لكافة عناصره ولعدم توافرها لدينا الآن لا يسعنا إلا أن نقدره جزافاً على أساس مبلغ المعاشات والمكافآت التي تجرى الآن واحتمالات نموها مستقبلاً خلال فترة من الزمن تتلوها فترة هبوط مع اقتراس أصحاب المعاشات ومبلغ المستقطع حالياً من المرتبات واحتمال خفضه مستقبلاً مع اقتراس جماعة الموظفين الذين لهم الحق في المعاش.

فاذا علمنا أن المعاشات والمكافآت المستحقة بمقتضى قانون المعاشات قدرت في ميزانية سنة ١٩٣٩ - ١٩٤٠ بمبلغ ١,٦٩٣,٠٠٠ جنيه وقدرنا أن متوسطه السنوي خلال الخمسين السنة المقبلة ٢,٠٠٠,٠٠٠ جنيه، وإذا علمنا أن المستقطع من المرتبات قدر في نفس السنة بمبلغ ٥٤٦,٠٠٠ جنيه وقدرنا أن متوسطه السنوي خلال نفس المدة ٤٠٠,٠٠٠ جنيه، يكون الفرق بين متوسط المعاشات والمكافآت ومتوسط المستقطع خلال تلك المدة ١,٦٠٠,٠٠٠ جنيه، وعلى اعتبار هذا الفرق غلة توظيف رأسمال بمعدل ٤ في المائة يكون احتياطية المعاشات ٤٠ مليون جنيه.

وبفضل ميزانية المعاشات يتسنى الوقوف سنوياً على الحال المالية الحقيقية للمعاشات، فإذا كان ثمة فائض من الربح أمكن توزيعه على الموظفين بصفة عائد (Bonus) وذلك بعد تغذية احتياطات الضمان وتوظيف الأموال والطوارئ، تلك الاحتياطات التي تكفل للميزانية دوام الاتزان وللمعدل المستقطع النبات وللموظفين الاطمئنان وستوفى حقها من المرح في الفصل الخامس.

(د) إنشاء صندوق مستقل للمعاشات والتأمينات

(Caisse des pensions et des assurances)

لما كانت فكرة المعاشات تقوم على المبدأ التعاوني القائل بتبادل المنفعة بين الفرد والجماعة كان من الضروري وجود شخصية معنوية تمثل الجماعة وتدير مصالحها بما يكفل لها الاستقرار والخلود ويعود على أفرادها بالخير والمنفعة . ومن ثم نشأت فكرة صندوق المعاشات التي أخذت بها جميع الدول في قوانين المعاشات .

ونذكر على سبيل المثال قانون المعاشات الفرنسي لسنة ١٩٢٤ فقد تضمن بالمواد ٨٤ إلى ٩١ أحكاما خاصة بسير العمل في الصندوق (Fonctionnement) ومجلس إدارته (Conseil d'administration) والعمليات التي يزاولها (Opérations) .

يناط بالصندوق عادة ثلاث عمليات أصلية :

- (١) تحصيل المستقطع من مرتبات الموظفين .
- (٢) توظيف الأموال على أن توظف نسبة معلومة في سندات الدولة .
- (٣) صرف المعاشات ورءوس الأموال المستحقها .

وإلى جانب تلك العمليات الرئيسية يتناط بالصندوق عمليات إحصائية تتناول حصر البيانات الآتية :

- (١) الموظفون وتوزيعهم حسب السن ومدة الخدمة .
- (٢) الوفيات وحالات التقاعد وتوزيعها حسب السن ومدة الخدمة .
- (٣) المرتبات ومتوسط نموها حسب مدة الخدمة .
- (٤) أرباب المعاشات وتوزيعهم إلى فئات مختلفة (موظفين سابقين — أرامل — بنين — بنات — آباء — أمهات — أخوة — أخوات) واستخراج متوسطات لمصارف لكل فئة من المعاشات وبقاء كل منها على قيد الحياة وبلوغ السن للبنين والزواج للأرامل والبنات إلى غير ذلك .

ولكى يؤدي الصندوق رسالته على الوجه الأكمل كفلت له القوانين من الاستقلال الإداري ما يجعله بعيدا عن المؤثرات السياسية والاعتبارات الشخصية بوضعه تحت إشراف مجلس إدارة يحرص على تطبيق أحكام القانون ويراقب أعمال المدير الذى يباشر تنفيذها . كما كفلت له القوانين من الاستقلال المالى ما يصون حقوق الموظفين وأرباب المعاشات من ناحية ، ويضع حدا لمسئولية الحكومة المالية من ناحية أخرى بأعداد ميزانية مستقلة عن ميزانية الدولة يتسنى الوقوف منها سنويا على حالة الصندوق المالية .

أما في مصرف تفاضت قوانين المعاشات عن إنشاء صندوق المعاشات ويتعذر معرفة السبب لعدم الإشارة اليه في المذكرات التفسيرية لتلك القوانين . ولننظر الآن في الخطوة التمهيدية للانتقال من الحالة الشاذة الراحنة الى الحالة النظامية التى تنطوى على إنشاء صندوق مستقل للمعاشات والتأمينات . نرى أن تلك الخطوة تتضمن الخطوات الآتية :

(١) جرد الاحتياطي الحسابي لمعاشات الموظفين الدائمين وتنازل الحكومة عنه لصندوق المعاشات .

(٢) جرد احتياطي المكافآت الممنوحة بمقتضى القوانين السارية للمستخدمين الخارجين عن هيئة العمال وتنازل الحكومة عنه لصندوق المعاشات .

(٣) إقرار قواعد جديدة مسارية للصالح العام فيما يخص " أ " بمعاشات الخدمة السارية " ب " معاش الموظف عند استعقاله " ج " من الدخول في الخدمة " د " من الاحالة على المعاش " هـ " المرتب الذى على أساسه يجرى المعاش .

(٤) إعادة تحديد المستقطع على هدى إحصاءات صحيحة لكافة العناصر التى تستخدم في استنباطه .

(٥) إقرار نظام خاص بالتأمين الاختياري على حياة الموظفين وتحديد أقساطه واستناده الى صندوق المعاشات والتأمينات وكذلك إقرار نظام خاص بتأمين أصحاب المهنة .

نستعرض هنا الخطوة الأولى وأما الخطوات الأخرى فستبسطها في الفصول التالية .

سبق الإشارة إلى أن معاشات الموظفين الدائمين ليست عبئا على الحكومة إنما هي دين يلغى وفائده أما مقدار هذا الدين فهو يعادل الاحتياطي الحسابي للمعاشات وقد قدرناه بأربعين مليونا من الجنيهات . فلكي تتخلص الحكومة من هذا الدين يجب أن تنزل عن هذا المبلغ لصندوق المعاشات وبذلك يتمكن من أداء رسالته . ولكن هل في استطاعة الحكومة سداد هذا المبلغ دفعة واحدة ؟ هذا مع العلم أن احتياطي الدولة أقل منه بكثير وإن لهذا الاحتياطي أغراض معينة أهمها سد العجز في الميزانية كلما اقتضت الظروف تنفيذ مشروعات استثنائية كمشروعات المعاهدة والدفاع الوطني والتعليم الإلزامي والري والصرف وغير ذلك من المشروعات النامية فضلا عن أن بقاء يوحى الثقة في نفوس حملة سندات الدين العام في مصر والخارج .

فلا مباح إذن من تقسيط دين المعاشات على دفعات متساوية في حدود مدة معينة تختلف من ٥٠ إلى ١٠٠ سنة حسبما يراه أولى الأمر . ويسمى هذا الاجراء في عرف الباحثين في الشؤون المالية بتدعيم الدين العائم (Consolidation de la dette flottante) على أن المقصود بتدعيم الدين هنا تحديد أجله فبدلا من أن يظل الدين عائنا إلى أجل غير مسمى لا يتبقى إلا بعد أن ينقرض آخر شخص له الحق في المعاش يصبح الدين محدود الأجل بحيث يتم استهلاكه في نهاية مدة معينة . وتتضمن الدفعات السنوية عنصرين : استهلاك الدين والفوائد .

ونذكر على سبيل المثال مقدار الدفعة السنوية لاستهلاك دين قدره ١٠٠ جنيه بفائدة مركبة ٤٪ وبالقياص دين قدره ٤٠ مليون جنيه وآخر قدره ٥٠ مليون جنيه .

الدفعة السنوية لاستهلاك دين قدره				عدد السنوات
٥٠ مليون جنيه	٤٠ مليون جنيه	١٠٠ جنيه		
جنيه	جنيه	جنيه	نسبة	
٢,٣٢٧,٥٠٠	١,٨٦٢,٢٠٠	٤	٦٥٥	٥٠
٢,٢١٥,٥٠٠	١,٧٦٨,٤٠٠	٤	٤٢١	٦٠
٢,١٣٧,٥٠٠	١,٧٧٥,٠٠٠	٤	٢٧٥	٧٠
٢,٠٩٥,٥٠٠	١,٧٧٢,٤٠٠	٤	١٨١	٨٠
٢,٠٦٠,٥٠٠	١,٦٤٨,٤٠٠	٤	١٢١	٩٠
٢,٠٤٠,٥٠٠	١,٦٣٢,٤٠٠	٤	٨١	١٠٠

فإذا فرضنا أن دين الحكومة لصندوق المعاشات ٤٠ مليون جنيه وفرضنا استهلاكه على ٥٠ سنة تكون الدفعة السنوية ١,٨٦٢,٠٠٠ جنيه وبما أن الفرق بحسب ميزانية ١٩٣٩ - ١٩٤٠ جنيه بين المعاشات والمكافآت التي جرى عنها الاستقطاع والمستقطع ١,٦٩٣,٠٠٠ - ٥٤٦,٠٠٠ = ١,١٤٧,٠٠٠ جنيه فيكون الاعتماد الإضافي المطلوب في السنة الأولى ١,٨٦٢,٠٠٠ - ١,١٤٧,٠٠٠ = ٧١٥,٠٠٠ جنيه .

على أنه إذا وضعنا الدفعات السنوية في إحدى كفتي الميزان والمعاشات والمكافآت المستحقة مستقبلاً في الكفة الأخرى فإن كفتي الميزان تتعادلان لما الميزة للحكومة إذن من إنشاء صندوق المعاشات ؟ لا ريب في أنه ينبغي أن يكون من آثار النظام المقترح وضع حد لتبعات الحكومة في هذا الصدد فبدلاً من أن تظل الحكومة مشغولة عن معاشات ومكافآت متزايدة من سنة إلى أخرى إلى أجل غير مسمى تواجه بحسب النظام الجديد دفعات متساوية وموقوتة بميعاد محدد .

ولما كان تعديل نظام المعاشات يقتضي صدور قانون لذلك يجب أن يتضمن التشريع الجديد أحكاماً خاصة بتنظيم الصندوق وتحديد مبلغ الدفعة السنوية التي يجب أن تدفعها الحكومة للصندوق .

وثمة حل آخر لوفاء الحكومة دين المعاشات ، يمكن أن يتخذ شكل سندات قابلة للتداول (Titres négociables) تعطيتها للصندوق فيسوغ له بيعها واقتناء أوراق مالية أخرى قد تكون أكثر ربحاً ، على ألا تقل عنها مرتبة من حيث ضمان إيراداتها وثبات سعرها وسهولة تداولها .

ويمكن أن تكون السندات محدودة الأجل (Titres consolidés) فإذا كانت مدة الاستهلاك ٥٠ سنة تكون الدفعة السنوية ١,٨٦٢,٠٠٠ جنيه ، وإذا كانت ١٠٠ سنة تكون الدفعة السنوية ١,٦٣٢,٤٠٠ جنيه كما يتضح من الجدول المبين آنفاً .

كما يمكن أن تكون السندات غير محدودة الأجل (Titres perpétuels) ففي هذه الحالة لا تدفع الحكومة سنوياً سوى فوائد الدين ١,٦٠٠,٠٠٠ جنيه .

الفصل الثاني — المستخدمون المحرومون من مزايا التمتع بنظام المعاشات دون مسوغ

(١) المستخدمون الخارجون عن هيئة العمال والخدمة السائرة

لم تبسط قوانين المعاشات السائرة في مصر رعايتها إلا على نفر قليل من موظفي الحكومة ومستندمها وهم المقيدون بصفة دائمة ويبلغ عددهم حسب آخر إحصاء ٣٢,٠٠٠

أما المستخدمون المؤقتون ويبلغ عددهم ٧٠٠٠ والخدمة السائرة ويبلغ عددهم ١٦٣,٠٠٠ فقد حرروا من الانتفاع بنظام المعاشات مع أنهم أولى بالرعاية وأحق بالمعطف من الموظفين ذوي المرتبات الكبيرة . وليس ثمة ما يبرر استبعادهم من قانون المعاشات إلا إذا جاز قبول الاعتراضين الآتيين :

(أولا) أن مرتباتهم من الضالة بحيث لا تحتل الاستقطاع .

(ثانيا) احتمال أن يكون معدل وفياتهم أكثر من معدل وفيات الموظفين الدائمين بالنظر إلى أنهم أكثر تعرضا لحوادث العمل فضلا عن الانخفاض المادي لمستوى معيشتهم لضالة مرتباتهم مما قد ينعني عليه زيادة الفسط الذي ينبغي استقطاعه من مرتب الموظف الدائم .

وكلا الاعتراضين مردود عليه . ففيا يخص الأول ، فإن كل امرئ مهما كان مرتبه ضللا يستطيع الحياة مع تنظيم أحواله المعيشية في حدود ما يتقاضاه من المرتب ، فإذا ما استقطع جزء من مرتبه للعاش فإنه يجد نفسه أمام الأمر الواقع وهو ضرورة موازنة نفقاته المعيشية مع ما يتبقى له من المرتب . وأنه وإن كان يشعر ببعض الضيق في معيشته يادئ الأمر إلا أنه لا يلبث طويلا حتى يعتاده ، وتقبل نفسه الاستقطاع عن طيب خاطر ما دام يعلم أن الغرض منه توفير أسباب العيش له عند التقاعد ولأبنائه عند وفاته .

وفيما يخص الاعتراض الثاني ، فإنه فرض يفقر الى الاثبات على هدى احصاءات صادقة ، فإن يك ثمة زيادة في معدل وفاتهم ففى اعتقادنا أنها من الضالة بحيث لا يترتب عليها سوى زيادة بسيطة لا تتجاوز بضعة مليات فيما يلغى استقطاعه من مرتب الموظف الدائم مما لا يستقيم معه حجة الحرمان طائفة كبيرة من مستخدمي الحكومة من التمتع بمزايا نظام المعاشات . وما دامت فكرة المعاشات تعاونية فينبغي أن تحمل الفرد تلك التضحية الضئيلة في سبيل اسعاد المجموع حتى لا يترك المستخدمون الخارجون عن هيئة العمل قريسة للقدر وأحداث الزمان عندما تقعدهم الشيخوخة عن العمل وكما لا تتعرض أولادهم من بعدهم الى الحرمان الذي قد يدفعهم الى التسول وإزاقة ماء الوجه أو طرق سبل الكسب المرفول أو الإبرام . وكما من مخايا أغفال تيسير أسباب العيش لؤلؤاء النساء نصادقهم في محنتهم كل يوم فلا يثيروا في نفوسنا غير الرثاء والاشفاق .

ان ما يمنح للمستخدم الخارج عن الهيئة من المكافآت بحسب الفواتير السارية في مصر عند تقاعده ولأسرته بعد وفاته لا يقوم بأودهم وقوتهم . وتعادل المكافأة في حالة التقاعد نصف ماهية شهر من ماهيته الأخيرة عن كل سنة من سني الخدمة على الا تتجاوز المكافأة ماهية سنة وفي حالة الوفاة تمنح الأسرة نصف تلك المكافأة ويستثنى من ذلك مستخدمي المصالح التي لها جمعيات للتعاون والادخار حيث تتولى الجمعية صرف المكافآت لقاء تناولها اعانة سنوية من الحكومة (المادة ٣٢ من قانون سنة ١٩٠٩ والمعدلة بقانون ١٥ مايو سنة ١٩١٣) .

ونقضى الانسانية انصاف تلك الطبقة العاملة الفقيرة المسماة بالخدمة السائرة ومعاملتها أسوة بالموظفين الدائمين من حيث التثبيت وما يترتب عليه من حق التمتع بنظام المعاشات . وتعويضها عن الماضي بتزل الحكومة وجمعيات التعاون والتوفير لصندوق المعاشات عن احتياطي المكافآت الممنوحة بمقتضى القوانين واللوائح السالفة الذكر على أن يحسب الصندوق لكل مستخدم حصته في المكافأة بمثابة وزعة تضاف الى ما يستقطع من مرتبه مستقبلا لتأمين وأسمال أو معاش يدفع عن التقاعد أو الوفاة .

إن ما أسدته الحكومات المتعدية للطبقات العاملة الفقيرة كقيل بأن يحرق لم أرزاقا تقيم شر الحاجة وقد السؤال ويضيق المقام عن حصر تلك الخدمات لذلك نحيل القراء الى كتاب الخدمات الاجتماعية الذي جمعه مكتب العمل الدولي بعصبة الأمم (*). ونكتفي هنا بالاشارة على سبيل التمثيل الى قوانين التأمين من الوفاة والتقاعد لصغار المستخدمين والعمال بالمصالح والورش الأميرية بفرنسا.

(ب) معاشات صغار المستخدمين والعمال بالمصالح والورش الأميرية بفرنسا

يتمتع صغار المستخدمين والعمال بالمصالح والمصانع والورش الأميرية بفرنسا كسائر موظفي الحكومة بنظام المعاشات بموجب القانون الصادر في ١٤ أبريل سنة ١٩٢٤ المعدل بالقانون الصادر في ٣١ مارس سنة ١٩٣٢ ويتولى المعاشات صندوق مستقل للمعاشات. ويدير هذا الصندوق مجلس إدارة مكون من ٢٤ عضوا منهم ثمانية يمثلون الموظفين وأصحاب المعاشات. ويسوى معاش التقاعد على أساس متوسط ماهية الثلاث السنوات الأخيرة بالنسبة للمستخدمين ومتوسط ماهية الثلاث السنوات الأكثر نشاطا بالنسبة للعمال. وتكون التسوية باعتبار نصف المتوسط حدا أدنى للمعاش. فإذا لم يتجاوز متوسط الماهية ١٤٠٠٠ فرنك في السنة للمستخدم و ١٣٠٠٠ فرنك للعامل ترفع نسبة المعاش الى $\frac{2}{3}$ المتوسط على ألا يتعدى ٧٠٠٠ فرنك في السنة للمستخدم و ٦٠٠٠ فرنك في السنة للعامل. وإذا زادت مدة الخدمة عن ثلاثين سنة فيضاف الى المعاش $\frac{1}{6}$ من المتوسط عن كل سنة تزيد على الثلاثين سنة الأولى.

يتضح مما تقدم مراعاة الشارع للمستخدمين والعمال ذوي المرتبات الصغيرة برفع معدل تسوية المعاش من $\frac{1}{2}$ الى $\frac{3}{5}$ متوسط الماهية إذا لم يتجاوز هذا المتوسط ١٤٠٠٠ فرنك للمستخدم و ١٣٠٠٠ فرنك للعامل.

(*) Les Services Sociaux, en 1933, Bureau International du Travail, Genève, 1930.

ومما يسترعى النظر كذلك في التشريع الفرنسي مراعاة عائلي الأمر بحسب ما يعولون من الأولاد الذين لا يتجاوز سنهم ١٦ سنة إذ يقضى هذا التشريع بأن يضاف إلى المعاش العتسب وفقا للقواعد السالفة الذكر ١٠٪ منه عن كل ولد من الأولاد الثلاثة الأولين سواء أكانوا ذكورا أم إناثا و ٥٪ عن كل من الأولاد التاليين على ألا يتجاوز المعاش ٣/٤ المتوسط ولا ٤٥٠٠٠ فرنك في السنة للمستخدم و ١٢٠٠٠ فرنك في السنة للعامل .

ومما يجدر ذكره أيضا من أحكام التشريع الفرنسي حق استرداد المستخدم المستقطع من ماهيته مضافا إليه فوائده وذلك عند استغائه قبل استيفاء المدة القانونية للحصول على المعاش (٢٥ سنة خدمة) على أن يحول المبلغ المستحق إلى الصندوق الوطني للتأمينات لتكوين رأس مال يصرف لصاحب الشأن بعد مضي ٥ سنوات من انفصاله من الخدمة .

أما عند الوفاة فيجوز للأرملة معاشا معادلا لنصف معاش التقاعد ، يضاف إلى ذلك ١٠٪ من معاش التقاعد عن كل من الأولاد القصر (أقل من ٢١ سنة) على ألا يتجاوز المعاش المستحق لأسرة المتوفى معاش التقاعد . وعند وفاة الأرملة ينتقل حقها في المعاش إلى الأولاد القصر .

والمفروض أن يستمد صندوق المعاشات معينه من المستقطع من ماهيات المستخدمين والعمال بواقع ٦٪ فإذا كان ثمة عجز في ميزانيته سددته الحكومة . وهذا هو وجه النقص وموطن الضعف في نظام المعاشات الفرنسي إذ كلما زادت الاعتمادات المخصصة لسد العجز في ميزانية المعاشات كان ذلك مثارا لاعتراض البرلمان واتخاذ تدابير لتخفيض تلك الاعتمادات فتترتب على ذلك حالة من ارتباط نظام المعاشات وعدم استقراره قد تؤدي إلى انهياره .

وبهذه المناسبة نكرر أنه لكي ما يقام نظام للمعاشات وطيد الدائم ثابت الأركان يجب أن يستمد ذلك النظام معينه من مستقطع الماهيات وقوائده امتثاره بغير ما تضجيه من جانب الحكومة . فلا يسوغ تقدير معدل المستقطع من الماهيات جزافا وعلى غير أساس وإنما يجب تقديره من واقع معادلة حسابية بين قيمة التجهيزات المتبادلة بين الصندوق والمستخدمين .

(ج) حرمان الموظف من معاشه أو مكافأته عند استعفائه من الخدمة

يستحق الموظف معاش التقاعد بعد مضي ٢٥ سنة في الخدمة أو عند بلوغه سن الخمسين من عمره مع قضائه ١٥ سنة في الخدمة (المادة ١٣ من قانون المعاشات) فإذا استعفى الموظف قبل أن يكون مستوفيا لتلك الشروط سقط حقه في المعاش أو المكافأة (المادة ٥٨) .

أما إذا فصل الموظف من خدمة الحكومة بأمر ملكي أو بقرار من مجلس الوزراء أو بسبب إلغاء الوظيفة أو الوفرة أو لعدم اللياقة للخدمة طيبا يكون له الحق في المكافأة أو المعاش بمقتضى الفوائد المنصوص عليها في المادة ٢٠ وهي تتلخص فيما يأتي :

(١) إذا كانت مدة خدمته أقل من ١٥ سنة يعطى مكافأة تعادل ماهية شهر من ماهيته الأخيرة عن كل سنة من الخمس السنوات الأولى وباعتبار ماهية شهرين عن كل سنة من الخمس السنوات التالية وباعتبار ماهية ٣ شهور عن كل سنة بعد العاشرة .

(٢) إذا كانت مدة خدمته ١٥ سنة أو أكثر يعطى معاشا يعادل جزءا من خمسين جزءا من ماهيته الأخيرة أو من متوسط الماهية حسب الدال عن كل سنة من سني الخدمة .

وإذا كان هناك فيما مضى ما يسوغ شرط سقوط حق الموظف في المعاش أو المكافأة عند استعفائه بنية احتفاظ الحكومة بموظفيها الذين تدربوا على عمل أو "روتين" معين لم يبق ما يبرر بقاء هذا الشرط في الوقت الحاضر الذي كثر فيه المتعلمون المتعطلون وبينهم عدد لا يستهان به من حملة المؤهلات العالية الذين هم بحكم تكوينهم الثقافي يستطيعون الاضطلاع بمسؤوليات الأعمال الحكومية على اختلاف أنواعها وتادية رسالتهم على وجه يبعث على الارتياح . بناء عليه تفضى العدالة بإلغاء هذا الشرط من قانون المعاشات أسوة بما هو متبع في شركات التأمين التي تخول للمستأمنين الحق عند فسخ البوليصة بحسب قيمته الاسترداد (Valeur de rachat—Surrender value) بعد سداد

أفراط الثلاث السنوات الأولى وهي تعادل الاحتياطي الحسابي للبولصة مع خصم تعويض بسيط نظير فسخ التعاقد قبل سبيل القياس نرى أن يكون للموظف الحق في المكافأة أو المعاش عند استعفائه حتى إذا ما وفق في الحصول على عمل خارج الحكومة لا يتردد في الاقدام عليه اعتقادا على أنه في أسوأ الحالات يظل له معاشه أو غلة مكافأته .

الفصل الثالث - تعديل بعض قواعد النظام الحالي

(١) تعديل سن الدخول في خدمة الحكومة

تحتسب مدة الخدمة في تسوية المعاش أو المكافأة ابتداء من ١٨ سنة (المادة ٨ من قانون المعاشات) ولعلنا يكون من الصالح العام جعل الحد الأدنى لسن الدخول في خدمة الحكومة عشرين سنة بالنظر إلى اتجاه خطة الدوائر الحكومية في السنوات الأخيرة فيما يخص تعيين الموظفين الجدد إلى تفضيل حملة المؤهلات العالية وكلهم تزيد سنهم على العشرين . أما طلاب الوظائف الذين تقل سنهم عن هذه السن فأكثرتهم من حملة المؤهلات المتوسطة فوضع حد أدنى لسن الدخول يصرف أنظارهم عن الناس الوظائف الحكومية ويوجههم إلى الأعمال الحرة والشركات والبنوك وبذلك تخف طلبات الاستخدام على مصالح الحكومة .

(ب) خفض سن الإحالة إلى المعاش

نصت المادة ١٤ من قانون المعاشات على أنه متى بلغت سن الموظف ٦٠ سنة وجبت إحالته إلى المعاش ما لم يصدر قرار خاص من مجلس الوزراء بإبقائه في الخدمة لمدة معينة وأنه لا يجوز إبقاء أى موظف في الخدمة بعد سن السبعين .

ونرى أن تخفيض سن الإحالة إلى المعاش إلى ٥٥ سنة مع عدم جواز إبقاء أى موظف بعد هذه السن بأي حال من الأحوال . وعلى هذا الأساس

تكون أقصى مدة تحسب في المعاش ٣٥ سنة (من من العشرين الى من الخامسة والخمسين) .

ولاشك أن من المصلحة العامة عدم حرمان الموظف من حقه في المعاش أو المكافأة عند استعفائه وتخفيض من الاحالة الى المعاش لعوامل كثيرة تثبت أهمها فيما يلي :

(أولاً) ان خروج الموظف من تلقاء نفسه باستقالته أو إلزامه بترك خدمة الحكومة في سن الخامسة والخمسين على أن يحول له الحق في استبدال جزء من معاشه لتكوين رأسمال له يكون أكبر حافز له على مباشرة إحدى المهن الحرة متى آتت في نفسه الكفاية أو محاولة التجارة أو الصناعة أو المساهمة في تأسيس شركة تجارية أو صناعية أو العمل في إحدى الشركات القائمة التي ترغب الاستفاح بخبرته ، فيزل الى الميدان الاقتصادي عنصر جديد من طراز خاص ، يبعث فيه روحاً جديدة ، متوثبة للجهاد ، متجددة الآمال ، مستبشرة بمستقبلها ، جادة في أن يكون خيراً من ماضيها فيكون هذا الفريق عاملاً على انماء ثروة البلاد ومرافقتها بما يعود عليه بالكسب وعمل البلاد بالخير والرخاء .

(ثانياً) والعامل الثاني نتيجة طبيعية للعامل الأول وهو توسيع مجال الترقية للموظفين ، فلا ريب أن ترك الفريق السالف ذكره من الموظفين خدمة الحكومة يفسح مجال الترقية للموظفين الذين يلونهم في الدرجات ، فتحل الطمأنينة محل اليأس والابتكار محل " الروتين " والنشاط محل الخمول ، وسرعة الانجاز محل الإهمال ، إذ أن الوضع المقترح يقوى في نفوس الموظفين من الأمل فيما يطمحون اليه من ترقية ما يشجعهم على حسن الاصطلاح بواجبات وظائفهم في مثل العدالة والنظام ، ويستحثهم على زيادة فشاطهم ، ومضاعفة إنتاجهم ، والاجادة في أعمالهم ، وبذلك تبلغ الأداة الحكومية ومرافقتها ما تنبغي لها البلاد من الكمال وإنجاز الأعمال ، وبساطة الاجراءات الشككية ، وخفض التفتقات ، وغير ذلك من أسباب التقدم والنجاح .

(ثالثاً) والعامل الثالث نتيجة طبيعية للعامل الثاني . وهو تهئية سبل العيش والرزق للشبان المتعلمين المتعطلين . إذ يترتب على توسيع مجال ترقية الموظفين

خلو الدرجات الصغيرة فينسني إشغال الدرجات الشاغرة بهؤلاء الشبان، وبذلك تضيف الحكومة الى برنامجها في مكافحة البطالة بين الشبان مكمة جديدة وعملا جليلا يسجل لها بالفخار .

وقد يعترض على هذا الرأي بأن كثرة احالة الموظفين الى المعاش يضم عنها تضخم عبء المعاشات . فانه يرد عليه بأن مسألة المعاشات تتركز على معادلة حساية بين التعهدات المتبادلة بين صندوق المعاشات والموظفين ، فكل ما نقتضيه من أوضاع متوخين في ذلك المصلحة العامة يمكن ترجمته في المعادلة التي يستنبط منها معدل المستقطع للمعاش . هذا ولو أن تطبيق ذلك المبدأ سيقرب عليه زيادة معدل المستقطع زيادة بسيطة الا أن المزايا المرجوة تسوغها .

(ج) معدل المستقطع التصاعدي

— إقامة وزن متوسط المرتب الذي على أساسه يجري المعاش —

طبقا لأحكام المعاشات لسنة ١٩٣٩ يستقطع $\frac{7}{100}$ من المرتب في جميع مدة الخدمة (المادة ٢) ويسوى المعاش بصفة عامة باعتبار متوسط مرتب السنتين الأخيرتين من الخدمة إلا في الأحوال الآتية :

(١) الإحالة الى المعاش في سن السنتين فيسوى المعاش باعتبار متوسط المرتب في السنة الأخيرة .

(٢) التقاعد بسبب إلغاء الوظيفة أو الوفر أو العاهة أو المرض فيسوى المعاش على أساس المرتب الأخير وكذلك الحال في المعاشات الخاصة .

(٣) الوفاة فيسوى المعاش على أساس المرتب الأخير الذي كان يستولى عليه الموظف يوم وفاته (المادة ١٥) .

وتكون تسوية المعاش باعتبار جزء واحد من خمسين جزءا من المتوسط أو من المرتب الأخير حسبما يكون الحال عن كل سنة من سني الخدمة على ألا يتجاوز المعاش ثلاثة أرباع المتوسط أو ثلاثة أرباع المرتب الأخير (المادة ١٧) .

ونرى أن قاعدة الاستقطاع بمعدل ثابت مهما ارتفع المرتب وتسوية المعاش على أساس المرتب الأخير أو متوسط مرتب السنتين الأخيرتين للعمل في طبقتهما

غنيا على فريق من الموظفين لصالح فريق آخر . يقع العن على الموظفين الذين أغفلت عين القدر عن شملهم برعايتها فلم يحفظوا إلا بعلاوات طفيفة متباعدة حتى ظلت مرتباتهم في مستوى منخفض عند تقاعدهم أو انهم . بينما أصحاب الحظ الوافر من الموظفين الذين تترى عليهم في سلك خدمتهم الترقيات والعلاوات الاستثنائية لهم كذلك الفهم في معاشاتهم التي تسوى على أساس مرتبات مرتفعة . فما تحسره الحكومة من معاشات كبار الموظفين يستعاض عنه بما تمنحه من معاشات صغارهم فتكون النتيجة الحاق الظلم بصغار الموظفين في مرتباتهم وفي معاشاتهم .

وتحقيقا للعدالة بين الفريقين ترى إلغاء القاعدة السالفة الذكر وإحلال إحدى القاعدتين الآتيتين :

(١) جعل معدل المستقطع تصاعديا .

(ب) إقامة وزن للرتب التي على أساسه يجري المعاش .

وتقوم القاعدة الأولى على أساس زيادة معدل المستقطع باختلاف فئات المرتبات وفقا لمتوالية حسابية فإذا ما تعين بحسب المعادلات الرياضية أن يكون معدل المستقطع مثلا ٧ في المائة إذا كان المرتب لغاية ١٠ جنيهات شهريا وجب رفع المعدل إلى ٧,٥ في المائة إذا كان المرتب أكثر من ١٠ إلى ٣٠ جنيهات إلى ٨ في المائة إذا كان المرتب أكثر من ٣٠ إلى ٤٠ جنيهات إلى ٨,٥ في المائة إذا كان المرتب أكثر من ٤٠ إلى ٥٠ جنيهات وهكذا .

وتقضى القاعدة الثانية بأن تجري المعاشات على أساس نفس المرتبات التي جرى عليها حكم الاستقطاع وذلك على النحو الآتي :

(١) يقام لكل مرتب جرى عليه حكم الاستقطاع وزن (Weight) معادل للدة التي تقاضى الموظف خلالها ذلك المرتب .

(٢) يسوى المعاش باعتبار جزء من خمسة وثلاثين جزءا من متوسط المرتبات عن كل سنة من سنى الخدمة على فرض أن الرقم ٣٥ حد أعلى لمدة الخدمة التي تحتسب في المعاش .

وتطبيقاً لهذه القاعدة يضرب كل مرتب جرى عليه حكم الاستقطاع في عدد السنوات التي تقاضى الموظف خلالها ذلك المرتب ثم تقسم جملة المفردات على ٣٥ فيكون الخارج المعاش المستحق .

فضلاً عن تحقيق العدالة يتيسر كذلك بهذه القاعدة القضاء على ما جرت عليه عادة من محاباة بعض الموظفين قبل إحالتهم إلى المعاش بسنة مباشرة بمنحهم ترفيات وعلاوات استثنائية بقية تحسين معاشهم على نفقة المجموع .

(د) الحد الأقصى للرتب الذي يدخل في حساب المستقطع والمعاش

لما كانت قاعدة الاستقطاع من المرتبات بمعدل ثابت وأجراء المعاش على أساس المرتب الأخير أو متوسط مرتب السنتين الأخيرتين — نقول — لما كانت تلك القاعدة مجحفة بالموظفين ذوي المرتبات الصغيرة لصالح الموظفين ذوي المرتبات الكبيرة فقد أجمعت جميع الشرائع في البلاد الأخرى على وضع حد أقصى للرتب الذي يدخل في حساب المستقطع وحساب المعاش ونرى أن يكون هذا الحد الأقصى في ثمانية ٧٥ جنيناً شهرياً . فإذا زاد مرتب الموظف على ذلك فلا تدخل الزيادة في حساب المستقطع والمعاش . وإنما هذا لا يمنعه من عقد تأمين لدى الصندوق وهو التأمين الذي سنتكلم عنه بالفصل الخامس .

(هـ) المعاش المستحق لأسرة المتوفى

ساد في أوساط الموظفين اعتراض على نظام المعاشات تغذيته حملات وكلاء وسماسرة شركات التأمين لغواه أن الحكومة تترتب ريع المعاش أو المكافأة أو أكثر عند وفاة الموظف .

والمرء معذور في حكمه على ظواهر الأمور إذا خفيت عنه حقيقة ما إذا عرفنا الأساس الذي بني عليه نظام المعاشات أدركنا أن هذا الاعتراض في غير محله . ولحلل الحقيقتة نذكر أن أساس المعاشات معادلة حسابية بين التعهدات المتبادلة للحكومة والموظفين فكل حكم من أحكام القانون له أثره في تكييف معدل المستقطع . فإذا ما أريد رفع المعاش المستحق لأسرة الموظف من ناحية وجب رفع معدل المستقطع من ناحية أخرى وهذه الزيادة لا تقبلها أكثرية

الموظفين لاستفتاء ما يريها . ونرى أن أحكام القانون في هذا الصدد معقولة فلا ضرورة لتعديلها لأن أسرة المتوفى لا تحتاج إلى نفس النفقات كما لو كان عائلها حيا وهي تنقص على الأقل بمقدار نفقاته الشخصية والنفقات الأخرى التي كان يستلزمها وجوده على قيد الحياة كعميد أسرة فعلى ضوء هذا الاعتبار وضعت أحكام قانون المعاشات التي تنص بأن يكون لأسرة المتوفى الحق في $\frac{2}{3}$ المعاش أو المكافأة على الأقل .

وتتلخص أحكام القانون فيما يلي :

(١) إذا ترك صاحب المعاش أرملة وولدا أو اثنين استحقوا $\frac{5}{8}$ المعاش بواقع $\frac{3}{8}$ للأرملة و $\frac{2}{8}$ للولد أو الولدين وإذا كان الأولاد ثلاثة أو أكثر استحقوا $\frac{2}{8}$ تقسم حصصا متساوية فتكون الحصة للأرملة والأولاد $\frac{2}{8}$ المعاش .

(٢) إذا لم يترك أرملة وترك ولدا واحدا استحق $\frac{3}{8}$ المعاش وأن ترك ولدين استحقا بالتساوي $\frac{5}{8}$ المعاش وإذا ترك ثلاثة فأكثر استحقوا بالتساوي $\frac{3}{8}$ المعاش .

(٣) إذا لم يترك صاحب المعاش أرملة ولا ولدا وترك والدا أو والدة أو كليهما معا يعطى الوالد أو الوالدة أو كلاهما $\frac{1}{4}$ المعاش .

(٤) إذا لم يترك أحدا من السالف ذكرهم وترك أخوة كان يعولهم في حياته رتب لهم بالتساوي $\frac{1}{4}$ المعاش .

الفصل الرابع - بحث العناصر التي استخدمت في استنباط المستقطع

يستخرج معدل المستقطع من معادلة حسابية تطبيقا لمبدأ التوازن بين التبعثات المتبادلة بين الموظفين والصندوق وتشتمل تلك المعادلة على العناصر الأساسية الآتية :

(١) معدلات أو احتمالات الوفاة والتقاعد وترك أرملة وأولاد وفي حالة عدم وجودهم احتمالات ترك والد والوالدة أو أحدهما وعلى فرض عدم وجود من سلف ذكرهم احتمالات ترك أخوة يعولهم الموظف في حياته .

(ب) معدل قائمة الاستئجار .

(ج) معدل نفق المرتبات .

(د) متوسط المصاريف الإدارية .

ولما كان عماد صندوق المعاشات كسائر مؤسسات التأمين موارد الطبيعة وهي الأقساط أو المستقطع من المرتبات لذا ينبغي تونسي الدقة في تحديد معدل المستقطع من المرتبات على ضوء إحصاءات صادقة لكافة عناصر المعادلة التي يستلزم منها بحيث لا يتعرض الصندوق للانفلاس مع مراعاة ألا يكون هناك غبن على الموظف ، ومن ثم يتجه بحثنا إلى دراسة عناصر المعادلة التي استعملت في معدل المستقطع المعمول به الآن بمقتضى قانون سنة ١٩٢٩ للتحقق من صحتها ومبلغ مطابقتها للواقع

(١) معدل الوفاة ومعدل التقاعد

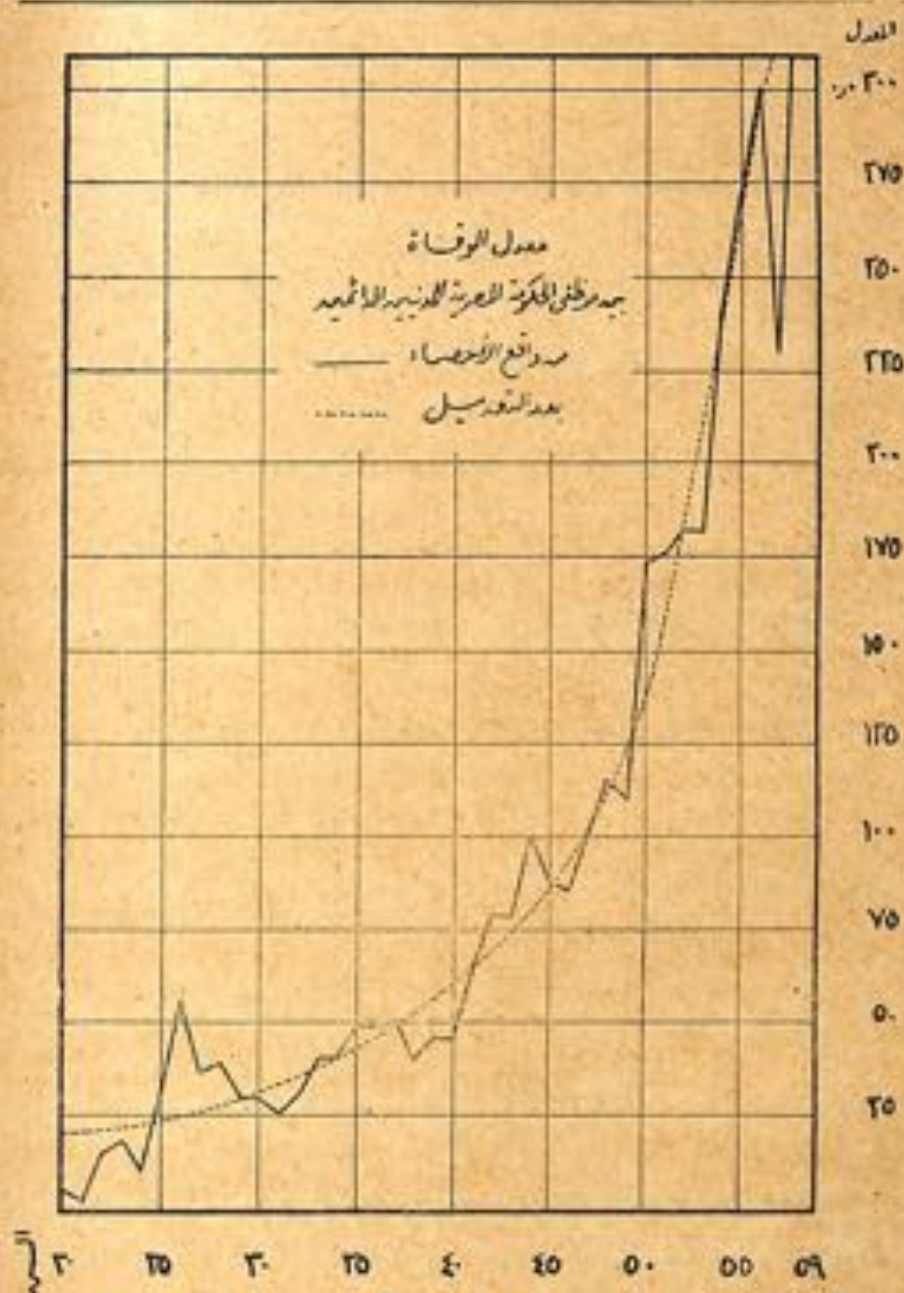
من المسلم به أن الوفاة حادث لا يمكن التكهّن ببعاد حدوثه ولكن تجلت ظاهرة في حياة كل طائفة من البشرية تجمعهم أحوال معيشية واحدة أهمها المناخ والجنس والعصر والمهنة والشرائط الصحية ، وتلك الظاهرة هي تكرار معدل الوفاة في كل فئة من فئات السن ، وتحقيق تلك الظاهرة وتزديدا يقينا بأنها ناموس من نواميس الطبيعة كلما كان المدد الذي تنصب عليه المشاهدة كبيرا ولذلك أطلق عليه الرياضيون قانون الأعداد العظمى (Loi des grands nombres) وقد اعتبر معدل الوفاة في فترة معينة قياسا لمعدلها في فترات غيرها في المستقبل استنادا إلى ظاهرة أن ما حدث في الماضي لا بد أن يتكرر في المستقبل مادامت الظروف المعيشية متماثلة .

وعند ما شرع في إعادة تنظيم المعاشات سنة ١٩٢٩ أعدت وزارة المالية إحصاءات بالموظفين وأصحاب المعاشات من الموظفين السابقين وورثتهم في المدة من سنة ١٩١٤ إلى سنة ١٩٢٧ تناولت عددهم ومقدار المعاش الذي رتب والسن عند تربيته ومتوسط بقاء كل فئة منهم على قيد الحياة والحالات التي

الجدول رقم ٣

معدل الوفاة ومعدل التقاعد بين موظفي الحكومة المصرية
الدائمين المالكين في كل مائة ألف

معدل التقاعد		معدل الوفاة		السن	معدل التقاعد		معدل الوفاة	
من واقع الاحصاء	بعد التعديل	من واقع الاحصاء	بعد التعديل		من واقع الاحصاء	بعد التعديل	من واقع الاحصاء	بعد التعديل
١١٤٧	١١٦٣	٦٠٤	٤٥٠	٤٠	٦٥٧٥	—	١٩٩	١٠٣١
١١٦٩	١٢٤٠	٦٤٧	٦٣٩	٤١	٥٢٥٩	٧٢٢٩	٢٠٢	٩٩١
١٢٦٧	١٥٠٥	٦٩٥	٧٧٨	٤٢	٤١٩٤	٣٨٤٦	٢٠٧	٥٦
١٣٥٠	١١٧٣	٧٤٨	٧٩٣	٤٣	٣٣٤٦	٢٨٥٠	٢١٠	٢٦
١٤٥٢	١٧٩٩	٨٠٨	١٠١١	٤٤	٢٦٩٥	٣٣٠٨	٢١٨	١٥٢
١٥٧٤	١٦٦٧	٨٧٧	٨٧٥	٤٥	٢٢١٦	١٨٩٩	٢٢٧	١٧٣
١٧١٩	١٦٨٤	٩٤٨	٨٥٠	٤٦	١٨٧١	٢٣٥٩	٢٣٧	١٠٦
١٨٩١	١٧٧٧	١٠٢٥	٩٩٠	٤٧	١٦٢٨	١٢٦٩	٢٤٧	٢٩٥
٢٠٩٥	٢٠٧٩	١٢٢٢	١١٦٨	٤٨	١٤٥٦	١٦٧٩	٢٥٨	٥٦٠
٢٣٣٥	٢٣٧٥	١١٢٣	١١٠٩	٤٩	١٣٣٧	١٣٠٣	٢٧٠	٢٦٧
٢٦١٤	٢٩٨٣	١٣٧٥	١٧٣٥	٥٠	١٢٤٧	١٣١٠	٢٨٣	٢٨٩
٢٩٣٥	٣١٥٣	١٥٦٩	١٧٦٩	٥١	١١٧٧	١١٨٣	٢٩٠	٢٩٢
٣٢٠١	٢٩٩٩	١٨٢٧	١٨٢٣	٥٢	١١٢٤	١١٠٣	٣١٧	٢٨٨
٣٧١٥	٣٣٨٥	٢١١٠	١٨١٢	٥٣	١٠٨٥	١٠٢٥	٣٣٦	٢٥٢
٤١٨٠	٤٥٩٠	٢٣٩٣	٢٤١٢	٥٤	١٠٥٩	٧٠١	٣٥٧	٣٠٢
٤٦٩٩	٥٣٧٨	٢٧٠٢	٢٧١٧	٥٥	١٠٤٢	١٠٥٨	٣٨١	٣٩١
٥٢٧٥	٥٨١١	٢٩٦٤	٢٩٧٢	٥٦	١٠٣٤	١٠٦٨	٤٠٧	٤١٨
٥٩١١	٤٨٩٠	٣١٢٨	٢٢٩٦	٥٧	١٠٢٣	١١١٢	٤٣٥	٤٨٤
٦٦١٠	٨٤٤٤	٣٢٧٦	٣٤٨٨	٥٨	١٠٤٠	١٠٤٩	٤٥٤	٤٨٢
٧٣٧٥	٤١٨٩٦	٣٣٧٦	٣٣٤٠	٥٩	١٠٥٤	١١٧٥	٤٩٦	٥١١
	٦٢٩٠٢			٦٠	١٠٧٧	٨٢٧	٥٢٩	٢٩٩
					١١٠٧	٨٩٤	٥٦٤	٤٥٩



قطع فيها بسبب الوفاة و بلوغ السن للبتين والزواج للارامل والبنات الى غير ذلك .

ولكن عندما ملخص جناب المستر كريج الحبير بوزارة المالية تلك الإحصاءات لم يجد منها ما يعول عليه سوى البيانات الخاصة بالمدة من سنة ١٩٢٠ - ١٩٣١ الى سنة ١٩٣٧ - ١٩٣٨ أى عن ثمان سنوات وقد تناولت ١٦,٠٠٠ من الموظفين المملكين الداخليين و الهيئة وعلى أساسها أعد جدولاً بمعدل الوفاة وآخر بمعدل التقاعد لكل فئة من فئات السن (انظر الجدول رقم ٣) ومعدلات أخرى بالبيانات السابقة الذكر .

وإذا بسطنا بمعدل الوفاة ومعدل التقاعد في شكل رسوم بيانية (انظر الرسمين رقمي ١ و ٢) ألفيناها كثيرة التعاريج مما يستدل منها على أن العدد الذي انصبت عليه المشاهدة ضئيل وأن المدة قصيرة . أما إذا كان العدد عظيمًا والمدة طويلة ألفينا المعدل الذي يبرزه الاحصاء يتخذ شكل منحني أكثر انسجاماً وفقاً لقانون الأعداد المعطى فيتسنى حينئذ الاعتماد عليه في استنباط معدل المستقطع الصحيح .

(Taux de retenue rationnel)

أما وقد تغيرت الأحوال وأصبح في الاستطاعة أن يتناول الاحصاء وفيات وتقاعد الموظفين وغيرها من البيانات خلال ٢٢ سنة (من سنة ١٩٢٠ الى سنة ١٩٤١) وأن يكون شاملاً لجميع الموظفين والمستخدمين سواء أكانوا داخلين الهيئة (٣٢,٠٠٠) أو خارجين عنها (١٧٠,٠٠٠) فيلغى لإعداد معدلات جديدة على ضوء تلك الإحصاءات كما تكون أكثر تمثيلاً للواقع .

وفي اعتقادنا أنه إذا أجرى إحصاء جديد فيستفر عن زيادة معدل الوفاة ومعدل التقاعد حتى ين الموظفين الدائمين مما كانا عليه في الماضي ذلك لأن المدة من سنة ١٩٢٠ الى سنة ١٩٣٧ كانت فترة رخاء غير عادية منح الموظفين خلالها علاوات دورية بخلاف المدة التي تلتها من سنة ١٩٣٨ الى سنة ١٩٤١ والتي اكتنفها وقف العلاوات مع زيادة المسؤوليات العائلية مما يبعث في نفس الموظف القلق وكثرة التفكير في المستقبل ولذلك العوامل أثرها في تبكير الوفاة وطلب الاحالة الى المعاش عسى أن يوفق الموظف في عمل آخر .

(ب) معدل فائدة الاستثمار

في سنة ١٩٢٩ اقترح الشارع توظيف المستقطع من مرتبات الموظفين بفائدة خمسة في المائة على فرض أن المعاشات مضمونة باحتياطي الدولة وكان جزء كبير منه موطقا في سندات الدين الموحد ، ولما كان متوسط سعر السند في البورصة وقتئذ ٨٠ جنيها فيكون معدل توظيف الأموال في تلك السندات خمسة في المائة . ودلتنا أحوال السوق المالية خلال العشر السنوات الأخيرة أنه من المتعذر وجود أوراق مالية من الدرجة الأولى من حيث ضمان غلتها وثبات أسعارها وسهولة تداولها تربو غلتها على أربعة في المائة . وليس أدل على ذلك من هبوط معدل فائدة توظيف الأموال في سندات الدين الموحد إلى ٣,٦٢٣ في المائة عند ما ارتفع سعره إلى ١١٠ جنيها في سنة ١٩٣٠ وما بعدها ثم ثبت معدل فائدته على ٤ في المائة في سنة ١٩٣٨ ، ومن هذا يتبين أن تقدير فائدة الاستثمار بمعدل ٥ في المائة كان مغالى فيه كثيرا .

ونذكر على سبيل التمثيل أن معدل فائدة الاستثمار الذي استخدم في استنباط أقساط التأمين على الحياة هو $\frac{1}{4}$ في المائة في الشركات الفرنسية و $\frac{1}{3}$ في المائة في الشركات الانجليزية . ولعله يكون من الحكمة وبعد النظر جعل معدل فائدة الاستثمار الذي يستخدم في المعادلة التي يستنبط منها المستقطع ٤ في المائة وسيفر تطبيقه عن رفع معدل المستقطع بنسبة الفرق بين المعدلين ٥ في المائة و ٤ في المائة وانما لهذا الرفع ما يبرره وهو المحافظة على كيان الصندوق من خطر الإفلاس لمصلحة الجماعة .

أما إذا انخفض متوسط سعر السند عن مائة جنيه في إحدى السنوات انخفاضاً يقابله رفع معدل فائدة الاستثمار عن ٤ في المائة ترحل الأرباح الناتجة من فرق المعدلين إلى حساب فائض قيمة توظيف الأموال لاستخدامها في تغطية الخسارة عند ما ينخفض معدل فائدة الاستثمار دون ٤ في المائة في السنوات الأخرى وبذلك نضمن لمعدل المستقطع الثبات حتى لا يكون عرضة للرفع أو انخفاض مستقبلا .

(ج) معدل نمو المرتبات

أثبت جناب المستر كريج في بحثه لمشروع قانون المعاشات لسنة ١٩٢٩ أن متوسط مرتبات الموظفين في السنة الأولى من دخولهم الخدمة ١٤٣ جنيتها في السنة وأن هذا المتوسط ينمو من سنة إلى أخرى من سنى الخدمة طبقاً لتواليه حسابية بمعدل ٥ في المائة .

وقد كانت المدة التي انصرف إليها البحث (١٩٢٠ - ١٩٢٧) فترة رخاء غير عادية ولا غرو فقد كانت حافلة بالعلاوات الدورية لكل سنتين وكانت الحاصلون على مؤهلات عالية يمنحون عادة في السنة الأولى من دخولهم مرتباً قدره ١٨٠ جنيتها في السنة . أما المدة التي تلتها (١٩٢٨ - ١٩٤١) فقد اكتنفها وقف العلاوات فلم يتناول السواد الأعظم من الموظفين خلالها سوى علاوة أو اثنتين وبلغ الضيق في الاعتمادات المفصلة للوظائف الجديدة حداً جعل الكثيرين من حملة المؤهلات العالية يقلون - حيال الحاجة الملحة - وظائف باليومية أو بمرتبات ثابتة يختلف من ٧٢ إلى ١٢٠ جنيتها سنوياً .

أما وقد تغيرت معالم البيانات التي أثبتتها جناب المستر كريج فيلبي إعادة حساب متوسط المرتبات ومعدل نموها على مدى احصاءات أكثر تشيلاً للواقع .

(د) متوسط المصاريف الادارية

بما أن صندوق المعاشات مؤسسة الغرض منها خدمة الموظفين وأسرههم فيلبي تحميل المستقطع من المرتبات المصاريف الادارية للصندوق من مرتبات ومطبوعات وغيرها . وليس هناك ما يسوغ فتح اعتماد لها من مالية الدولة وحسب الموظفين أشرف الحكومة المعنوي على صندوق المعاشات . فإذا ما تحدد القسط الصافي وجب إضافة نسبة معلومة لتغطية مصاريف الصندوق الادارية لتكون القسط الذي يلبي استقطاعه من المرتبات . ولا يفوتنا في هذا المقام التنويه بأنه من المصلحة العامة تونى الاقتصاد في تلك النفقات .

الفصل الخامس - التأمين على حياة الموظفين

توهنا في مقدمة هذا البحث أن نظام المعاشات لا يضمن لأسرة الموظف مالا أو معاشا كافيا إذا عاجلته المنية في سن مبكرة وقد بينا آنفا أنه إذا توفي الموظف قبل مضي ١٥ سنة في الخدمة فلا يكون لورثته الحق في المعاش وإنما في جزء من المكافأة بنسبة $\frac{2}{8}$ للأرملة و $\frac{1}{8}$ للولد أو الولدين الخ . أما مبلغ المكافأة فهو يعادل ماهية شهر من ماهيته الأخيرة عن كل سنة من الخمس السنوات الأولى و باعتبار ماهية شهرين عن كل سنة من الخمس السنوات التالية و باعتبار ماهية ٣ شهور عن كل سنة بعد العاشرة ومن هذا يتبين أن المكافأة التي تحصل عليها أسرة المتوفى لا تقوم بأودها إلا بضعة شهور . فإذا يكون حال أبناء الموظف إذا عاجلته الوفاة قبل أن يستجمع لهم من المال ما يقيمهم شر الحاجة وذل السؤال ؟ أنه يتركهم عرضة للتسول وإراقة ماء الوجه . وذلك حال ينبغي أن تسترعى نظر أولى الأمر فيعملوا على تفاديها .

لا ريب أنه ليس تمة وسيلة لإصلاح تلك الحالة الاجتماعية سوى وضع نظام خاص للتأمين على حياة الموظفين على أساس تعاوني سليم و يتحقق ذلك النظام ، إما بإنشاء جمعية تأمين تعاوني ، أو باضطلاع صندوق المعاشات بالتأمين على حياة الموظفين بصفة اختيارية بجانب اضطلاع بالمعاشات بصفة الزامية . ولعل الوضع الأخير أبعث على الاطمئنان بالنظر الى صبغته الحكومية ، كما أنه من المصلحة العامة أن تتضافر الجهود لتحقيق مؤسسة واحدة هي صندوق المعاشات والتأمينات . فهذا النظام يتيسر لكل موظف فضلا عن توفير أسباب العيش لأسرته اذا عاجلته المنية في سن مبكرة أن يضاعف المال أو المعاش الذي ينعم به في شيخوخته و يضمه لأولاده من بعده باستقطاع قسط اضافي

من مرتبه لتأمين رأس مال أو معاش اضافى يجرى له عند التقاعد ولاسرته عند الوفاة . وبذلك يستطيع الموظف توزيع أسباب العيش له ولأبنائه توزيعا عادلا فى جميع أدوار الحياة .

(١) مزايا اضطلاع الصندوق بالتأمين على حياة الموظفين

قد يرى البعض أن ليس ثمة ما يدعو الى وضع نظام للتأمين التعاونى ما دامت هناك شركات عديدة تزاول عمليات التأمين على الحياة فى بلادنا ويتيسر لكل امرئ أن يلجأ اليها ، ولكن ثمة عوامل شتى تبعث على ترك تلك الشركات جانبا وتدعو الى وضع نظام تعاونى للتأمين على حياة الموظفين وتتلخص أهم تلك العوامل فيما يلى :

العامل الأول قوى

إذا بحثنا فى جسيمة شركات التأمين التى تعمل فى مصر (٢٢٠ شركة منها ٥٥ تزاول التأمين على الحياة) ألفيناها أجنبية ما عدا أربع شركات وهى شركة التأمين الأهلية وشركة الاسكندرية للتأمين وشركة الشرق وشركة مصر لعموم التأمينات ، وإذا استثنينا الأخيرة وجدا الثلاث الأخرى وإن كانت مصرية قانونا بحكم تكوينها بمقتضى مرسوم ملكى مصرى إلا أنها فى حقيقتها أجنبية ماليا وإداريا ولا يمثل العنصر المصرى فيها بأكثر من عضوين فى مجلس الإدارة وبمحصة ضئيلة فى رأس المال الابتدائى ، شأن السواد الأعظم من شركات المساهمة فى مصر . وحتى شركة مصر لعموم التأمينات فإنها ليست مصرية بحتة ، إذ يساهم فى أربعين فى المائة من رأس مالها شركتان أجنبيتان هما شركة بورنچ الانجليزية وشركة اسيكورا تريونى جنرالى الإيطالية . هذا فضلا عن أن نشاط تلك الشركات الأربع يكاد ينحصر فى أعمال الوساطة لحساب شركات أجنبية وذلك بإعادة التأمين (Réassurance).

يتضح مما تقدم أن صندوق المعاشات والتأمينات الذي تفرع إنشاءه يكون أول مؤسسة للتأمين ذات صبغة وطنية بحتة .

العامل الثاني اقتصادى

وهذا الأخير نتيجة طبيعية للعامل الأول ، فإن الأقساط التى يؤدونها المستامنون* فى مصر الى شركات التأمين الأجنبية يستخدم نصفها فى دفع التعويضات بينما يستغل النصف الباقي فى الخارج ، وقد أجرينا احصاء لعمليات شركات التأمين الأجنبية فى مصر فى احدى السنوات الأخيرة بقية الاهتداء الى معرفة مبلغ تأثيرها فى ميزاننا الحسابى ، فخرجنا من هذا الاحصاء بظاهرة تبعت القلق على مستقبل الثروة المصرية التى تتسرب رويدا الى الخارج عن طريق شركات التأمين . وقد دلنا هذا الاحصاء على أن جملة الأقساط المحصلة فى تلك السنة ٣,٥٥٢,٧٠٠ جنيه بينما كانت التعويضات ١,٧٥٧,٤٧٠,٤٧٠ أى بنسبة ٤٩,٥٪ . وقصرنا البحث على الشركات المقيدة فى الدليل المصرى وليس التأمين وقفا على الشركات لحسب ، بل يوجد أفراد وأسماليون يزاولون عمليات التأمين أمثال (Under writers of Lloyd) ولهم فى مصر سيطرة يعملون لحسابهم . فلو كان لدينا بيان كامل بجميع الشركات وبيان آخر بعمليات المؤمنين الأفراد وأدخلناهما فى حسابنا لتأهزت قيمة الأقساط ٤ ملايين من الجنيهات ويكون نصيب المستامين فيها من التعويضات ١,٩٨٠,٠٠٠ جنيه على اعتبار أنها تعادل ٤٩,٥٪ من الأقساط وعلى فرض أن تلك الشركات تصرف فى مصر جملا لوكلائها وأنمايا لأطبائها وخبرائها يواقع ٥,٥ فى المائة من الأقساط فيكون الباقي ١,٨٠٠,٠٠٠ جنيه يصدر الى الخارج . وإن تسرب الثروة المصرية على هذا النحو ليرجع كفة الميزان الحسابى لغير صالح البلاد فينبغى أن نعمل على تخفيف ذلك الخطر بالطرق المشروعة التى نستطيع تنفيذها

* المستامن على وزن مستاجر أما المؤمن فهو الشركة .

وذلك لا يكون الا بتعميم نظام التأمين التعاوني . ومن واجب الطبقة المتقصة كالموظفين وأصحاب المهن الحرة أن تضرب مثلا أعلى للأمة في هذا السبيل .

العامل الثالث حيوى

إذا قارنا معدل الوفاة بين موظفي الحكومة المصرية الدائمين بمعدل الوفاة الذى استخدمته شركات التأمين في استنباط أقساط التأمين على الحياة نجد أن الأول أقل بكثير من الثانى لجميع فئات السن بين ١٨ و ٥٢ أى في جميع الأعمار التى يقدم فيها الأفراد عادة على الاستئجار في شركات التأمين (انظر الجدول رقم ٤ والرسم البياني رقم ٣) .

ويمكن تحليل هذه الظاهرة بالأسباب الآتية :

(١) عدم تثبيت الموظف إلا بعد شهادة من القومسيون الطبي للحكومة ببلافته لتقديمه بعد إجراء فحص طبي دقيق يتناول النظر والقلب والبول للتحقق من خلو الجسم من الأمراض العضوية التى قد تكون سببا في تبكير الوفاة . وقد أثبت جناب المستر كريج أن نسبة الراسبين في الكشف الطبي أمام قومسيون الحكومة أكثر من نسبة الراسبين في الكشف الطبي لدى أطباء شركات التأمين .

(٢) إن موظف الحكومة المثبت مشمول بصيانات تبعت في نفسه الاطمئنان على مستقبله ومستقبل أولاده ، ولا يخفى أن لاطمئنان النفس أثرًا بليغًا في إطالة العمر وأهم تلك الصيانات المعاش وعدم الوفور أو الفصل من الخدمة إلا في الأحوال التأديبية القصوى بسبب الاختلاس أو التزوير في أوراق رسمية أو ما أشبه ، بينما موظفو المصالح الأهلية كالبنوك والشركات والمحال التجارية والصناعية وكذلك أرباب المهن الحرة والتجار والصناع

فإنه يساورهم دائماً الخوف من مفاجآت المستقبل ولهذا أثره في تبكير الوفاة .

(٣) إن موظف الحكومة يمنع بفسط واقف من الراحة والاستجمام فهو لا يعمل إلا نصف النهار ويحصل على إجازات سنوية طويلة فضلاً عن العطلات الرسمية بينا حياة غيره من الطوائف التي ذكرت حلقة من الجهاد المتواصل وطبيعة أعماله مرهقة فضلاً عن انشغال باله بأعمال ومصالح خاصة به حتى في أوقات فراغه ، فلا عجب أن يكون معدل الوفاة بين تلك الطوائف التي يتكوّن منها السواد الأعظم من مستأمنى شركات التأمين أكثر من معدل الوفاة بين موظفي الحكومة المصرية .

ويكفي أن تلقى نظرة على الجدول الرابع والرسم البياني الثالث لتبين الفارق المحسوس بين معدل الوفاة في سن الأربعين لموظفي الحكومة ومعدل الوفاة لمستأمنى شركات التأمين . ونذكر على سبيل المثال أن معدل الوفاة في سن الأربعين بالنسبة لمائة ألف هو ٦٠٤ بين موظفي الحكومة المصرية و ٩٨٥ بين المستأمنين الفرنسيين و ١٠٠٠ بين الرجال الانجليز الأصحاء و ١١٧٦ بين مستأمنى الشركات الألمانية .

فإذا أمنت شركات التأمين هذه على حياة موظفي الحكومة المصرية فإنها تستأثر بالفرق بين التعويضات التي يلغى دفعها بمقتضى معدل الوفاة الذي استخدم في استنباط أقساطها والتعويضات التي يلغى دفعها بمقتضى الوفيات الفعلية بين موظفي الحكومة ، وعلاوة على ذلك فإن شركات التأمين تستأثر كذلك بالأقساط التي يدفعها اليافون أحياء وفوائد استثمارها .

يرى مما تقدم أن أقساط شركات التأمين الرأسمالية مغالى فيها كثيراً إذا طبقت على موظفي الحكومة ، فوضع نظام تعاوني خاص للتأمين على حياتهم يحميهم من غوائل تلك الشركات .

الجدول رقم ٤

مقارنة معدل الوفاة في السنة لكل فئة من فئات السن في ١٠٠,٠٠٠
في مصر وفرنسا وإنجلترا والمانيا

السن	مصر	فرنسا	إنجلترا	المانيا
(١)	(٢)	(٣)	(٤)	(٥)
١٨	١٩٩	٦٤٨	٤٧٢	٩١٨
١٩	٢٠٢	٦٧٥	٥٢٦	٩٣٣
٢٠	٢٠٧	٦٠٩	٥٧٠	٩١٩
٢١	٢١٠	٦٩٢	٦٠٩	٩١٦
٢٢	٢١٨	٦٨١	٦٤٢	٩٠٤
٢٣	٢٢٧	٦٦٢	٦٦٩	٨٨٥
٢٤	٢٤٧	٦٤١	٧٠٠	٨٦٦
٢٥	٢٤٧	٦٢٨	٧٠٧	٨٥٤
٢٦	٢٥٨	٦٤٠	٧١٩	٨٤٨
٢٧	٢٧٠	٦٥٢	٧٣٤	٨٤٨
٢٨	٢٨٢	٦٦٧	٧٤٥	٨٥٣
٢٩	٢٩٠	٦٨٢	٧٥٩	٨٦٦
٣٠	٣١٧	٦٩٨	٧٧٠	٨٨٢
٣١	٣٣٦	٧١٧	٧٨٧	٩٠١
٣٢	٣٥٧	٧٣٦	٨٠٣	٩٣٤
٣٣	٣٨١	٧٥٨	٨٢١	٩٤٤
٣٤	٤٠٧	٧٨١	٨٣٩	٩٧٠
٣٥	٤٣٥	٨٠٧	٨٦١	٩٩٩
٣٦	٦٥٤	٨٣٥	٨٨٥	١٠٣٧
٣٧	٤٩٦	٧٦٦	٩١٠	١٠٥٨
٣٨	٥٢٩	٨٩٩	٩٣٧	١٠٩٤
٣٩	٥٦٤	٩٣٦	٩٧٠	١١٣٣
٤٠	٦٠٤	٩٧٥	١٠٠٠	١١٧٦
٤١	٦٤٧	١٠١٩	١٠٣٩	١٢٢٨
٤٢	٦٩٥	١٠٦٦	١٠٨١	١٢٧٩
٤٣	٧٤٨	١١١٨	١١٢٢	١٣٣١

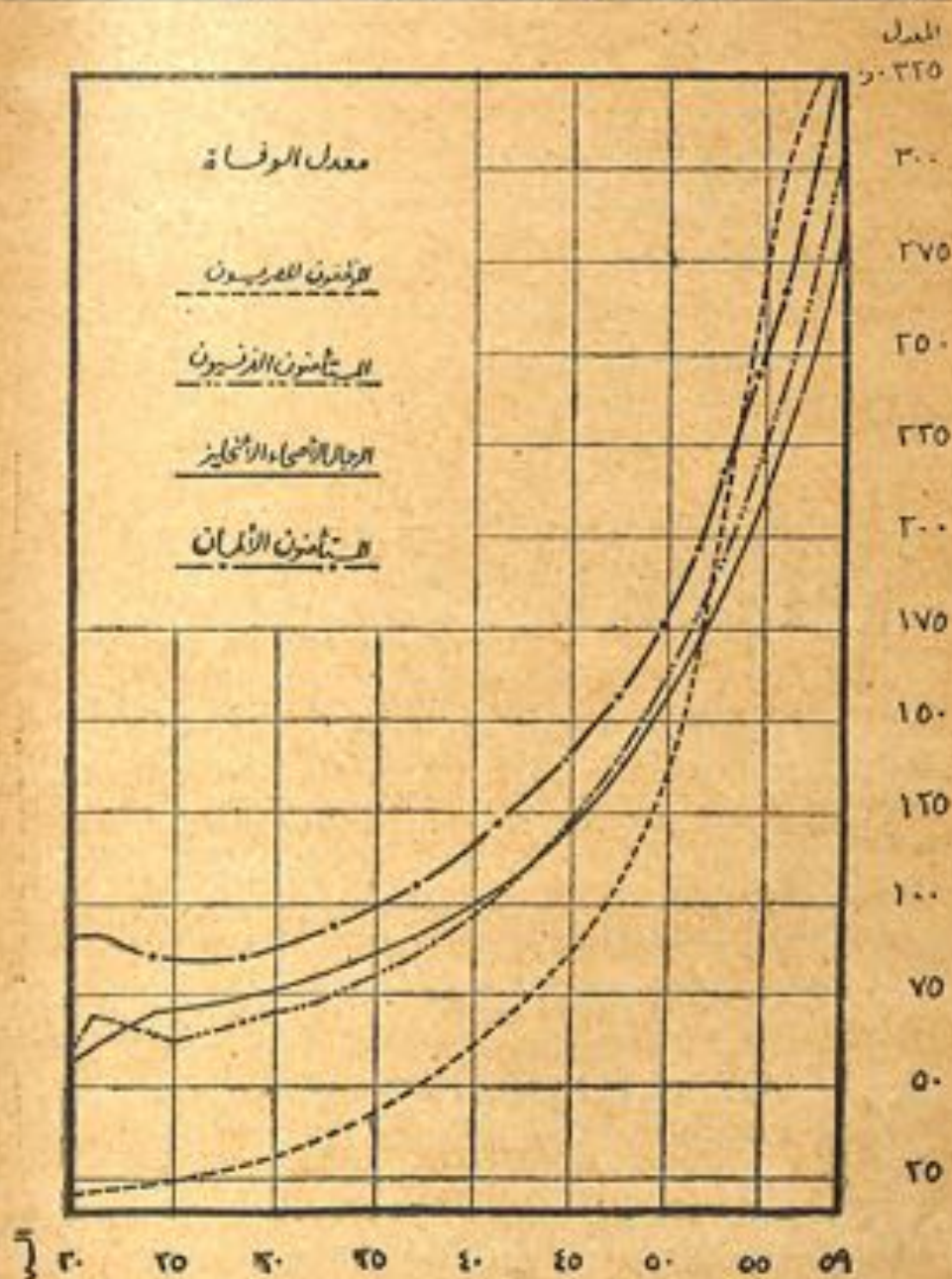
(تابع) الجدول رقم ٤

السن	مصر	فرنسا	البحر	المنايا
(١)	(٢)	(٣)	(٤)	(٥)
١٩٢٨	٨٠٨	١١٧٤	١١٧٢	١٢٨٦
١٩٢٧	٨٧٧	١٢٢٦	١٢٢٤	١٢٣٧
١٩٢٦	٩٤٨	١٢٠٣	١٢٨١	١٢٨٨
١٩٢٥	١٠٢٥	١٣٧٦	١٣٤٤	١٥٤٩
١٩٢٤	١١٢٢	١٤٥٦	١٤١٥	١٦٢١
١٩٢٣	١٢٢٣	١٥٤٣	١٤٩٠	١٧٠٥
١٩٢٢	١٣٧٥	١٦٣٨	١٥٧٣	١٨١٤
١٩٢١	١٤٦٩	١٧٤٣	١٦٦٥	١٩٣١
١٩٢٠	١٨٣٧	١٨٥٥	١٧٦٤	٢٠٦٠
١٩١٩	٢١١٠	١٩٧٨	١٨٧٣	٢٢٠٠
١٩١٨	٢٢٩٣	٢١١٢	١٩٩٢	٢٣٤٩
١٩١٧	٢٧٠٢	٢٢٠٩	٢١٠٩	٢٥٠٦
١٩١٦	٢٩٦٤	٢٤٢٠	٢٢٧٩	٢٦٨١
١٩١٥	٣١٢٨	٢٥٩٢	٢٤٢٠	٢٨٦٦
١٩١٤	٣٢٧٦	٢٧٨٢	٢٥٩٤	٣٠٧٣
١٩١٣	٣٣٧٦	٢٩٨٨	٢٧٧٩	٣٢٨٨
١٩١٢		٣٢١٢	٢٩٨٣	٣٥٣٥

(١) مصر : جدول وفيات موظفي الحكومة ١٩٢٠-١٩٢٧

(٢) فرنسا : جدول وفيات المستأمنين الفرنسيين
(Assurés français)(٣) البحار : جدول وفيات الرجال الأصحاء
(Healthy men)

(٤) المنايا : جدول الوفيات في ٢٣ شركة المنايا ١٨٨٣



العامل الرابع مالى

من الأمور المسلم بها أن قسط التأمين التعاونى أقل بكثير من القسط الذى تفرضه شركات التأمين الرأسمالية على مستأمنها للأسباب الآتية :

(١) خفض معدل الوفاة بين موظفى الحكومة بالنسبة لمعدل الوفاة الذى تستخدمه شركات التأمين فى استبطاء أقساطها كما أثبتناه آنفا .

(٢) ارتفاع صندوق المعاشات والتأمينات بفرق معدل فائدة الاستثمار ، لأن مؤسسات التأمين سواء أكانت رأسمالية أم تعاونية تحسب أقساطها على أساس تربيحها بفائدة يختلف معدلها من ٣ ٪ فى المائة الى ٤ ٪ فى المائة باختلاف البلاد بينما قد يتيسر لها تشغيلها فعلا بمعدل ٥ فى المائة أو أكثر .

(٣) الانخفاض بالأرباح الناتجة من خفض التقادير يترتب على خفض النقد عادة ارتفاع أسعار ممتلكات المؤسسة من أوراق مالية وعقارات . فقد يظل المستأمن لدى شركات التأمين يسد الأقساط على أساس العملة الذهب ثم يحدث أن ينخفض النقد فعندما يحل أجل النقد تدفع له الشركة رأس المال المؤمن به أو المعاش على أساس العملة الورق . أما فى ظل النظام التعاونى فإن الربح الناتج من خفض النقد يعود على المستأمنين أنفسهم بدلا من أن تنسأ به شركات التأمين .

(٤) الاقتصاد فى المصاريف الإدارية ونفقات الإنتاج والتحصيل :

على أساس جدول الوفاة وفائدة استثمار الأموال تستنتج تعريضة الأقساط الصافية (Tarif des primes pures) ونظرا لأن شركات التأمين تنوء تحت أعباء مالية مبهمة — مما لا مثيل لها عادة فى المؤسسات التعاونية — فإن تلك الشركات لاتجد مندوحة من أن تطرحها على كاهل المستأمنين بأن تضيف إلى الأقساط الصافية الرسوم الآتية :

(١) رسم بواقع ٣ ٪ فى المائة من المال المؤمن به لمواجهة المصاريف الإدارية للشركة من مرتبات المديرين والمفتشين والموظفين وأنساب لمراقى الحسابات وأمنان مطبوعات وإيجارات ومصاريف الإضاءة

والنفقة والمياه والدعاية والنشر وما إلى ذلك مما يقتضيها أن تضيف إلى تعريفية الأقساط الصافية عبثاً برسم المصاريف الإدارية (Chargement pour frais de gestion) فتتكون تعريفية أقساط الجرد (Tarif de primes d'inventaire) وهي التعريفية التي تجرد بموجبها العقود المتداولة (Polices en circulation) في آخر السنة .

(ب) رسم بواقع واحد في المائة من المال المؤمن به لتغطية نفقات الإنتاج (Chargement pour frais d'acquisition ou de production) وهي الجعل الذي تجريه الشركات على وكلائها ووسطائها لقاء استجلاب الزبائن .

(ج) رسم بواقع ٦ في المائة من جملة الأقساط نظير مصاريف تحصيل الأقساط (Chargement pour frais d'encaissement) مع أن الشركات لا تصرف لوكلائها ومما سرتها لقاء تحصيل الأقساط سوى ٣ في المائة .

فإضافة رسم الإنتاج والتحصيل إلى تعريفية أقساط الجرد تتكون تعريفية الأقساط التجارية (Tarif de primes commerciales) وهي التعريفية التي تتعامل الشركات بموجبها مع الجمهور .

ويلاحظ أن المبالغ الإضافية برسم المصاريف الإدارية ونفقات الإنتاج والتحصيل مغالى فيها كثيراً بالنسبة إلى المصاريف والتكاليف الفعلية كما تربو بذلك حصة أعضاء مجلس الإدارة والمساهمين في الأرباح على نفقة المستأمنين . أما في صندوق المعاشات والتأمينات فإن يك ثمة مصاريف إضافية بسبب اضطراره بالتأمينات فأنها لا تتعدى ٢ في المائة من المال أو المعاش المؤمن به وذلك لتغطية المصاريف الإدارية الإضافية التي تستلزمها مهيا الموظفين والمطبوعات . ولما كان التأمين في الصندوق لا ينتج إلى وساطة وان الأقساط يمكن تحصيلها بدون مصاريف عن طريق الاستقطاع من المرتبات فليس لتكاليف الإنتاج والتحصيل مقابل في صندوق المعاشات والتأمينات . والخلاصة أن خفض معدل الوفاة بين الموظفين وقلة النفقات الإدارية وانتفاء مصاريف الإنتاج والتحصيل ، كل هذه عوامل تمكن صندوق المعاشات

والتأمينات من أن يقدم للوظفين تعريفة أقساط معتدلة وتكون في مستوى أرخص بكثير من تعريفة الأقساط التي تفرضها شركات التأمين على مستأمنها . ولا تقوتنا الإشارة - ونحن بصدد العامل المالي - إلى أن الأرباح الناتجة من قلة الوفيات الفعلية بالنسبة للوفيات المنظورة في جدول الوفاة وزيادة الفائدة الفعلية عن معدل الفائدة المنظورة في حساب الأقساط ، والوفورات في مصاريف الإدارة والانتاج ، تضاف في شركات المساهمة إلى أرباح الشركة لتوزعها فيما بعد على المساهمين وأعضاء مجلس الإدارة . أما في المؤسسة التعاونية فإن تلك الأرباح تحول إلى حساب الفائض لتوزعها فيما بعد بصفة عائد "Bonus" على الأعضاء المستأمنين أنفسهم . فهذا العائد إنما هو في حقيقته تخفيض في تعريفة الأقساط أو - على حد تعبير الإحصائيين - تصحيح للأقساط

(Correction des primes)

يقين مما تقدم أن صالحنا المالي يمل علينا الخطة التي ينبغي اتباعها وهي ألا نلجأ إلى شركات التأمين الرأسمالية ولو كانت وطنية بحجة بل يجب أن نعمل متضافرين حكومة وموظفين على وضع تشريع بتنظيم التأمين على حياة الموظفين على أساس تعاؤني سلم بإنشاء صندوق مستقل للعاشات والتأمينات . فإن فعلنا فأنما نسير وفقاً للبدأ الاقتصادي العالمي القائل بأن المستأمن مؤمن نفسه

(L'assuré est son propre assureur)

العامل الخامس اجتماعي

رأينا في العوامل السابقة أن تنظيم التأمين التعاوني للموظفين يهدف لم سبيل الاستئمان لما يتضمنه من مزايا مادية أهمها خفض الأقساط والاشتراك في الفائض وضمان الحصول على المال أو المعاش المؤمن به عند حلول الأجل . على أنه لا يقف أثر ذلك النظام عند حد المزايا المادية ، بل أنه يحمل كذلك بين طياته مزايا اجتماعية لا يستهان بها ، فلا مراء في أنه أكبر عامل على تقوية روح الاعتماد على النفس والشعور بالحقوق والواجبات وإتمام ملكة الاقتصاد واحلال الأمن والاطمئنان في نفوس الموظفين وأسرهم محل القلق والحنوف من مفاجآت المستقبل وإظهار فضائل الموظفين الكامنة التي حجبها نظام

العمل الآلى وتدريبهم على الأساليب الفنية فى التأمين والتعاون الذى هو معين القوة والرخاء فى كثير من البلاد المتحضرة . وإن نجاح مؤسستنا يكون حافزا للطوائف الأخرى كوظفئ البنوك والشركات وأصحاب المهن الحرة والتجار والصناع على أن تحذو حذو موظفى الحكومة .

تلك المسألة سريعة بالمزايا المادية والاجتماعية لنظام التأمين التعاونى ويستدل منها على أن اضطلاع صندوق المعاشات بالتأمين على حياة الموظفين لا بد أن يعود على أسرهم بالخير والمنفعة فتصبح حالهم النفسية راضية مرضية . هذا وأن تعميم ذلك النظام بين الطوائف الأخرى ينجي الاقتصاد القومى من خطر تسرب الثروة الأهلية للخارج عن طريق شركات التأمين .

(ب) أنواع أو ترتيبات التأمين على الحياة

تعددت أنواع التأمين فى الشركات والجمعيات وفقاً لما أوجت به ميول المستأمين ورغباتهم حتى أصبح فى استطاعة كل امرئ أن يختار الترتيب الذى يلائمه . فإما المزوج والأعزب والشيخ والشاب ولكل شخص أحوال خاصة تقتضى اتباع ترتيب خاص . لذلك وضعت عدة ترتيبات غاية فى المرونة بحيث يتيسر لكل راغب فى التأمين أن يجد بين الترتيبات المختلفة واحداً منها يلائم حاله ويكفل له ولعائلته الحصول على المال أو المعاش فى الوقت المناسب ودفع القسط الذى يتفق مع مركزه المالى . وتنطوى هذه الترتيبات المختلفة تحت نوعين وهما :

(أولاً) تأمين رهوس الأموال (Assurance de capitaux)

(ثانياً) تأمين المعاشات (Assurance de rentes)

(أولاً) تأمين رهوس الأموال :

١ - التأمين المختلط (Assurance mixte) : يدفع المال المؤمن به عند الوفاة إذا حصلت قبل انتهاء مدة العقد أو عند حلول أجل العقد إذا ظل المستامن حياً .

٢ - التأمين لمدى الحياة (Assurance-vie entière) : يدفع المال المؤمن به عند الوفاة في أى وقت تحصل فيه الوفاة . وللتأمين الحق في أن يسدد اشتراكه مقسما على مدة معينة أو مقسما على مدى الحياة .

٣ - التأمين الوقفي في حالة الوفاة خلال مدة معينة (Assurance temporaire) : يدفع المال المؤمن به عند الوفاة اذا حصلت قبل انتهاء العقد .

٤ - التأمين الوقفي في حالة الوفاة خلال مدة معينة مع حق استرداد الأقساط في حالة الحياة (Assurance temporaire avec contre-assurance) : مماثل للنوع السابق وزيادة على ذلك يرد للتأمين الأقساط المدفوعة مجردة من فوائد استثمارها إذا ظل حيا عند حلول أجل العقد .

٥ - التأمين في حالة البقاء على قيد الحياة (Assurance capital différé) : يدفع المال المؤمن به للتأمين إذا ظل حيا عند حلول أجل العقد .

٦ - التأمين في حالة البقاء على قيد الحياة مع حق استرداد الأقساط عند الوفاة (Assurance capital différé avec contre-assurance) : مماثل للنوع السابق وزيادة على ذلك يرد لأمره المستامن الأقساط المدفوعة مجردة من فوائد استثمارها إذا توفى قبل أجل العقد .

(ثانيا) تأمين المعاشات :

٧ - المعاش العاجل لمدى الحياة (Rente viagère immédiate) : يكفل هذا النوع للتأمين معاشا لمدى الحياة يتبدى صرفه عند انتهاء السنة الأولى من إبرام العقد لقاء أن يدفع المستامن قورا مبلغا معيناً من المال .

٨ - المعاش الآجل لمدى الحياة (Rente différée) : يكفل هذا النوع معاشا لمدى الحياة يتبدى صرفه عند انتهاء مدة معينة لقاء أن يدفع المستامن أقساطا معلومة أثناء هذه المدة .

٩ - المعاش الوفي (Rente Temporaire) : يكفل هذا النوع للتأمين معاشا لمدة معينة أى من سن إلى سن معينة ويدفع المستامن المبلغ قورا أو مقدما على دفعات ينتهى أجلها فى السنة السابعة لاستحقاق المعاش .

تلك هى الأنواع الرئيسية للتأمين على الحياة ويوزع فى بعض الحالات الجمع بين نوعين أو التوفيق بين شروطهما فتولد أنواع جديدة تطبق عليها المؤسسات تسميات مختلفة كالتأمين المركب وتأمين الأطفال الى غير ذلك .

على أن أكثر تلك الأنواع انتشارا هو النوع المعروف بالتأمين المختلط نظرا لأنه يضمن دفع المال المؤمن به فى حالة الوفاة والبقاء على قيد الحياة وهو يمثل ٩٠٪ من التأمينات المبرمة مع المؤسسات سواء من حيث عدد البوالى أو من حيث رهوس الأموال المؤمن بها .

(ج) تعريف أقساط التأمين على الحياة

إن اختيار تعريفه للأقساط يسوغ العمل بموجبه فى صندوق المعاشات والتأمينات تتطلب إيمان النظر لما لها من خطير الأثر فى كيان الصندوق فاما أن نقوده الى ذروة النجاح واما أن تؤدي به الى مهاوى الإفلاس فيبقى أن يقيم لها وزن وأن يعمل لها حساب دقيق .

ولكى نضمن لمؤسساتنا الغلبة والخلود يجب أن نجتمع فى التعريف الخاصة بالأقساط التى نختارها الصفتان الآتيتان :

(أ) أن تكون صحيحة بمعنى أن تكفل الأقساط وتوائدها استئجارها وفاء للمرضى من رهوس أموال أو معاشات عند حلول أجلها عملا بمبدأ التوازن بين التعهدات المتبادلة للصندوق وأعضائه .

Principe de la péréquation des engagements reciproques de la Caisse et de ses adhérents

(ب) أن تكون معتدلة حتى يتعذر على شركات التأمين التى تعمل فى مصر مراعاتها .

لتوافر الصفة الأولى ينبغي استنباط تعريفة الأقساط من العناصر الثلاثة الآتية على أن تكون صحيحة أى مطابقة للواقع :

- (١) جدول الوفاة (Table de mortalité)
- (٢) معدل فائدة الاستئجار (Taux de capitalisation)
- (٣) المصاريف الادارية (Frais de gestion)

ولكى يكون جدول الوفاة ممثلا للواقع ينبغي اعداده على ضوء احصاءات صحيحة لتوفيات لكل فئة من فئات السن بين الجماعة المرغوب التأمين على حياة أفرادها ، وقد سبق الإشارة آنفا — عند دراسة العناصر التى يستنبط منها المستقطع — أن أعداد ذلك الجدول يستلزم اجراء احصاء بوفيات الموظفين والمستخدمين من دائمين ومؤقتين وخدمة سايرة خلال المدة من سنة ١٩٢٠ الى سنة ١٩٤١ ، ونظرا لأن الأعمال التمهيدية لاعداد ذلك الجدول وتشييد تعريفة الأقساط على أساسه اكل نوع من أنواع التأمين يتطلب وقتا طويلا وجهدا شاقا فلا يجب أن تقف صعوبة الحصول عليه فى الوقت الحاضر عثرة فى سبيل انحراج مشروعنا الى عالم الوجود خشية أن يطوى عليه الزمان ويطرحه فى زوايا اللسيان ويظل الموظفون وأسرهم عرضة لأحداث القدر . ويمكن تذليل تلك الصعوبة باختيار تعريفة أخرى جاهزة يحوز بدء العمل بموجبها ربما تمكن من استجماع كافة العناصر اللازمة لاعداد تعريفة تكون أكثر انطباقا على موظفى الحكومة . وقد اتجه تفكيرنا الى تعريفة أقساط الجرد (Primes d'inventaire) التى أذاعتها وزارة العمل والتبصر الاجتماعى الفرنسية . وهى التعريفة المجردة من الجمل الذى تتقاضاه الشركات الفرنسية من مستأمنها لقاء تكاليف الانتاج والتحصيل .

وهنا يجب التساؤل عما اذا كانت تجتمع فى تلك التعريفة الصفتان المشار اليهما آنفا ؟ للتحقق من توافر الصفة الأولى ينبغي دراسة العناصر التى استخدمت فى استنباطها . وقد بسطنا بالجدول الرابع بياناتا بمقارنة جدول الوفاة بين موظفى الحكومة المصرية الملكيين الدائمين الذى أعده جناب المستر كريج عن وفيات

الموظفين في المدة من سنة ١٩٢٠ الى سنة ١٩٢٧ (العمود الأول) بمداول الوفاة في البلاد الأخرى ومن ضمنها جدول وفاة المستأمنين الفرنسيين (العمود الثاني) ويتضح من هذين الجدولين أن معدل الوفاة بين الموظفين المصريين أقل من معدل الوفاة بين المستأمنين الفرنسيين في جميع فئات السن بين ١٨ و ٥٢ مما يجعلنا نعلم على كيان الصندوق ، فلا يخشى عليه من الإفلاس باتباع تلك التعريفة . على أنه عند مقارنة هذين الجدولين يجب أن ننظر إليهما نظرة مقرونة بشيء من التحفظ فلا نقال في تقدير الفائض بسبب الفرق بين معدل الوفاة في الجدولين نظرا لأن الجدول الذي أعده جناب المستر كريج أصبح لا يعول عليه كثيرا في الحالة الراهنة وذلك لفحص المدة وقلة عدد الموظفين الذين انصرفت إليهم المشاهدة فضلا عن انصراف الاحصاء على الموظفين الداخليين هيئة العمال دون الخارجين عنها .

وفيما يختص بفائده استثمار الأموال فإن التعريفة الفرنسية وضعت على فرض توظيف الأقساط بمعدل $\frac{1}{4}$ في المائة . وهذا المعدل ميسور تحقيقه في مصر من توظيف الأموال في أوراق مالية يتوافر فيها الضمان والثبات ومسهولة التداول أو في رهون عقارية مكفولة بضمانات تبعد عنها كل خطر . ولو أننا نرى أن معدل الفائدة المعقول في المائة فبر أن هذه الزيادة يواقع $\frac{1}{4}$ في المائة تعوض الفرق بين معدل الوفاة في الجدولين المشار إليهما آفا .

أما فيما يختص بالمصاريف الإدارية فقد احتسبت في تعريفة الأقساط الفرنسية بواقع $\frac{3}{4}$ في المائة من المسال المؤمن به وقد سبق الإشارة في "العامل المسالي" إلى أنه لتغطية المصاريف الإدارية لصندوق المعاشات والتأمينات يكفي إضافة ٢ في المائة من المسال المؤمن به إلى القسط الصافي لتكوين القسط الذي يتعامل بموجبه الصندوق . ومهما يكن من أمر فإنه لا يمكن التكهن بنسبة المصاريف الإدارية على وجه الدقة بل مستكشف عنها التجربة بعد عام أو اثنين . وخير للصندوق أن يكون ثمة زيادة في تقدير الأقساط في مستهل حياته عن أن يكون هناك عجز إذ أن الزيادة يسهل استدراكها بطريقة توزيع العائد التي هي بمثابة تصحيح الزيادة في الأقساط عن حاجة الصندوق إلى مواجهة التعويضات والمصروفات .

يظهر الآن جليا من دراسة العناصر التي استنبطت منها تعريفه أقساط الجرد الرئيسية أن اتباع هذه التعريف في مؤسسة التعاونية يجعلها بمنجاة من كل خطر ، فلننظر الآن في شرط توافر الصفة الثانية وهي أن تكون مهودة بحيث يتعذر على شركات التأمين الرأسمالية مزاحمتها :

من المبادئ الحسابية المسلم بها أن شركات التأمين الرأسمالية لا يمكن أن تقف عند حد تعريفه الجرد في تعاملها مع الجمهور ومهما أسرفت في منح امتيازات خاصة لموظفي الحكومة فإن أعياءها المالية المتشعبة المشار إليها آفا في " العامل المالي " ترغمها على أن تتجاوزها وأن تتبع تعريفه أغلى منها لأنها إن لم تحمل الأقساط نصيبها من تلك الأعياء فانها تعرض بمركزها للانفلاس فتكون العاقبة خسارة لا على المساهمين لحسب بل وعلى المستأمنين أيضا من أصحاب البوالى وقت إتهار الانفلاس .

ومما يؤيد صحة هذه النظرية ما يدا ماديا أن تعريفه أقساط الجرد أقل بكثير من التعريفات المخفضة التي سبق أن اقترحتها شركات التأمين على رابطة الموظفين للتأمين على حياة أفرادها . ومن بينها شركات الشرق والبارتل والمانيو فكنشورز والتاج للحياة وجرشام وجنتواز وانيون واسيكورا تريوني جنزالي دي تريستا وغيرها وذلك بالرغم من التحفيض الذي تساقطت تلك الشركات في منحه لأعضاء الرابطة في حدود ١٠ في المائة من تعريفه الأقساط التجارية التي تتعامل بموجبها عادة مع الجمهور وذلك بغية كسب هذه الصفقة كما تستند عليها في الدعاية والترويج لها في السوق . بناء عليه لا يخفى على صندوق المعاشات والتأمينات مزاحمة الشركات الرأسمالية إذا اتبع تعريفه الجرد .

ويضيق المقام هنا عن نشر تعريفه الجرد برمتها لذلك اكتفينا باستخلاص بيان الأقساط الخاصة ببعض فئات السن العقدية وبتيسر لحضرات الموظفين أن يقرأوا حللها الأقساط التي تطابق منهم على وجه التقريب .

الجدول رقم ٥

التأمين المختلط :

الأقساط الواجب دفعها بالجنهيات سنويا لتأمين مبلغ مائة جنيه تدفع عند الوفاة
إذا حصلت قبل انتهاء مدة العقد أو عند أجل العقد إذا ظل المستامن حيا

مدة العقد (بالسنوات)				السن عند التعاقد
٢٥	٢٠	١٥	١٠	
مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	
٣,٠٤٠	٣,٩١٠	٥,٤٤٠	٨,٦٠٠	٢٠
٣,٠٨٠	٣,٩٤٠	٥,٤٤٥	٨,٥٩٠	٢٥
٣,١٨٠	٤,٠١٠	٥,٥١٠	٨,٦٤٠	٣٠
٣,٣٣٠	٤,١٤٠	٥,٦١٠	٨,٧٢٠	٣٥
٣,٥٦٠	٤,٣٢٠	٥,٧٦٠	٨,٨٣٠	٤٠
٣,٩١٠	٤,٦١٠	٥,٩٩٠	٩,٠١٠	٤٥
٤,٤٦٠	٥,٠٦٠	٦,٣٥٠	٩,٢٩٠	٥٠
٥,٢٨٠	٥,٧٦٠	٦,٩١٠	٩,٧٢٠	٥٥

الجدول رقم ٦

التأمين لمدى الحياة :

الأقساط الواجب دفعها بالجنهيات لتأمين مبلغ مائة جنيه تدفع عند
الوفاة في أى وقت تحصل فيه الوفاة .

أقساط سنوية للمدعمية				أقساط تدفع سنويا لمدى الحياة	وزمة على دفعة واحدة	السن عند التعاقد
٢٥	٢٠	١٥	١٠			
مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	
٢,٠٢٠	٢,٢٨٠	٢,٧٣٠	٣,٦٨٠	١,٥٨٠	٢٩,٨٦٠	٢٠
٢,١٨٠	٢,٤٦٠	٢,٩٥٠	٣,٩٦٠	١,٧٥٠	٣٢,١٧٠	٢٥
٢,٤٢٠	٢,٧٢٠	٣,٢٥٠	٤,٣٥٠	٢,٠١٠	٣٥,٢٠٠	٣٠
٢,٧٢٠	٣,٠٤٠	٣,٦١٠	٤,٨٢٠	٢,٣٣٠	٣٨,٧٦٠	٣٥
٣,١١٠	٣,٤٤٠	٤,٠٥٠	٥,٣٧٠	٢,٧٦٠	٤٢,٨٧٠	٤٠
٣,٦١٠	٣,٩٤٠	٤,٦٠٠	٦,٠٤٠	٣,٣٢٠	٤٧,٥٣٠	٤٥
٤,٢٨٠	٤,٦٠٠	٥,٢٨٠	٦,٨٣٠	٤,٠٦٠	٥٢,٦٨٠	٥٠
٥,٢٩٠	٥,٤٨٠	٦,١٥٠	٧,٨٠٠	٥,٠٦٠	٥٨,٢٣٠	٥٥

الجدول رقم ٧

التأمين الوقفي :

الأقساط الواجب دفعها بالخصومات سنويا لتأمين مائة جنيه تدفع في حالة الوفاة خلال مدة معينة

مدة العقد (بالسنوات)				السن عند التعاقد
٢٥	٢٠	١٥	١٠	
مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	
١٠٠٩٠	١٠٠٥٠	١٠٠٢٠	١٠٠٣٠	٢٠
١٠١٩٠	١٠١٢٠	١٠٠٧٠	١٠٠٠٠	٢٥
١٠٣٧٠	١٠٢٨٠	١٠١٩٠	١٠١٣٠	٣٠
١٠٦٥٠	١٠٥١٠	١٠٣٩٠	١٠٢٨٠	٣٥
١٠٩٧٠	١٠٨٦٠	١٠٦٨٠	١٠٥٣٠	٤٠
١١٣٧٠	١١٢٩٠	١١١٣٠	١٠٩٠٠	٤٥
١١٨٢٠	١١٨١٠	١١٨١٠	١١٤٧٠	٥٠
١٢٣٩٠	١٢٣٠٠	١٢٨٢٠	١٢٣٠٠	٥٥

الجدول رقم ٨

التأمين في حالة البقاء على قيد الحياة :

الأقساط الواجب دفعها بالخصومات سنويا لتأمين مبلغ مائة جنيه تدفع في حالة البقاء على قيد الحياة عند أجل العقد

مدة العقد (بالسنوات)				السن عند التعاقد
٢٥	٢٠	١٥	١٠	
مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	مبلغ جنيه	
٢٠٠٨٠	٢٠٩٨٠	٢٠٥٣٠	٢٠٧٧٠	٢٠
٢٠٠٤٠	٢٠٩٥٠	٢٠٥١٠	٢٠٦٩٠	٢٥
٢٠٩٨٠	٢٠٩١٠	٢٠٤٧٠	٢٠٦٦٠	٣٠
٢٠٨٩٠	٢٠٨٣٠	٢٠٤١٠	٢٠٦٠٠	٣٥
٢٠٧٥٠	٢٠٧٠٠	٢٠٣٠٠	٢٠٥٢٠	٤٠
٢٠٥٤٠	٢٠٥٢٠	٢٠١٥٠	٢٠٣٩٠	٤٥
٢٠٢٦٠	٢٠٢٥٠	٢٠٩٠٠	٢٠١٨٠	٥٠
٢٠٩١٠	٢٠٨٦٠	٢٠٥٢٠	٢٠٨٥٠	٥٥

الجدول رقم ٩

التأمين في حالة البقاء على قيد الحياة مع حق الاسترداد :
الاقساط الواجب دفعها بالخصومات سنويا للتأمين مبلغ مائة جنيه تدفع في
حالة البقاء على قيد الحياة عند انتهاء مدة العقد مع حق استرداد الأقساط
عند الوفاة قبل انتهاء أجل العقد

السن	مدة العقد (بالسنوات)			
	٢٥	٢٠	١٥	١٠
٢٠	٢,٢٦٠	٣,١٨٠	٤,٧٦٠	٧,٩٧٠
٢٥	٢,٢٥٠	٣,١٨٠	٤,٧٥٠	٧,٩٧٠
٣٠	٢,٢٣٠	٣,١٦٠	٤,٧٥٠	٧,٩٦٠
٣٥	٢,٢١٠	٣,١٤٠	٤,٧٤٠	٧,٩٦٠
٤٠	٢,١٩٠	٣,١١٠	٤,٧٣٠	٧,٩٥٠
٤٥	٢,١٧٠	٣,٠٩٠	٤,٧٢٠	٧,٩٣٠
٥٠	٢,١٥٠	٣,٠٧٠	٤,٧١٠	٧,٩١٠
٥٥	٢,١٣٠	٣,٠٥٠	٤,٦٩٠	٧,٨٩٠

الجدول رقم ١٠

مقارنة أقساط الأنواع المختلفة للتأمين على الحياة :
الأقساط السنوية للتأمين مائة جنيه

نوع التأمين			مدة العقد ١٥ عاما			مدة العقد ٢٠ عاما		
			السن			السن		
			٣٥	٤٠	٥٤	٣٥	٤٠	٤٥
١	المخطط	...	٥,٦١٠	٥,٧٣٠	٥,٩٩٠	٤,١٤٠	٤,٣٢٠	٤,٦١٠
٢	الحياة بأقساط دورية	...	٣,٦١٠	٤,٠٥٠	٤,٦٠٠	٣,٠٤٠	٣,٤٤٠	٣,٩٤٠
٣	الوفى في حالة الوفاة	...	١,٣٩٠	١,٦٨٠	٢,١٣٠	١,٥١٠	١,٨٦٠	٢,٣٩٠
٤	الوفى مع حق استرداد الأقساط	...	٤,١١٠	٤,٧٣٠	٥,٦٤٠	٣,٤٨٠	٤,٠٤٠	٤,٢٢٠
٥	البقاء على قيد الحياة	...	٤,٤١٠	٤,٣٠٠	٤,١٥٠	٢,٨٣٠	٢,٠٧٠	٢,٥٢٠
٦	الحياة مع حق استرداد الأقساط	...	٤,٧٤٠	٤,٧٢٠	٤,٦٨٠	٣,١٤٠	٣,١١٠	٣,٠٥٠
٧	في حالة الوفاة	...	...	...	...	...	...	...

الجدول رقم ١١

تأمين المعاش العاجل لمدي الحياة

المبلغ الواجب دفعه فوراً لتأمين معاش لمدي الحياة قدره مائة جنيه سنوياً

المبلغ الواجب دفعه	السن
جنيه	
١٣٠٣	٥٠
١١٧٣	٥٥
١٠٣١	٦٠
٨٧٩	٦٥
٧٢٦	٧٠

الجدول رقم ١٢

تأمين المعاش الأجل لمدي الحياة

القسط السنوي الواجب دفعه أثناء مدة معينة لتأمين معاش لمدي الحياة قدره مائة جنيه سنوياً.

المدة (بالسنوات)		السن
١٥	١٠	
جنيه	جنيه	
٦٢	١١٨	٣٥
٥٤	١٠٦	٤٠
٤٥	٩٢	٤٥
٤٦	٧٨	٥٠

(د) جمعيات الادخار والتعاون لموظفي بعض المصالح ووجوب اندماجها في صندوق المعاشات والتأمينات

سبق الإشارة في مقدمة هذا البحث الى أن نظام المعاشات لا يشمل برأيه طائفة المستخدمين الخارجين عن هيئة العمال وأنه بالنسبة للموظفين الداخليين الهيئة لا يضمن لأسرة الموظف معاشاً أو مالا كافياً اذا عاجلته المنية في سن مبكرة . وقد كانت أوجه التقص هذه حافزاً لاصلحين من موظفي بعض المصالح على انشاء جمعيات أو صناديق للادخار والتعاون . وهناك بيانها بحسب تواريخ تأسيسها :

- (١) جمعية الاقتصاد والتعاون لموظفي ومستخدمى مصلحة البريد — أسسها المغفور له يوسف ساما باشا في يناير سنة ١٨٩٣
ويتلخص نظامها في أن يدفع العضو رسم دخول قدره ٦ جنيهاً (يعنى منه الخارجون عن الهيئة) واشتراكاً شهرياً بواقع ٣ في المائة من المرتب . وتضمن الجمعية للعضو الداخل الهيئة عند التقاعد مكافأة تعادل ما هيئة نصف شهر عن كل سنة من الثلاثين سنة الأولى وربع شهر بعد ذلك . أما العضو الخارج من الهيئة فتدفع له ما هيئة شهر عن كل سنة من الاثنتي عشرة سنة الأولى وربع شهر من كل من السنين التالية ، وفي حالة وفاة العضو تدفع الجمعية لأسرته مصاريف الدفن ومكافأة تعادل على الأقل ما هيئة السنة الأخيرة وتعوض الجمعية الأعضاء عما يفقدونه بسبب الإجازات المرضية وتكفل لهم ولأسرهم المعالجة لدى أطبائها ومعالجة الأعضاء بالمستشفيات وإيواء المسنين بالملاصق .
وتضمن الجمعية كذلك أصحاب العهدة لقاء رسم قدره ١٠ في المائة من قيمة الضمان . وللمعنية موارد استثنائية مختلفة .
وفي سنة ١٩٣٩ بلغ عدد أعضاء الجمعية ٤٥٥٧ وبلغت أموالها الاحتياطية ٢٣٢ ألف جنيه .

سبق أن أثبتنا على صفحات هذه المجلة "مصر المعاصرة" سنة ١٩٣٥ (ص ٦٤١ وما بعدها) - وقد كان مبلغ الاحتياطي وقتئذ ٢٥٥ ألف جنيه - أن جمعية البريد عرضة للإفلاس وأنه لا بد أن يأتى يوم يتلاشى فيه الاحتياطي ، وذلك لفقد التوازن بين التعهدات المتبادلة بين الجمعية والمشاركين ، وأنه لإيجاد التوازن يجب رفع معدل المستقطع من ٢ إلى ٢,٨٪ من المرتب (ص ٦٧٠).

وعلاوة على ذلك كشفنا عن وجوه النقص في نظام الجمعية ، ولعل أبرزها ارتفاع الموظفين الذين ترمى عليهم العلاوات أبان خدمتهم بمكافآت مبهظة عند تقاعدهم أو تركهم خدمة المصلحة وذلك على نفقة المجموع .

وربما عليه أشرا إلى أن خير وسيلة للإصلاح هي تعديل النظام من أساسه باقتباس الأوضاع الحديثة لجمعيات التأمين التعاوني في أوروبا .

لم تتدارك الجمعية الأمر إلا جزئيا وذلك في ديسمبر سنة ١٩٤٠ بأن قررت رفع معدل المستقطع من ٢ إلى ٢,٢٪ وتخفيض الحد الأعلى للمكافآت من ٤٥٠ إلى ٣٥٠ جنيها . فهل هذا التعديل كفيلا بإيجاد التوازن وإبعاد كل خطر عن الجمعية ؟ تتطلب الإجابة على هذا السؤال بحثا آخر يراعى فيه وضع العناصر الجديدة في معادلة حساية يستخلص منها معدل المستقطع الصحيح .

(٢) صندوق الادخار والتعاون للسيارة والمساكين - تأسس سنة ١٩٠٤ لضمان مكافآت عند التقاعد وعند الوفاة على غرار نظام جمعية البريد وقد أفلس الصندوق عدة مرات وفي كل منها كانت تحمده الحكومة بالمساعدة مما اقتضاه تعديل نظامه في سنة ١٩٣٣ برفع الاشتراك الشهري من ٢ إلى ٣٪ .

(٣) جمعية تعاون موظفي البنوك والمصالح بالقاهرة - تأسست في يونيو سنة ١٩٠٨ ويقضى نظامها بأن يدفع العضو اشتراكا شهريا قدره ١٠ فروش وتضمن الجمعية العيادة الطبية مجاناً للأعضاء ولأفراد عائلاتهم وصرف الأدوية اللازمة للأعضاء شخصيا .

(٤) النقابة العامة لموظفي الحكومة - تأسست سنة ١٩١٩ ، وصارت رابطة الموظفين سنة ١٩٣٥ وهي تضمن للاعضاء وأسره الكشف الطبي مجاناً لدى أطبائها وتفرضهم المسال دون اقتضاء فائدة برهن أوراق مالية أو مصاغ . أما قيمة الاشتراك فهي ٩ قروش شهرياً .

(٥) جمعية التوفير والتعاون لموظفي مصلحة الجمارك - تأسست في مايو سنة ١٩٣٥ - ويتلخص نظامها في أن يستقطع من مرتب العضو اشتراكاً بواقع ٣ أو ٥ في المائة حسب رغبته على أن يفتح له حساب شخصي تضاف إليه اشتراكاته وفوائده استثمارها . وتعرض الجمعية العضو نصف ما يفقده من المرتب بسبب المرض وتدفع لعائلة العضو المتوفى مكافأة لا تتعدى ماهية شهر . وللجمعية إيرادات استثنائية تتكون من الجزاءات المستقطعة من مرتبات الموظفين و ١٠ في المائة من الغرامات على المضبوطات والغرامات الجزركية .

(٦) صندوق الادخار والتعاون لموظفي مصلحة المساحة - تأسس في أغسطس سنة ١٩٢٥ ، ونظامه مستمد من نظام جمعية الجمارك غير أن معتدل المستقطع من المرتب ٣ في المائة .

(٧) صندوق التعاون والادخار لموظفي محكمة مصر المختلطة - تأسس في مايو سنة ١٩٣١ - ويتلخص نظامه في أن يدفع العضو اشتراكاً بواقع واحد في المائة من مرتبه على الأقل على ذمة التوفير وواحد في المائة لقاء الميزات التعاونية وأهمها : العيادة الطبية مجاناً للاعضاء وأفراد عائلاتهم وصرف الأدوية للاعضاء شخصياً ما عدا الأدوية الجاهزة ومعاملة الاعضاء في المستشفيات والمصحات وتوريضهم عما يفقدونه من المرتب بسبب الإجازات المرضية وبصرف الصندوق كذلك مكافآت بسيطة عند التقاعد أو عند الوفاة في حدود ما تسمح به وفور ميزانية الصندوق . وقد قام الصندوق بعمل لا تعاوني وهو توسطه لدى إحدى شركات التأمين الرأسمالية للتأمين على حياة أعضائه .

(٨) جمعية التعاون والادخار لموظفى ومصاحبة وزارة الصحة — أسسها المفطور له الدكتور محمد شاهين باشا فى فبراير سنة ١٩٣٤ باستنباط أصول نظام جمعية البريد مع اختلاف بسيط فى بعض التفاصيل أهمها أن المكافأة فى حالة الوفاة تعادل نصف ماهية سنة من المرتب الأخير .

إدماج جمعيات الادخار والتعاون فى صندوق المعاشات والتأمينات

حيث إن صندوق المعاشات والتأمينات يحقق الأقساط الرئيسية التى تنصبو إلى تحقيقها تلك المؤسسات وهى تأمين مال للعضو عند التقاعد ولأمرته عند الوفاة ومصاريف الدفن وإقراض العضو ما يحتاج إليه من المال بقائدة معتدلة وذهاب أصحاب العهدة فلا يخرج عن اختصاصه سوى ضمان وسائل العلاج وتعميض الموظف عما يفقده من مرتبه بسبب المرض أى ما يسعى بالتأمين الصحى .

وحيث إن القاعدة المتبعة فى جمعيات البريد والصحة والسيارة والمساحين فى استقطاع القسط من المرتب بمعدل ثابت وتسوية مكافأة التقاعد أو الوفاة على أساس المرتب الأخير تحمل فى طبيعتها غنبا على صغار الموظفين لصالح كبارهم . وحيث إنه لا يوجد بالجمعيات الثلاث السالفة الذكر توازن بين التعهدات المتبادلة للجمعية وأعضائها مما يعرضها للافلاس ولو بعد حين كما سبق الإشارة إليه .

وحيث إن جمعيات الجمارك والمساحة ومصر المختلطة إنما هى على الأرجح جمعيات للتوفير فقد انتفعت منها الصيغة التعاونية لعدم ضمان المال لأسرة المتوفى حتى ولو حصلت الوفاة بعد أداء القسط الأول . وما التأمين التعاونى الذى يضطلع به صندوق المعاشات والتأمينات إلا ضرب من ضروب الادخار بطريقة منظمة تكفل للأعضاء وأمرهم عدالة التمتع بالميزات التعاونية .

بناء عليه نرى أن تنازل تلك المؤسسات عن أموالها الاحتياطية لصندوق المعاشات والتأمينات فلا تحتفظ منها إلا بحجز يسير يمكنها من متابعة رسالتها في التأمين الصحي على أن يحاسب الصندوق حصة كل عضو في الاحتياطى بمثابة وزيلة على دفعة واحدة تضاف الى ما ينبغي استقطاعه من مرتبه مستقبلا لتأمين رأس مال يدفع عند الوفاة أو التقاعد .

(هـ) مصادر الفائض (الأرباح)

مهما توخينا الدقة في تحديد الأقساط على هدى احصاءات صادقة للعناصر الثلاثة التي تستنبط منها ، فلا بد أن تسفر الميزانية آخر السنة عن فائض وذلك للأسباب الآتية :

(١) عدول بعض المشتركين عن الاستقرار في التأمين قبل استكمال الثلاث السنوات اللازمة للحصول على حق استرداد الأقساط المدفوعة (Surrender value—Valeur du rachat) بعد استبعاد جزء يسير لقاء فسخ التعاقد . وعلى ذلك فالأقساط المدفوعة قبل استكمال المدة القانونية تصبح حقا مكتسبا للصندوق .

(٢) خفض نسبة الوفيات الفعلية بالنسبة لمعدل الوفيات الذي استخدم في استنباط الأقساط .

(٣) زيادة معدل فائدة الأموال الموظفة في أوراق مالية أو خلافاها بالنسبة لمعدل فائدة استثمار الأموال الذي أدخل في حساب الأقساط .

(٤) ارتفاع أسعار الأوراق المالية الموجودة لدى الصندوق بالنسبة لأسعار الشراء خصوصا على أثر خفض النقد .

(٥) خفض التفتحات الإدارية بالنسبة للنفقات المتوقعة التي تضاف لهذا الغرض الى الأقساط الصافية لتكوين الأقساط التي يتعامل الصندوق بموجبها مع الموظفين .

(٦) الإيرادات الاستثنائية : كتنازل الحكومة عن الغرامات الموقعة على الموظفين له صندوق المعاشات والتأمينات أو غير ذلك ، على أن هذه الإيرادات نظرا لصفحتها العارضة لا ينبغي أن تدخل في حساب الأقساط .

تلك هي المصادر المختلفة للقائض السنوي وبما أن هذا القائض حق للأعضاء فيجب توزيعه عليهم بعد الاحتفاظ بالمبالغ اللازمة لاحتياجات المعاشات والتأمينات التي تضمن المحافظة على كيان الصندوق وتبعد عنه كل خطر مادي ، فقبل أن نعرض لبيان كيفية توزيع القائض ينبغي شرح كل نوع من تلك الاحتياطيات .

(و) احتياطيات المعاشات والتأمينات

الاحتياطي الحسابي (Réserve mathématique)

ضمانا لمعاشات والتأمينات التي يتعهد الصندوق للموظفين بدفعها عند الوفاة أو عند انتهاء أجل التعاقد ينبغي تكوين مال احتياطي قائم على القواعد الرياضية ونظرا لأهمية هذا الاحتياطي نعلم أن تشاريع البلاد المختلفة وجود هذا الاحتياطي وأن يكون معادلا للفرق بين القيمة الحالية لتعهدات المؤسسة والقيمة الحالية لتعهدات أعضائها .

ويؤخذ هذا الاحتياطي من المستقطع من المرتبات خلال السنوات الأولى لاستخدامه في تغطية الفرق بين التعويضات (من معاشات ورسوم أموال) والمستقطع في السنوات الأخيرة . وتقريبا لهذه النظرية إلى الأذهان نسوق المثال الآتي :

موظف عمره ٤٠ سنة عقد مع الصندوق تأميناً مغلطا برأس مال قدره ١٠٠ جنيه لمدة ١٥ سنة .

يتضح من تعريفه "التأمين المغلط" أن القسط الواجب دفعه هو ٥ جنيهات و ٧٦٠ مليا وإذا أردنا تحليل هذا القسط ألقينا مشتملا على عناصر ثلاثة :

(١) مبلغ ٩٧٥ مليا لتغطية خطر الوفاة (Risque de décès) خلال السنة الأولى بين المشتركين من فئة السن المذكورة (يتبين من جدول الوفيات أن

معدل الوفاة في سن الأربعين ٩٧٥ في المائة الف) فإضافة هذا المبلغ الى المبالغ المعاملة المستقطعة من أقساط الأعضاء الآخرين يتكون المبلغ اللازم لسواء التعويضات عن الوفيات التي تحصل في تلك السنة إذا جاءت الوفيات الفعلية مماثلة للوفيات التي يحتمل حصولها حسب جدول الوفيات .

(٢) مبلغ ١٤٩ مليا لتغطية المصاريف الادارية وهو نصيب القسط الأول من تلك المصروفات .

(٣) فيكون المبلغ الباقي ٥,٧٦٠ - ٩٧٥ - ٠,١٤٩ = ٤,٦٣٦ وهو المبلغ الذي يجب استتاره مع المبالغ الأخرى المعاملة المستقطعة من أقساط الأعضاء الآخرين لتكوين الاحتياطي الحسابي اللازم لمواجهة دفع التعويضات في المستقبل عند ما يصبح خطر الوفاة أو التقاعد أكبر من القسط .

والجدول الآتي يبين مبلغ الاحتياطي الحسابي المتكون في آخر كل سنة لثالث الذي نحن بصدده :

السنوات	الاحتياطي	السنوات	الاحتياطي	السنوات	الاحتياطي
١	٤,٦٣٦	٦	٣١,٤٣١	١١	٩٥,٣٧٨
٢	٩,٥٢٨	٧	٣٧,٥٦٧	١٢	٧٣,٢٩٦
٣	١٤,٦٣٩	٨	٤٤,٠٠١	١٣	٨١,٦٧٥
٤	١٩,٩٩١	٩	٥٠,٧٦٤	١٤	٩٠,٢٦٠
٥	٢٥,٥٧٨	١٠	٥٧,٨٨٨	١٥	١٠٠,٠٠٠

يوضح من هذا الجدول أنه يجب أن يكون لدى الصندوق عن كل عقد من العقود المتداولة احتياطي يعادل رأس المال المؤمن به لدفع التعويضات للباقيين أحياء عند انتهاء أجل العقد وفقاً لشروط التأمين المختلط .

احتياطي الضمان Réserve de garantie

قد يحدث أن تزداد نسبة الوفيات في إحدى السنوات لأسباب غير متوقعة كالأوبئة وما إليها زيادة محسوسة تتجاوز كل احتمال مما يترتب عليه دفع تعويضات كبيرة قد تستنفد جزءا غير يسير من الاحتياطي الحسابي. فلهذا هذا الخطر يجهد التشريع في بعض الدول تختم استقطاع جزء من الفائض السنوي لتكوين احتياطي الضمان. وقد قدر المبلغ الواجب استقطاؤه لهذا الغرض في التشريع الفرنسي بنسبة ٣ في الألف من جملة الأقساط المحصلة خلال السنة، على أن ينخفض إلى نصف في الألف عند ما يبلغ احتياطي الضمان ٦ في المائة من الاحتياطي الحسابي ويوقف هذا الاستقطاع عند ما يبلغ احتياطي الضمان ١٠٪. ويختم الرجوع إليه إذا مس هذا الاحتياطي.

وعلى هذا فوظيفة احتياطي الضمان هي تغذية الاحتياطي الحسابي في الظروف القهرية التي يمس فيها الأخير بحيث يصبح غير معادل للفرق بين قيم تعهدات الصندوق وتعهدات أعضائه.

فائض قيمة الأوراق المالية Plus-value du Portefeuille-titres

يحدث أن ترتفع أسعار الأوراق المالية التي يشتريها الصندوق لتكون غطاء للاحتياطي الحسابي واحتياطي الضمان بالنسبة لأسعار الشراء فهل يجوز التصرف في هذه الزيادة بتوزيعها على الأعضاء بصيغة عائد إضافي "Bonus". ترى بعض مؤسسات التأمين الاحتفاظ بها وتفردها لحسابها خاصة برسم "فائض قيمة الأوراق المالية" وهذا الإجراء لا تقرضه القوانين على المنشآت قرضا وإنما هو جوازى توحى الحكمة باتباعه، ووظيفة هذا الفائض تسوية الخفض الذي قد يحدث مستقبلا في أسعار الأوراق المالية.

احتياطي الطوارئ Provisions pour éventualités

فضلا عن الاحتياطيات السابقة تكون بعض المنشآت احتياطيا اضافيا للطوارئ المختلفة كالتخفيض معدل غلة الأوراق أو زيادة النفقات الادارية على المربوط لها في حساب الأقساط أو مواجهة الطوارئ الأخرى التي يتعذر التكهّن بها وبمعااد حدوثها . ويستقطع هذا الاحتياطي من الفائض السنوي . أما أمر تقديره فمتروك لأعضاء مجلس الادارة .

(ز) ربحية توزيع الفائض Répartition de l'excédent

تتكون الإيرادات من الأقساط وفوائد استثمار الأموال والموارد الاستثنائية (ان وجدت) وتخصص المصروفات في التعويضات والمصاريف الإدارية فيكون الفرق بينهما هو الفائض الإجمالي (Excédent brut) وبعد استقطاع الاعتمادات اللازمة لتغذية الاحتياطيات المختلفة يكون الباقي هو الفائض الصافي (Excédent net) الذي يجب توزيعه على الأعضاء بصيغة عائد (bonus).

ويجب أن ينص نظام الصندوق على الطريقة التي ينبغي اتباعها في توزيع الفائض بأن يجعله نسبيا ، أما حسب رأس المال المؤمن به ، وأما حسب القسط السنوي المدفوع وأما حسب جملة الأقساط المدفوعة . على أن الأخيرة هي الطريقة الراجحة في مؤسسات التأمين التعاونية ، لأنها تشجع الأعضاء على الاستمرار في التأمين لما يتوقعونه من زيادة العائد من سنة الى أخرى بنسبة عدد الأقساط المدفوعة .

ومهما يكن من طريقة في توزيع الفائض فإن لكل عضو حق الاختيار (Option) بين وسائل ثلاث للحصول على العائد :

- (١) أن يقبضه قورا .
- (٢) أن يطلب زيادة رأس المال المؤمن به على اعتبار العائد وتوزيعه على دفعة واحدة (Cotisation unique) لتأمين رأس مال إضافي .

(٣) أن يطلب تخفيض الأقساط المقبلة بموجبه بأن يتناول التزليل جميع الأقساط التي يحتمل دفعها مستقبلا بحيث تكون القيمة الحالية لهذا التزليل معادلة للعائد المستحق .

وعلى أى حال لا يكون للعضو الحق في الفائض إلا ابتداء من السنة الرابعة من التأمين .

وتفضل المؤسسات عدم التصرف في الفائض فوراً بل الاحتفاظ به واستثماره أثناء مدة معينة تسمى مدة الاستجماع (Période d'accumulation) قدرها عادة خمس سنوات .

ويعتضى هذه الطريقة يحرم الأشخاص الذين فسخوا عقودهم مع الصندوق خلال تلك المدة قبل الأجل المحدد لها من حقهم في الفائض فيزداد بذلك عائد الأعضاء العاملين . أما في حالة الوفاة فيحصل المستفيدون على العائد المستحق لغاية آخر السنة السالفة للوفاة . على أن اتباع هذه الطريقة لا يمنع من عمل حساب سنوى للفائض ، يحدد على أساسه عائد كل عضو ويقيد لحسابه ويعان به آخر كل سنة .

الفصل السادس — تأمين الوفاء أو ضمان اصحاب العهدة

ومزايا اضطلاع صندوق المعاشات والتأمينات به

Assurance-Solvabilité

تقضى القواعد المالية على الموظفين المنوط بهم عهدة كأمناء الخازن والموظفين المكلفين بتحصيل رسوم أو ضرائب تقديم تأمين من عقود أو سندات أو ضمان من إحدى شركات التأمين الثلاث المعتمدة من الحكومة وهي شركة الضمانات وشركة السيكورناه الأهلية وشركة مصر للعموم التأمينات وذلك لإمكان الرجوع الى هذا الضمان في حالة الاختلاس .

ولقاء الضمان الذي تقدمه شركة التأمين يدفع لها الموظف رسمًا سنويًا قدره ٤٠٠ ملجم لضمان مبلغ مائة جنيه .

ويعنى من التأمين أو الضمان الموظفون الداعمون الذين لم مدة خدمة دائمة لا تقل عن ١٥ سنة (م ٨ تعليمات رقم ٥١ صادرة في ١/١/١٩٣٥) والحكمة في هذا الاعفاء هي أن المعاش أو ما يعادله من رأس المال المستحق لم خير ضمان للحكومة .

وقد زاد عدد الموظفين المكلفين بتقديم الضمان من شركات التأمين زيادة مضطردة خلال السنوات الأخيرة تبعًا لعاملين :

(١) زيادة المصالح ذات الإراد ونمو أعمالها مما يقتضيه زيادة عدد محصيل الرسوم والضرائب .

(٢) وقف تثبيت الموظفين بناء على قرار مجلس الوزراء الصادر سنة ١٩٣٥ مما ترتب عليه زيادة عدد الموظفين المؤقتين الذين يتعين عليهم تقديم الضمان .

ولما كانت حالات الإفلاس نادرة فإن مبلغ التعويضات الذي تدفعه شركات التأمين للحكومة ضئيل جدًا ، فكان الموظفون يقدمون رسوم الضمان لتلك الشركات قربانًا عامًا بعد عام كي تزداد بذلك ثروة على ثروة .

لم تحدث اختلاسات إلا بسبب عدم كفاية مراقبة توريد الإراد إلى الخزائن العامة فإذا ما شددت المراقبة انعدم الاختلاس . ومن أجل هذا تختم أكثر المصالح على محصيل الرسوم والضرائب توريد المبالغ المحصلة في ذات يوم التحصيل إلى خزنة المسالية أو المحافظة أو المديرية أو البنك الأهلي .

وقد عمدت بعض المصالح إلى وضع نظام تعاوني لضمان موظفيها المنوط بهم عهدة وفي طليعتها مصلحة البريد فقد تضمن نظام جمعيتها التعاونية ضمان هؤلاء الموظفين في حدود مبلغ مائة جنيه لقاء رسم سنوي قدره ٢٥٠ ملجم ، وقد بلغت الرسوم المحصلة خلال ١٠ سنوات في المدة من سنة ١٩٢٥ إلى سنة ١٩٣٤ : ١٣٥٠٠ جنيه .

وانشأت مصلحة الأموال المقررة في أول يناير سنة ١٩٣٠ صندوق ضمانات تعاوني للصيرافة والمحصلين الغرض منه تكوين رأس مال واحتياطي بحملان محل الضمانات المفروض على الصيرافة والمحصلين لتقديمها .

ويتكون رأس مال الصندوق من اشتراكات الأعضاء — وقد حدد الاشتراك بمبلغ ١٢ جنيه يقسط على ٤٨ قسطا شهريا كل منه ٢٥٠ مليا . ويتكون الاحتياطي من فوائد رأس المال وقد بلغ رأس المال خلال الثمان السنوات الأولى من تأسيس الصندوق ٢٨٠٠٠ جنيه وبلغ الاحتياطي ٣٠٠٠ جنيه .

يضمن الصندوق كل المبالغ التي يعهد إلى الصيارف والمحصلين تحصيلها ولم يوردوها إلى الخزنة بعد قبضها سواء كان عدم توريدها يرجع إلى حصول اختلاس أم غش أم خيانة أمانة أم إهمال أم عدم احتياط أم خطأ وعلى العموم كل المبالغ التي يقرر وزير المالية مسئولية الصراف أو المحصل عنها في عدم توريدها للخزنة .

قبل الرجوع إلى رأس المال أو احتياطي الصندوق تستوفى المبالغ التي لا تورد للخزنة والتي يضمها الصندوق مما يلي :

- (١) المساهبة المستحقة للصراف أو المحصل المسئول .
- (ب) المبالغ المتحصلة من أمواله ومن بيع أملاكه .
- (ج) المبالغ المدفوعة منه في صندوق احتياطي الصيارف بواقع ٣٪ من ماهيته .
- (د) المبالغ المدفوعة منه لصندوق الضمانات . وما يتبقى بعد ذلك يسدد لخزنة من الاحتياطي فإذا لم يف بالغرض فالباقي يسدد من رأس المال .

فإذا نقص رأس المال إلى أقل من ثلثه يكلف الصيارف والمحصلون جميعهم الموجودون في الخدمة بتغطيته وذلك في مدة أربع سنوات .

• وإذا تجاوز الاحتياطي مبلغ ٣٠٠٠ جنيه بعد تغطية رأس المال فيضاف نصف الزيادة إلى رأس المال والنصف الثاني يوزع سنوياً بالتساوي على الصيارف والمحصلين الذين يكونون قد قضوا بالخدمة مدة ثمان سنوات على الأقل بشرط أن تبلغ الزيادة التي ستوزع عليهم بمسألة جنيه على الأقل .

وفي حالة الاستقالة أو الانفصال من الخدمة بسبب بلوغ السن أو الوفاة أو الاستغناء عن الوظيفة يكون للصراف أو المحصل الحق في استرداد ماتفه دون القوائد . وفي حالة الوفاة يكون لورثته الحق في استرداد ماتفه مورثهم دون القوائد على ألا يتناول الاسترداد في كلتا الحالتين ما يكون قد خصم من رأس المال لإسداد الاموال المختصة أو المفقودة .

يتبين مما تقدم أن المبالغ التي يدفعها الموظفون للصندوق برسم الضمان ترد لهم ما لم يحصل اختلاس .

لذلك نرى أن يلحق بصندوق المعاشات والتأمينات المقترح إنشاء فرع لضمان الموظفين المنوط بهم عهدة وأن يكون نظام هذا الفرع على غرار نظام صندوق الضمانات للصيارف والمحصلين وأن يتم تفعله بجميع موظفي ومستخدمى الحكومة المنوط بهم عهدة . وبذلك تعود المنفعة على الموظفين وأسرهم بدلاً من أن تستأثر شركات التأمين برسوم الضمان .

هذا فضلاً عن أن الضمان الذي يقدمه الصندوق للحكومة لا حد له . أما الضمان المطلوب تقديمه عن طريق شركات التأمين فمحدود بمبلغ مائة جنيه فيما قد تتناول عهدة الموظف آلاف الجنيهات .

خاتمة

لعل أصوب ما يختتم به هذا البحث هو أن نسرده على وجه الاختصار الأعمال التمهيدية لتشييد نظام جديد للمعاشات وتأمينات الموظفين فتلخصها فيما يلي :

(١) إعداد احصاء بجميع موظفي ومستخدمى الحكومة من دائمين وخارجين عن هيئة العمل وخدمة سائرة فى كل من الاثنين والعشرين سنة الأخيرة (١٩٢٠ - ١٩٤١) وتوزعهم حسب السن ومدة الخدمة .

(٢) إعداد جداول بوفيات وتقاعد الموظفين والمستخدمين حسب السن ومدة الخدمة .

(٣) إعداد احصاء بالمعاشات التى رتب للموظفين والمستخدمين واستخلاص معدل نمو المرتبات .

(٤) إعداد احصاء بأصحاب المعاشات موزعين حسب السن ومدة انتفاعهم بالمعاش والمعاشات التى رتب لهم وإحصاء الحالات التى قطع فيها المعاش بسبب الوفاة وبلوغ السن للتأمين والزواج للبات والأرامل الى غير ذلك .

(٥) تحديد معدل المستقطع الجديد على ضوء الاحصاءات السابقة الذكر .

(٦) وضع تعريفة لأقساط التأمين على حياة الموظفين .

(٧) وضع تعريفة وتحديد نظام لضمان الموظفين المتوط بهم عهدة .

(٨) جرد الاحتياطي الحسابى لتعهدات الحكومة قبل الموظفين وأصحاب المعاشات .

(٩) استصدار قانون بفصل ميزانية المعاشات عن ميزانية الدولة وإشاء صندوق مستقل للمعاشات والتأمينات وتحديد نظام الصندوق .

(١٠) تازل الحكومة للصندوق عن مبلغ الاحتياطي الحسابى للمعاشات .

وختاماً يجدر التنويه الى أن من يعمل على تنفيذ الخطة السابقة الذكر يقدم للموظفين والمستخدمين وأسرهم خدمة جليلة ويسدى لأمته خيراً عظيماً يسجل له بالفخر .

ACTUALITÉS

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

LE PROBLÈME DU DIVORCE EN EGYPTE *

PAR

M. MOHAMMED ABDEL RAHIM ANBAR

En face des 183-823 mariages qui ont été célébrés en territoire égyptien en l'année 1939, 57-099 divorces ont été enregistrés (1). Ce chiffre donne une proportion d'environ 33 pour cent, proportion vraiment excessive et assez scandaleuse, si on la confronte avec les données similaires des autres pays civilisés : en France, pays de large tolérance, elle est de 8,6 pour cent ; en Grande-Bretagne, de 1,3 pour cent et au Canada, 1,9 pour cent.

Il en résulte clairement que l'Egypte tient la tête des nations par le nombre des divorces, et il n'y a pas de quoi être fier. Je sais qu'on impute fréquemment cette situation lamentable à la législation musulmane, concédant le monopole du divorce, ou presque, au mari, qui peut en user quand il veut et comme il l'entend. Cette présomption se vérifie dans une certaine mesure si l'on ne considère que l'aspect extérieur. Ceux qui s'expriment ainsi ignorent, ou font semblant de méconnaître l'esprit généreux des préceptes islamiques, aussi bien que leur conception élevée de la vie sociale. En effet, toute loi, divine ou humaine, ne vit que par son esprit et ne tire sa valeur que de l'intention du législateur, bien que son existence soit concrétisée par des lettres et des mots. Chaque difficulté interprétée indûment, chaque erreur dans son application, volontaire ou non, tue l'esprit et travestissent cette intention.

* Article paru dans "La Thakafa" et traduit par M. Gaston Wiet.

(1) Voir Note No (II), page 789.

D'une façon générale, le divorce n'est ni absolument un bien ni absolument un mal. C'est une règle saine et nette de toute vie sociale civilisée, qui obéit aux instincts les plus primitifs de l'humanité, quelles qu'en soient les tendances diverses. C'est donc une nécessité, ni plus ni moins. C'est parfois une exécution brutale, aussi impérieuse que l'emploi du bistouri par le chirurgien. Si, par exemple, nous condamnions à vivre ensemble deux époux exposés à des disputes continuelles, sans possibilité d'entente et d'harmonie conjugale, nous commettrions à leur égard, à l'égard des générations à venir, mieux, vis-à-vis de la société toute entière, un crime beaucoup plus grand que si nous leur permettions de se séparer.

Ce n'est pas douteux. Mais du moment que le divorce est une pénible nécessité, une cruelle opération infligée à la sérénité paisible de la famille, ce noyau central de la société, Dieu, en instituant le divorce, lui a assigné d'étroites limites. Les ouvrages religieux commentent abondamment les textes coraniques pour préciser ce point de vue. Aussi bien, la progression des divorces, si répandus dans les milieux musulmans contemporains, n'est pas imputable à la religion islamique, comme voudraient le faire croire les missionnaires ou les libres penseurs. C'est seulement une preuve péremptoire et manifeste que les musulmans pratiquent mal une religion bienfaisante et en dénaturent les aspirations. Il serait peu raisonnable de penser que cette vilénie sociale soit autorisée par la religion, la logique ou la raison, qui sont trois concepts presque synonymes.

On nous a transmis cette maxime de l'Envoyé de Dieu : " L'acte permis que Dieu déteste le plus, c'est le divorce ". Et le poète Chawki Bey a rendu la même pensée sous une forme éloquente qui mérite d'être retenue : " Le divorce est un acte permis qui porte en lui la laideur du péché ". Les Compagnons du Prophète ont conté qu'un individu était allé trouver le calife Omar pour lui exprimer sa volonté de répudier sa femme parce qu'il ne l'aimait plus. Le calife s'y refusa avec énergie : " Les familles ne sont-elles fondées que sur l'amour ? cria-t-il à l'homme. Que fais-tu donc du respect et des concessions mutuelles ? " Le souverain songeait, en effet, aux misères du divorce, qui affectent la vie matérielle par l'incertitude du lendemain, apportent du trouble dans l'existence en astreignant à des déplacements, et risquent d'anéantir la pureté du cœur. En une minute, — le temps de remuer les lèvres, — le divorce démolit un édifice d'une belle venue et prospère, auquel on a consacré beaucoup d'efforts, de réflexion et d'argent, auquel on

a prodigué une tendresse infinie avec une entière sincérité et un noble enthousiasme.

On sait communément que le mari déçu dans sa première union a plus tard rarement confiance dans la femme, car le choc violent qu'il reçoit fait disparaître presque toute son affection native, ruine en grande partie son penchant pour les femmes, mine cet amour subtil qu'il porte instinctivement dans son cœur, et, comme par un coup de baguette magique, salit brutalement la vision poétique que son imagination s'était faite de la famille, du bonheur conjugal et du ménage modèle.

Si nous passons en revue les classes dans lesquelles sévit le divorce, nous apercevons clairement le danger de cette affreuse réalité. Car il s'agit de classes qui sont capables de se dispenser de leurs charges conjugales, avec un souverain mépris des conséquences qui atteignent indistinctement tout le corps social. Les détails suivants vont le montrer :

I.—LES VILLES ET LES FAMILLES CITADINES

La statistique des divorces indique pour la ville du Caire seule, l'année passée, la proportion de 43 pour cent ; pour Alexandrie, de 36 pour cent ; Damiette, de 24 pour cent ; Minieh, de 21 pour cent, etc. (2).

La preuve est ainsi faite que les familles citadines, ou celles qui sont le plus évoluées, battent tous les records en matière de divorce.

La raison en est que dans les villes modernes, dans les familles citadines, on rencontre une foule de dangers sociaux, provenant de l'exiguïté et de la contiguïté des logements, de la licence des mœurs, de la recherche de toutes les forces de bien-être, du libertinage qui amollit les énergies, du tourbillon des réunions mondaines, des conversations immorales, de tous les mauvais germes du laisser-aller, qui impriment aux individus un caractère sans vigueur et une nature molle.

(2) Voir note No. (2), page 780.

II.—LES FAMILLES À FAIBLE PROGENITURE

Les statistiques établissent que la proportion des divorces s'élève dans les familles sans enfants et tend à diminuer suivant le nombre des enfants. Il n'est pas difficile de conclure que les enfants servent de lien matériel et moral entre leurs parents, et le tableau suivant le montre aisément ^(*):

	Sans enfants	Un enfant	Deux enfants	Trois enfants	Plus de trois
1938	40.850	9.402	2.715	1.205	1.054
1939	42.738	9.997	2.939	1.303	2.322

Il n'est pas douteux qu'un enfant qui vit sous la garde d'une mère répudiée, ou avec un père divorcé, ou qui est soumis à la tutelle d'un beau-père ou d'une marâtre, est encore plus misérable qu'un orphelin abandonné à son malheureux sort, même vagabond, susceptible d'attirer la pitié d'un cœur sensible, et que des personnes généreuses s'offrent à entretenir. Imaginons-le entre deux époux ennemis qui se le disputent ou veulent s'en débarrasser : il est affolé, recherchant celui qu'il préfère, ou fuyant celui qu'il déteste.

III.—LES MARIÉS

Il est établi que les hommes qui détruisent leur foyer sont deux fois plus nombreux que les femmes, parce que le divorce est plus facile à l'homme qu'à la femme, dans la majeure partie des cas et pour la plupart des législations.

En effet, certaines considérations particulières font hésiter la femme orientale à quitter définitivement son mari : les mœurs ambiantes rendent très malaisée pour une femme divorcée la recherche d'une nouvelle union.

(*) Voir note No. (3), page 789.

IV.—L'ÂGE DES DIVORCÉS

On remarque que la plupart des femmes divorcées se classent entre 20 et 30 ans, tandis que pour les hommes ce maximum se trouve entre 25 et 40, car après cet âge, l'homme ne pense pas au changement et le baromètre du divorce s'établit au calme⁽¹⁾. Mais ce point mort n'est pas constant pour les deux sexes et se rencontre beaucoup plus tard chez les hommes que chez les femmes. Par exemple, tandis que l'on compte 6.057 hommes qui ont divorcé entre 40 et 45 ans, le nombre des femmes du même âge qui ont demandé le divorce n'est plus que de 3.036.

Bien plus, la différence atteint son apogée après 60 ans : entre 60 et 70 ans, on dénombre 1.616 hommes contre 391 femmes; et, après 70 ans, les chiffres respectifs sont de 734 et de 86.

Et ceci tendrait à expliquer le nombre prodigieux des vieillards insensés qui sacrifient le passé d'un long ménage pour convoler avec de toutes jeunes filles, à peine nubiles.

V.—RAPPORTS AVEC LA DURÉE DES MARIAGES

Les statistiques procurent les données suivantes⁽²⁾ :

Durée des mariages	1927	1928	1929
Moins d'un mois... ..	2.169	1.933	2.030
D'un à deux ans	10.450	10.435	10.959
De 5 à 10 ans	7.891	7.649	8.033
20 ans et plus	1.500	1.610	1.691

De ces chiffres troublants on peut déduire les considérations sociales suivantes :

(1) Les divorcées les moins nombreux se situent dans les ménages qui n'ont pas un mois d'existence. On peut en ramener les causes au grand nombre des erreurs pitoyables qui entachent la conclusion des

(1) Voir note No. (4), page 790.

(2) Voir note No. (2), page 790.

mariages en Egypte. La fraude, le dol, l'avidité, la haine des parents, l'ignorance de la vie en commun, alimientent le marché des divorces et remplissent les feuillets des registres officiels qui consignent l'annulation de ces tableaux éphémères.

(2) Les plus nombreux divorces tombent dans les ménages qui ont vécu en bonne harmonie pendant une année, mais qui s'écroulent avant la fin de la seconde année. C'est le moment où les époux arrivent au seuil de la paternité : il est facile de se séparer, alors que plus tard la chose sera moins aisée ou plus pénible.

(3) On observe que le nombre des divorces postérieurs à l'époque qui s'échelonne entre 5 et 10 ans de mariage s'élève relativement d'une façon inquiétante. On ne peut guère répondre à cela qu'en invoquant le relâchement des mœurs et les stupéfiants bouleversements sociaux qui ont suivi la dernière guerre.



Tels sont les détails sommaires d'un aperçu d'ensemble consacré au divorce. Nous en avons donné un exposé concis, afin que le remède soit découvert plus clairement. Tous ceux qui se préoccupent de questions sociales se demandent à quel niveau parviendra ce problème qui caractérise l'Egypte d'une manière aussi lamentable et dont le piteux aspect ternit la beauté de la religion musulmane et la rectitude de sa loi. Espérons qu'un jour viendra où l'on pourra développer un mouvement national civilisateur qui débarrassera notre malheureuse société de cette terrible calamité.

MOHAMMED ABDEL RAHIM ANBAR.

(Traduction de Gaston Wiet.)

NOTES

(1)

Le Dr. I. Lévi a publié l'année dernière une importante étude sur ce sujet et nous lui avons emprunté les statistiques complémentaires données dans les notes (*La nuptialité et les divorces en Egypte, Bulletin de l'Institut d'Egypte*, XXI, pp. 191-209).

	1935	1936	1937
Mariages	210.790	217.683	209.838
Divorces	55.859	53.539	56.526
Pourcentage	26.5	24.6	26.9

Il faut observer que le nombre des divorces en 1939 n'est qu'en légère augmentation par rapport aux années précédentes. Si le pourcentage en face des mariages passe de 26 à 33, c'est surtout à cause de la diminution sensible des mariages.

(2)

	1935	1936	1937
Le Caire	47.2	43.2	42.9
Alexandrie	40.4	36.2	35.4
Damiette	28.4	26.6	23.8
Minieh	19	18.2	21.3

(3)

	Sans enfants	Avec progéniture
1935	41.536	14.323
1936	39.468	14.091
1937	40.190	16.336
1938	40.850	14.376
1939	42.738	15.961

(4)

	1935	1936	1937
<i>Hommes</i>			
Moins de 25 ans	5.813	5.478	5.865
Entre 25 et 40	34.579	32.924	34.059
Entre 40 et 45	6.037	5.655	5.926
Entre 45 et 60	7.882	7.589	7.941
Entre 60 et 70	1.554	1.308	1.548
Au-dessus de 70	866	669	675
<i>Femmes</i>			
Moins de 20 ans	5.900	5.723	6.241
Entre 20 et 30	28.996	27.011	27.976
Entre 30 et 40	14.626	14.276	14.677
Entre 40 et 45	3.441	3.237	3.423
Entre 45 et 60	3.187	3.112	3.306
Entre 60 et 70	442	292	314
Au-dessus de 70	180	61	57

(5)

	1935	1936
D'un à deux ans	10.230	9.917
De 5 à 10 ans	9.523	8.328
Vingt ans et plus	1.435	1.324

DOCUMENTS ET STATISTIQUES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

DU 8 AVRIL 1941

DE LA

SOCIÉTÉ FOUAD I^{er} D'ÉCONOMIE POLITIQUE,

DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Les soucis de tout ordre que la conjoncture présente impose à chacun de nous et l'absence d'un grand nombre de nos collaborateurs assidus a ralenti notre activité dans une mesure appréciable.

Pendant l'année 1940 nos diverses sections n'ont tenu que six réunions contre huit l'année précédente et ce nombre accusera vraisemblablement une nouvelle régression en 1941.

Le très actif Conseiller à la Cour de Cassation, le Dr. Abdel Fattah el Sayed Bey, à qui nous devons de nombreuses contributions très appréciées par les lecteurs de notre revue, a parlé de *l'Evolution de la condition de la femme en droit comparé*. Sa conférence s'appuyait sur une documentation choisie avec le souci coutumier de précision et d'objectivité de notre dévoué collaborateur qui a mis en lumière les progrès de la législation égyptienne et signalé les lacunes qu'il y aurait lieu de combler graduellement.

Le Professeur Umberto Ricci, dans un savant exposé, a précisé les attributions et le fonctionnement de la *Cour des Comptes en Angleterre, en France et en Italie*, et a montré la possibilité et les modalités de la création en Egypte de cette institution, organe suprême du contrôle du Budget.

L'étude du Professeur Ricci présente bien des points de vue communs avec celle de Mr. Moïse Dichy Bey sur le même sujet, étude dont il sera fait mention plus loin.

Me. Hanna Barsoum a traité la question des *double impositions des Sociétés égyptiennes en France et en Egypte*. Bien que l'on puisse ne pas partager entièrement les avis qui y sont formulés, l'étude susmentionnée révèle chez l'auteur une grande familiarité avec son sujet et constitue un apport appréciable à la documentation intéressant notre nouvelle législation fiscale.

Mr. le Docteur Vaucher a entretenu nos membres du rôle de la *Croix Rouge internationale dans la guerre actuelle* et des conventions sur lesquelles s'appuie son action hautement humanitaire.

En plus de ces conférences données par nos membres, notre Société a eu le plaisir d'avoir deux intéressantes contributions émanant d'universitaires étrangers de passage en Egypte, à savoir celles de M. Gaetan Piron de la Faculté de Paris et de M. le Professeur Reidenberg de l'Université Hébraïque de Jérusalem.

Le premier nous a entretenu de la "*Physionomie économique de la France, éléments permanents et caractères actuels*." Le savant conférencier, qui occupe dans le monde des économistes une place de tout premier plan, nous a dressé un tableau fidèle de la solide structure économique de la France dont le rayonnement est si fortement senti dans notre Société, tableau auquel nous ne saurions penser en ce moment sans un sentiment de tristesse doublé du ferme espoir du rapide relèvement de la France qui lui permettra de reprendre la place qu'elle occupait dans le monde.

Quant au deuxième, le Professeur Reidenberg, il nous a exposé avec clarté, bien que trop sommairement à notre avis, les *Problèmes agricoles de la Palestine*, problèmes qui ont une grande affinité avec ceux de l'Egypte et que nous aurions voulu, pour ce motif, voir traiter avec plus d'ampleur. Nous ne lui en sommes pas cependant moins reconnaissants de nous les avoir signalés.

Ces conférences, sauf celles du Docteur Vaucher et du Professeur Reidenberg, ont intégralement paru dans notre revue.

Nous avons publié en 1940 vingt et une études en six fascicules, soit un fascicule de plus que l'année dernière, sans cependant dépasser le nombre de pages, soit environ 700.

L'un de ces fascicules, contenant l'étude profonde et d'une grande utilité pratique du Dr. Vitale, conseiller économico-fiscal de la Fédération égyptienne des Industries sur "*Les amortissements par rapport à l'impôt sur les bénéfices*", a paru dans la série de nos numéros spéciaux.

Sur les vingt et une études parues, huit traitaient des questions juridiques et treize des problèmes économiques et sociaux.

La suggestion relative à la création d'une Cour des Comptes a fait l'objet de deux études, soit celles de MM. Ricci et Dichey Bey, déjà citées, qui seront sans doute consultées avec intérêt par les services compétents.

La législation fiscale a fait l'objet de deux études très substantielles. Ce sont celles du Dr. Vitale et de Hanna Barsoum. La première ne saurait manquer de retenir l'attention de tous ceux qui pensent que le fisci a tout intérêt à consolider l'économie nationale, source principale de ses revenus.

Me. Gamil Chaloum a fait une incursion fructueuse dans le domaine de la *jurisprudence des tribunaux mixtes en matière administrative et fiscale de novembre à juin 1939*.

M. J. Chevalier a, avec une grande maîtrise, analysé la nature et défini les limites du droit de l'ascendant d'une mise ou d'une carrière, question sur laquelle il a projeté une lumière opportune.

Enfin Me. Totongui s'est livré à une *analyse critique de la loi No. 64 de 1936 sur les accidents du travail* que nous nous permettons de lui suggérer de reprendre à la lumière de l'expérience de ces dernières années.

Passant à la section économique, nous y retrouvons de nombreux collaborateurs fidèles ainsi que beaucoup de nouveaux, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.

Le Dr. Grunwald de Palestine a traité du "*State and Industry in the Middle East*," en nous renseignant sur les réalisations et les possibilités industrielles de ce Moyen-Orient dont le réveil magnifique est suivi partout avec un vif intérêt.

Le Dr. H. Lowy, physicien et géologue réputé, nous a donné deux études intitulées "*quelques considérations sur l'exploration et l'utilisation des déserts*."

M. le Professeur Ricci, en plus de l'étude susmentionnée sur la *Cour des Comptes et l'Auditeur Général*, nous a donné une *vue d'ensemble sur les dépenses de l'Etat égyptien*.

Le Dr. Ch. Issawi, se rapportant à la présente conjoncture, a esquissé une réponse à la question de savoir "*to what extent the costs of a war are borne by future generations*."

M. Jungfleisch a, dans une note substantielle, sous le titre : *"Cultiverons-nous le Soja en Egypte ?"* rectifié certaines appréciations formulées à ce sujet par le Dr. Michaeloff dans une note parue dans le fascicule No. 185 de 1939 de notre revue.

M. F. Habert a mis très efficacement en lumière les rapports d'ordre social et hygiéniques existant entre *"civilisation et pollution d'eau."*

Le Dr. Lévi nous a fourni une mise à jour de son étude sur *le commerce extérieur et l'industrialisation de l'Egypte*, étude à la fois statistique et économique.

Dans le domaine de la documentation statistique, M. Jean Schatz a publié deux études, l'une sur *le Soudan et ses relations commerciales avec l'Egypte* et la seconde sur *la guerre et ses conséquences sur le commerce extérieur de l'Egypte*.

Enfin M. J. Fresco nous a fourni des aperçus intéressants sur *l'histoire et l'organisation de la statistique officielle de l'Egypte*.

A ces études il y a lieu d'ajouter de nombreuses notes bibliographiques dont nous sommes redevables à MM. Totougui, J. Maqueron et au Bureau International du Travail.



Je m'en voudrais de clôturer cette énumération sans adresser l'expression de notre très vive appréciation à Monsieur le Directeur de l'Imprimerie Nationale, Mahmoud Zaki Ibrahim Bey qui, nonobstant les difficultés de tout ordre qu'il éprouve actuellement, a bien voulu assurer la parution régulière de notre revue.

C'est un sujet d'orgueil pour notre Société que de n'avoir pas interrompu ses publications dans la présente comme dans la précédente guerre, tandis que la plupart des revues des pays belligérants ou non, ont cessé de paraître ou ne paraissent qu'à de rares intervalles. Nous faisons appel à l'attachement de tous nos membres et collaborateurs pour nous aider à maintenir ce privilège, témoin de la continuité de la vie intellectuelle de notre pays.

Nous avons, au cours de l'année, reçu 10 nouvelles adhésions tandis que nous avons eu à enregistrer 28 pertes. Aussi notre effectif qui était l'an dernier de 525 membres se trouve ramené à 507.

Les circonstances présentes nous ont empêché d'enrichir notre bibliothèque dans la mesure habituelle; néanmoins notre fonds qui se compose de 4335 ouvrages accuse une augmentation de 38 unités.

KAMEL MOUSSY BEY.

RAPPORT DU TRÉSORIER

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous rendre compte des opérations du 32ème exercice social de votre Société, clôturé le 31 décembre 1940 :

REÇETTES

Les recettes se sont élevées à L.E. 1266,306, se décomposant comme comme suit :

	L. E.	M.
Subvention Gouvernement Egyptien	360	
Cotisation Membres Donateurs	480	
" Titulaires	389	
Intérêts de Banque	4	706
Abonnements à la Revue	28	100
Vente Revue	4	500
TOTAL	1266	306

contre L.E. 1410,147 en 1939, soit une diminution de L.E. 143,841.

DÉPENSES

Les dépenses se décomposent comme ci-après, ont atteint L.E. 1408,056.

	L. E.	M.
Imprimés, fourn. de bureau, frais de poste et menus frais...	60	111
Dépenses d'entretien	6	375
Eclairage et eau	25	533
Téléphone et assurances	34	470
Personnel	867	600
Impôts :		
sur propriété bâtie	58	060
taxes, timbres, etc.	11	185
Collaborateurs Revue	186	176
Tirages à part	86	280
Bibliothèque	72	246
TOTAL	1408	056

En 1939, les dépenses s'étaient élevées à L.E. 1391,315 ; elles ont donc subi en 1940 une augmentation de L.E. 16,741.

L'exercice 1940 présente un déficit de L.E. 141,750.



Le Gouvernement Egyptien a réduit sa subvention de L.E. 90 et les cotisations de certains membres donateurs et titulaires n'ont pu être encaissées en cours d'exercice, d'où la diminution des recettes signalée précédemment.

L'augmentation des dépenses a été occasionnée par des débours plus élevés en 1940 au titre des allocations aux collaborateurs de la Revue.

Des dispositions adéquates ont été prises par le Conseil en vue de remédier cet état de choses, par la compression de certains frais et par un appel adressé à d'importantes Sociétés qui ont été invitées à donner leur appui à notre Organisme en qualité de Membres donateurs.

L'encaissement des cotisations des Membres titulaires sera plus attentivement surveillé.

Ces mesures ont déjà porté leurs fruits.



Je vous propose de reporter à nouveau le déficit de l'exercice soit L.E. 141,750 et vous demande de bien vouloir approuver les comptes que je viens de vous soumettre et de m'en donner décharge.

Le Trésorier,
L. VAN DAMME.

Le Caire, le 29 mars 1941.

COMPTÉ PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 1940

DÉPENSES

RECETTES

	L.E.	M.		L.E.	M.
Imprimés, fournitures de bureau, frais de poste et menus frais ...	60	111	Subvention Gouvernement Egyptien ...	360	—
Dépenses d'entretien ...	6	375	Cotisations Membres Donateurs ...	480	—
Eclairage et eau ...	25	533	„ Titulaires ...	389	—
Téléphone et assurances ...	34	470	Intérêts de banque ...	4	706
Personnel ...	867	600	Abonnements à la Revue ...	23	100
			Vente Revue ...	4	500
Impôts :					
sur propriété bâtie ...	58	060	TOTAL DES RECETTES ...	1266	306
taxes, timbres, etc ...	11	185			
	69	245	DÉFICIT 1940 ...	141	750
Collaborateurs Revue ...	185	176			
Tirages à part ...	85	280			
Bibliothèque ...	72	246			
			TOTAL ...	1408	056

Le Trésorier,
L. VAN DAMME.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1940

ACTIF

PASSIF

	L.E.	M.		L.E.	M.
Caisse	7	077	Réserve Générale	234	932
Banque Ottomane	415	683	„ pour achats Livres	629	908
„ Belge	438	909	Cautionnements	38	650
Immeuble	1	—	Comptes à régler :		
Mobilier	1	—	Imprimerie Nationale	L.E. M.	
Cautionnement téléphone	2	—	„ „ „ „ „ „ „ „	61,469	
Déficit 1940	141	750	Collaborateurs	32	—
			Abonnements	11,160	
				104	629
	1'007	509	TOTAL	1'007	509

Le Caire, le 29 mars 1941
 Vérifié et reconnu exact :
 Le Censeur : ISCAËNAR A. DOSS.

Le Trésorier,
 L. VAN DAMME.

Back numbers will be charged to Members and Subscribers unless they apply for them within a month from their publication.

The Society is not responsible for the opinions expressed by the authors.

The reproduction and the translation of any of the articles published in this Review is forbidden, except with the previous authorization of the Society.

All manuscripts delivered to "L'Egypte Contemporaine" become the property of the Society.

TABLE OF CONTENTS

ECONOMICS AND LAW

	Pages
Dr. ABDEL FATTAH EL SAYED BEY.—Revision of contract by the Courts. Legislator's favourable disposition towards debtor	649-677
CHARLES ISSAWI & FELIX ROSENTHAL.—Company profits in Egypt 1929-1939	679-686
A. FOURNET.—Handicraft statistics	687-688
Dr. H. LOWY.—Notes on the exploration and utilization of deserts	699-712
TAMIA ABDEL.—Necessary revision of the Government officials old age pension law (in arabic)	713-782

REVIEWS

BIBLIOGRAPHY.—MOHAMED ABDEL RAHIM ANBAR.—The problem of divorce in Egypt	783-790
--	---------

STATISTICS AND MISCELLANEOUS

Dr. KAMEL HOURSY BEY, Secretary General of the Society.—Report on the Work of the Society during the year 1940	791-794
L. VAN DAMME, Treasurer of the Society.—Balance Sheet and Profit Loss accounts for the financial year of 1940	795-798